



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13368 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 21 JANVIER 1988

L'isolement de la Corée du Nord

L'image de la Corée du Nord ne sort pas grand-chose de l'attente : perpétré le 29 novembre dernier, contre un avion sud-coréen, qui avait fait cent quinze morts. Dans sa confession télévisée, le suspect survivant, a mis personnellement en cause M. Kim Jong Il, fils et successeur désigné du « grand dirigeant » Kim Il Sung, qui aurait cherché à déstabiliser la Corée du Sud à la veille des prochains J.O. de Séoul, auxquels Pyongyang a refusé de participer.

Ce n'est pas la première fois que la Corée du Nord est accusée d'agir en contradiction avec le droit international, ou de se livrer au terrorisme. C'est même la troisième fois que M. Kim Jong Il, le « dirigeant bien-aimé », est sur la sellette. En 1983, il avait été accusé d'avoir ordonné l'attentat de Banggou, dans lequel dix-neuf personnes, dont quatre ministres sud-coréens, avaient trouvé la mort ; la principale cible des assassins, le président Chun, en était sorti indemne. Il y a deux ans, deux secteurs sud-coréens ont raconté comment ils avaient réussi à fausser compagnie à M. Kim Jong Il, qui les avait fait kidnaper en 1978.

Ces accusations sont, bien entendu, démenties par Pyongyang, qui affirme que Séoul est responsable de l'attentat. Mais en vertu de principes que la Corée du Nord a déjà affirmés en cause dans des affaires de contrebande, qu'elle participe au marché clandestin des armes, et que notamment de plaques tournantes entre la Chine et l'Iran. Mieux payeur, le régime de M. Kim Il Sung a été déclaré l'an dernier en état de cessation de paiement par cent quarante grandes banques occidentales.

La Corée du Nord cultive depuis des lustres un splendide isolement fondé sur la théorie du « Djoungchi » (compter sur ses propres forces). Elle vient aujourd'hui de se mettre au ban du monde olympique. Même ses puissants voisins soviétiques et chinois ont à Séoul.

Le comportement imprévisible et brutal d'un régime stalinien en proie à une crise économique profonde et aux incertitudes de la succession du vieux maréchal, âgé de soixante-quinze ans, inquiète Chinois et Soviétiques en ces temps d'ouverture et de « transparence ». Mais ni les uns ni les autres n'ont beaucoup d'influence sur la politique de Pyongyang, en dépit de leur aide massive. L'URSS lui fournit par exemple experte, armes, et construit même une centrale nucléaire, le tout en échange de facilités militaires. La Chine, tout en accordant un soutien économique et politique à la Corée du Nord, n'en développe pas moins ses contacts, surtout commerciaux, avec le Sud.

Le dernier attentat souligne plus encore le contraste entre un Nord isolé, vivant toujours à l'heure de la guerre froide, et un Sud qui se dirige, non sans peine, vers la démocratie. Dans la guerre de propagande que se livrent les deux Corées, Séoul ne pouvait se priver de l'aubaine fournie par la confession de la terreur, surtout au lendemain de l'annonce par Moscou et Pékin de leur participation aux J.O.

M 0147 - 0121 0 - 4,50 F



3790147004500 01210

La grève des commerçants palestiniens

Nouvelle épreuve de force dans les territoires occupés

L'épreuve de force dans les territoires occupés se déplace vers le secteur économique et social : à Jérusalem et en Cisjordanie, les autorités ne parviennent pas à faire cesser la grève générale des commerçants palestiniens.

Cependant, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a déclaré, le mardi 19 janvier, qu'il pourrait formuler des propositions pour résoudre le problème des territoires occupés dans le rapport qu'il doit soumettre cette semaine au Conseil de sécurité.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Si l'impact des mots d'ordre militants se mesure au nombre de commerces fermés, alors, le test est positif : la principale artère commerciale de Jérusalem-est (le secteur arabe de la capitale), la rue Salabedine, était, le mardi 19 janvier, plus déserte que jamais. Pas un commerçant n'avait osé ou voulu lever son rideau de fer. Il en était de même dans tout le quartier, comme dans la vieille ville arabe de Jérusalem. Sans quelques vendeurs à l'étalage proposant des fruits et des légumes et - politique oblige - les marchands de journaux étaient toujours ouverts, distribuant la presse quotidienne nationaliste et l'habituelle et très riche variété de

magazines de karaté, kung-fu et autres sports de combat.

Il en va ainsi depuis bientôt deux semaines à Jérusalem-est et près d'un mois en Cisjordanie. Les experts en politique locale estimaient que le mouvement allait s'essouffir, nombre de commerçants palestiniens étant au bord de la faillite. Mais depuis quelques jours, des tracts, émanant d'organisations nationalistes ou islamistes exhortant à la « grève générale », un peu comme si l'épreuve de force, reprise en main par les militants, se déplaçait dans le domaine économique et social. Ces grèves sont une arme traditionnelle des nationalistes palestiniens, un geste de protestation utilisé depuis le début de l'occupation.

ALAIN FRACHON.
(Lire la suite page 2.)

Effritement du dollar et baisse de la Bourse

Retour du pessimisme sur les places financières

Les marchés boursiers se sont brusquement assombris mercredi 20 janvier, témoignant d'un retour du pessimisme. L'annonce d'un excédent commercial record du Japon pour le mois de décembre a contribué à un nouvel effritement du dollar. Après New-York mardi, les marchés des actions étaient tous orientés à la baisse mercredi. A Paris, le dollar a perdu 6 centimes à 5,61 francs et la Bourse, en chute de 3,6 % à 14 heures, atteignait son niveau le plus bas depuis deux ans.

L'annonce, vendredi dernier, d'une forte contraction du déficit commercial américain en novembre (13,2 milliards de dollars) avait provoqué un mouvement d'enthousiasme sur les places boursières et contribué à doper vivement le dollar. La publication à Tokyo d'un excédent commercial japonais record pour décembre, laissant présager un nouveau « mauvais chiffre » pour les Etats-Unis pour le dernier mois de l'année, a fait revenir le pessimisme.

Le dollar était en légère baisse mardi à New-York et mercredi à Tokyo. Sur les places européennes, en revanche, il accusait mercredi matin une baisse sensible. A Francfort, il perdait 2 pfennigs vis-à-vis du deutschemark, à 1,6634 (contre 1,6830 DM mardi soir). A Paris, il perdait plus de 6 centimes, tombant à nouveau à

5,6145 FF (contre 5,67 FF). Mais le pessimisme s'est surtout répandu sur les marchés boursiers. A la suite de la baisse de 30 points du Dow Jones - le thermomètre de la Bourse de Wall Street - les Bourses asiatiques d'abord, européennes ensuite, retrouvaient un climat baissier. En milieu de journée, Francfort accusait une baisse de 2 %, Londres de 1 %. Mais c'est surtout à Paris que la tension est la plus forte.

Dans un marché sans acheteur et profondément pessimiste, l'indicateur de tendance affichait, à 14 heures, une baisse de 3,6 %. L'indice des agents de change se retrouve ainsi en dessous du niveau du 31 décembre 1985.

(Lire nos informations pages 29 et 30.)

La lutte

contre le SIDA

M^{me} Barzach annonce la création de onze nouveaux centres de soin

PAGE 11

Sanofi renonce

à Robins

Le groupe pharmaceutique français n'a pas le financement nécessaire

PAGE 32

MM. Chirac

et Léotard à Fréjus

L'éloge de l'action de la France outre-mer.

PAGE 7

L'ENQUÊTE

Le vingt-cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand.

PAGES 4 et 5

Le sommaire complet se trouve en page 32

En marge des affaires

La comédie des écoutes téléphoniques

L'installation d'écoutes judiciaires est parfois confiée à des officines privées de sécurité. C'est ce qu'a permis de révéler l'affaire du Conseil supérieur de la magistrature, relançant ainsi le débat sur les écoutes téléphoniques, qui n'ont toujours pas de fondement juridique cohérent. Depuis 1974, la droite comme la gauche se sont engagées à y remédier. Promesses jamais tenues.

L'écoute des « affaires » cache parfois l'essentiel : les questions simples, civiques sinon morales, posées par ces faits divers politiques au détour de leur inévitable exploitation partisane. Il en va bien ainsi de la toute dernière mésaventure de ces anciens gendarmes liés à M. Christian Proust, reconvertis dans une agence de sécurité privée et fiers en écoutes téléphoniques.

Nul doute que la majorité utilisera ce nouvel épisode des bêtises, voire des errements, du super-gendarme devenu préfet, que l'on sait pourtant de plus en plus isolé à l'Elysée mais qui s'y



maintient, malgré tout, parce que M. François Mitterrand n'aime guère retirer sa confiance.

Il n'empêche, place Beauvau, la piste est jugée prometteuse : le choix, pour mener l'enquête, d'un juge d'instruction spécialisé dans les grands dossiers... terroristes. M. Gilles Boulouque, et, surtout, celui d'un service de police, l'IGN, d'ordinaire confiné aux enquêtes... administratives à l'intérieur de la police et hors de

la région parisienne, sont, à cet égard, significatifs.

Cependant le « corps du délit » est d'une toute autre ampleur. Le pot aux roses découvert à cette occasion embarrasse les gouvernants de droite comme ceux de gauche, leur rappelant opportunément l'une de leurs promesses, jamais tenues : le contrôle des écoutes téléphoniques.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 11.)

Deux films : « Y'a bon les Blancs » et « Cobra Verde »

L'Europe malade de l'Afrique

Décidément l'Europe a mal à l'Afrique. Tourmentée par des remords tardifs, elle exorcise brillamment son malaise. Avec deux films importants, l'un à peine sorti, l'autre à l'affiche dès mercredi, contradictoires dans leur forme, mais complémentaires quant au fond : « Cobra Verde », de l'Allemand Werner Herzog, sur le mode de l'épopée lyrique, « Y'a bon les Blancs », de l'Italien Marco Ferreri, dans le style de la fable satirique.

Pour dénoncer nos méfaits de conquérants, de pollueurs, de corrupteurs et les fâcheuses conséquences qu'ils entraînent, Werner Herzog, avec l'aide française de son acteur fétiche, Klaus Kinski, a choisi de se plonger dans le passé. Et de raconter l'aventure d'un chercheur d'or brésilien du dix-septième siècle devenu marchand d'esclaves au Dahomey. Marco Ferreri, pour sa part, entraînant au fond du désert la belle Maruschka Detmers, a préféré se projeter dans un futur proche pour peindre les débâcles d'une mission humanitaire en route pour le Sahel avec cinq camions chargés de sauce tomate et de spaghetti...

Dans les deux cas, la mort est évidemment au bout du voyage comme une inéluctable explosion. Lustrale et symbolique chez Herzog où Klaus Kinski se noie en cherchant à fuir ; atroce et encore plus emblématique chez Ferreri dont le titre est explicite, deux de ses caractéristiques touristes finissent rôtis à la broche...

Herzog est-il un incurable poète masochiste et Ferreri un dangereux provocateur récidiviste ? La n'est pas la question. L'un et l'autre sont des cinéastes en pleine possession de leurs facultés de montrer et de dire, de faire pleurer, rire, et en prime, réfléchir. L'un et l'autre disent la vérité : rien, jamais, ne sera tout à fait blanc ni tout à fait noir.

D. N.

(Page 14, les articles de MICHEL BRAUDEAU et DANIELE HEYMANN.)

Egalement un sommaire de notre supplément Arts et Spectacles, « Dandin », de Roger Planchon, une exposition sur la mode et le surréalisme à New-York et deux expositions Dubuffet à Paris.

(Pages 13 à 19.)

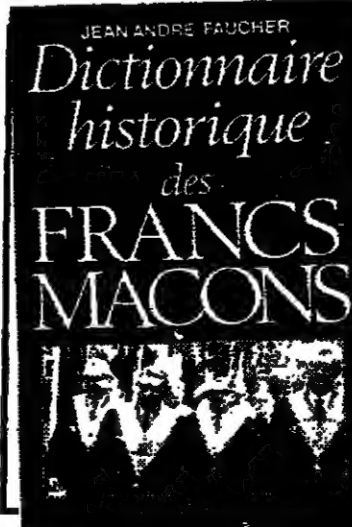
Le Monde

ÉDUCATION

Le bond des « prépas »

Élèves triés sur le volet, professeurs hyper-motivés, concours exigeants : le cocktail qui fait le succès des classes préparatoires aux grandes écoles n'a pas changé. Mais 1988 risque de marquer un tournant dans leur évolution. Elles accueillent cette année 10 % d'élèves de plus que l'an dernier. Ce grand bond en avant répond à la fois à la demande du monde économique et à celle des jeunes soucieux de détenir les meilleurs atouts pour affronter le marché du travail.

Plus que jamais cependant, cette rentrée en fanfare incite les « prépas » à multiplier leurs filières, à ouvrir davantage leurs portes aux filles et aux bacheliers du technique, et à diversifier leurs débouchés. Bref, à s'adapter en douceur sans perdre leur prestige. (Pages 21 à 24.)

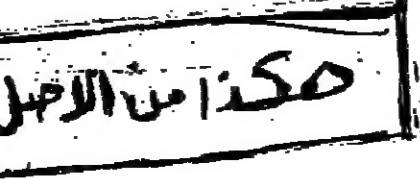


Dictionnaire historique des FRANCS-MAÇONS

Jean-André FAUCHER, grand spécialiste de la franc-maçonnerie, auteur de « La Franc-maçonnerie et le pouvoir de la Révolution à nos jours », a établi un dictionnaire sélectif de quelque 3 000 francs-maçons français qui ont joué un rôle notable du XVIII^e siècle à nos jours.

On y trouve des présidents de la République, des cohortes de ministres et de députés, mais aussi des princes, des généraux, des journalistes et même des prêtres. De Sézanne, avocat de Louis XVI, cohabitant avec le régicide Fouché, des socialistes comme Charles Hermu, André Laignel, Guy Pannu, André Laborière, avec des RPR ou des UDF comme André Rossinot, Alain Devaquet, André Rossi.

PERRIN



Etranger

سكنا من الاحل

LIBAN

Il y a un an Terry Waite était enlevé

Il y a un an, mercredi 20 janvier, Terry Waite, émissaire de l'Eglise anglicane, disparaissait au Liban alors qu'il essayait de prendre contact avec des responsables chiites de deux otages américains.

Depuis, le mystère le plus total entoure son cas : aucune organisation n'a revendiqué son enlèvement, aucune photo, aucun message le concernant n'a été publié. Mais les responsables de l'Eglise anglicane, dont le révérend Runcie, l'archevêque de Canterbury, sont convaincus qu'il est toujours en vie et prisonnier des Gardiens de la révolution iranienne au Liban.

Selon certaines informations difficilement vérifiables, Terry Waite et vingt-trois autres otages étrangers, appartenant à des nationalités diverses, ont été intégrés dans un camp de réfugiés à Beyrouth-Ouest ont affirmé à ce propos que les « Iraniens veulent que toutes les négociations en vue de leur libération soient conduites par leur truchement, affirmant que la question des otages est à présent une question purement iranienne ».

Il y a une semaine, le Sunday Express de Londres a cité le cheikh Fadallah, chef spirituel du Hezbollah libanais, selon lequel M. Waite et d'autres otages étrangers étaient traités convenablement, mais qu'il ne pouvait y avoir de progrès en ce qui concerne leur libération avant que le président Reagan ne quitte la Maison Blanche. Cheikh Fadallah a démenti avoir accordé une interview au journal britannique, mais des observateurs au Proche-Orient ont déclaré qu'il avait tenu récemment des propos semblables lors d'entretiens avec des publications arabes. (Reuters).

La grève des commerçants palestiniens

Nouvelle épreuve de force dans les territoires occupés

(Suite de la première page.)

Elles révèlent l'ampleur de la mobilisation et l'influence — parfois musclée — des organisations nationalistes. Elles sont, pour ces dernières, une manière de lancer un défi aux autorités sous forme de question : « Qui est le patron sur le terrain ? ».

C'est d'ailleurs pour cela, et pas seulement pour imposer un retour à la normale, que le gouvernement s'est toujours efforcé de briser les grèves dans le commerce. Il avait, lundi, donné vingt-quatre heures aux commerçants pour reprendre le travail. Devant l'étendue du mouvement de grève, il y a, semble-t-il, renoncé, sauf à Ramallah (au nord de Jérusalem) où des soldats, équipés de barres à mine, ont forcé le rideau métallique de plusieurs boutiques. Mais conformément à un ballet désormais bien réglé, nombre de commerçants refermaient leurs devantures une fois passée la patrouille.

A Jérusalem, sous un ciel bas et gris, les rues de la vieille ville, où déambulaient quelques groupes d'hommes désarmés, avaient triste figure. Et si quelques visiteurs étrangers, cartes et guides en main, arpentaient la « via Dolorosa », le tourisme n'en a pas moins, même en cette période basse, souffert des « événements ». Au dire du directeur général du ministère du tourisme, les réservations, hôteliers, pour janvier 88, ont été annulées.

Plus difficiles à évaluer sont les répercussions de la vague de troubles sur l'ensemble de l'économie israélienne. Le point le plus sensible est celui de la main-d'œuvre palestinienne. Habituellement, quelque cent à deux cent mille habitants de Cisjordanie et de Gaza se rendent chaque jour travailler en Israël. Vingt ans d'occupation ont quelque peu perversé l'idéal sioniste d'une nation d'ouvriers et de paysans occupés à bâtir une économie socialiste. Il y a longtemps que les Arabes ont remplacé les Israéliens dans nombre d'emplois : dans les

champs, sur les chantiers de travaux publics, dans les usines textiles et dans la restauration.

Autant de secteurs qui commencent à être perturbés à la fois par les mois d'ordre de grève générale et par les couvre-feux imposés aux camps, principalement dans la région de Gaza. Et, ça et là, pour pallier l'absence de main-d'œuvre palestinienne, des employeurs ont évoqué la possibilité d'importer des travailleurs asiatiques ou portugais. Il n'y a pas encore de réponse du gouvernement et le quotidien *Al Hamishkan* (Mapam, gauche socialiste) s'efforçait d'une telle éventualité qu'il estimait devoir être « totalement rejetée ».

« Nous montrerons qui gouverne »

La seule décision prise par les autorités a été de lever partiellement certaines mesures de couvre-feu afin de permettre aux habitants des camps qui le désiraient d'aller travailler. En fin d'après-midi, mardi, sur les routes de Cisjordanie habituellement désertes, on pouvait croiser quelques voitures, camions et taxis collectifs — parfois accompagnés de véhicules militaires — de retour d'Israël avec leur « chargement » de travailleurs palestiniens.

Dans la matinée, le ministre de la défense, M. Rabin, visitant la région de Ramallah, avait annoncé la nouvelle politique qu'appliqueraient désormais l'armée face aux manifestants. Il l'a résumée en trois mots : « la force, l'agressivité et les coups ». Il s'agit, a-t-il expliqué, « d'affronter physiquement les manifestants » au lieu d'ouvrir le feu, décision qui ne doit être prise qu'en dernier recours « en cas d'extrême légitime défense ». Alors que son escorte essayait quelques jets de pierres non loin du camp de Jazoum, M. Rabin a encore affirmé que l'agitation ne serait plus tolérée : « Nous allons montrer qui gouverne les territoires ». Non loin de là, dans un village, un jeune Palestinien a été

blessé par balle lors d'une manifestation.

Cependant, les élections au Conseil étudiant de l'université de Tel-Aviv ont confirmé, mardi, une évolution déjà révélée par une série de sondages début janvier. Les événements dans les territoires occupés paraissent susciter un mouvement en faveur du Likoud (droite nationaliste, le parti du premier ministre, M. Shamir). La liste Likoud a enregistré une montée en flèche (22 mandats contre 9 l'an passé) : celle des travaillistes a connu une dégringolade sans précédent (19 mandats au lieu de 43). Pourtant, du fait d'une percée de petites formations socialistes (notamment le parti Ratzi), la gauche conserve la majorité au Conseil étudiant. L'avertissement n'en est pas moins clair pour les travaillistes.

ALAIN FRACHON.

● Manifestation d'un groupe d'Israéliens devant leur ambassade à Paris. — Une vingtaine d'Israéliens ont manifesté mardi 19 janvier à proximité de l'ambassade d'Israël à Paris « contre la répression dans les territoires occupés » de Cisjordanie et de Gaza. Les manifestants ont brandi des pancartes en anglais, arabe, français et hébreu, réclamant « l'arrêt des assassinats », la « reconnaissance immédiate de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien », ou proclamant : « Oui à la paix, non à l'occupation ». « Tous les Israéliens ne sont pas des colonialistes », et enfin « Deux États pour deux peuples ». Les manifestants ont, en outre, lancé un appel à Elie Wiesel, écrivain juif américain et prix Nobel de la paix, l'invitant, « s'il aime Israël, à soutenir son plan de paix et non son gouvernement ».

● Bateau pour Gaza. — Le comité de coordination des Organisations non gouvernementales (ONG) à but humanitaire organise un envoi de vivres, médicaments et matériel médical, par l'intermédiaire de l'UNRWA, à la population palestinienne dans les territoires occupés par Israël. Versements à effectuer à CCP 200 Y Paris ou à SOS Gaza, Témoinage chrétien, 49, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-9^e.

● Trois membres d'un commando palestinien tués par l'armée israélienne. — Trois membres d'un commando, qui tentaient de s'infiltrer mardi soir 19 janvier en territoire israélien à partir du sud du Liban, ont été tués par des soldats israéliens à la frontière, a indiqué mercredi le porte-parole de l'armée israélienne. Un soldat israélien a été blessé au cours de l'échange de tirs, près du kibboutz Menara, à proximité de Kyriat-Shmona. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Justice expéditive

WASHINGTON
correspondance

A 3 h 19, le 7 janvier 1988, Robert Streetman, condamné à mort, est attaché avec des sangles sur un lit de la prison de Huntsville (Texas). Deux injections mortelles lui sont administrées. Mais dans les sept minutes qui précèdent l'annonce officielle de sa mort, le téléphone sonne dans la salle d'exécution. L'appel vient du bureau du gouverneur de l'Etat du Texas. Averti que la Cour suprême allait peut-être considérer une demande de sursis à exécution, le gouverneur veut savoir « où en sont les choses »... Trop tard.

Quelques heures plus tôt, l'avocat de Streetman avait tenté de joindre au téléphone l'attorney général et le gouverneur pour lui demander d'attendre. Il lui fallait un peu de temps pour préparer sa demande officielle. « Ne quittez pas... », répétait par intermittence le standardiste. Il ne quitta pas, en effet, et une heure et demie plus tard il était encore au bout du fil. Trop tard, son client avait été exécuté.

Robert Streetman, retardé mental, avait assassiné en 1982 une vieille femme pour lui dérober un dollar. Il méritait sûrement ce que le *New York Times* appelle un « châtiment sévère ». Ayant au du mal à trouver un avocat d'office, il avait déjà abandonné tous ses recours d'appel, apparemment résigné.

Son sort n'en a pas moins été fixé par le règlement intérieur de la Cour suprême, celle-ci se trouvant actuellement dans une situation exceptionnelle. La haute instance, en effet, n'est pas au complet, elle attend toujours son neuvième juge, M. Anthony Lewis, dont la nomination doit être approuvée par le Sénat. Sur la demande de sursis, la Cour s'était divisée par moitié : quatre contre quatre. Or, d'après son règlement, une majorité est nécessaire pour prendre une décision concernant une exécution capitale. Ainsi un condamné peut-il être exécuté tandis que la Cour débat sur son cas.

Seize par l'avocat d'un autre assassin texan, Donald Franklin, contestant la constitutionnalité de la loi pénale du Texas parce qu'un jury peut ne pas être informé des circonstances atténuantes ou aggravantes, la Cour suprême a décidé de se prononcer plus tard. Donald Franklin aura peut-être gain de cause, ce qui permettrait à plusieurs condamnés à mort de demander la réouverture de leur procès. Mais trop tard pour Robert Streetman, qui a définitivement perdu le sien et la vie.

Apparemment, les quatre juges de la Cour, dont le vote a décidé son exécution, étaient pressés. Ils n'ont même pas voulu attendre l'arrivée de leur neuvième collègue ni son vote, qui aurait pu être décisif.

HENRI PIERRE.

NICARAGUA

Lévee officielle de l'état d'urgence

Les autorités nicaraguayennes ont officiellement levé, mardi 19 janvier, l'état d'urgence (en vigueur dans le pays depuis le 15 mars 1982), trois jours après l'annonce par le président Daniel Ortega de mesures de « démocratisation » devant le sommet des chefs d'Etat d'Amérique centrale. Cette décision entraîne le rétablissement de la liberté de la presse et du droit de grève ainsi que la disparition des tribunaux populaires antisozialistes (TPA), une juridiction d'exception qui jugeait les personnes accusées de collaboration avec le régime renversé du dictateur Anastasio Somoza, et par extension les auteurs d'« actes contre-révolutionnaires ».

Dans le cadre de ces mesures nouvelles, la Contra a d'autre part accepté la proposition de conversations directes avec les autorités sandinistes. Les dirigeants de la rébellion doivent rencontrer l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Bravo, pour fixer le lieu et la date de la prochaine rencontre, qui pourrait se dérouler à San-José, au Costa-Rica, dès la semaine prochaine. Le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Michel d'Escoto, a d'autre part indiqué que l'amnistie de 3 300 prisonniers politiques (1 800 anciens gardes somozistes et 1 500 « rebelles ») sera effective dès l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, ou à défaut dès qu'un pays extérieur à la région aura annoncé être disposé à les accueillir sur son territoire.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a annoncé que le gouvernement américain allait reprendre les parachutages d'aide à la Contra — interrompus depuis une semaine dans l'attente des résultats du sommet — et que le président Reagan demanderait, vraisemblablement le 26 janvier prochain, de nouveaux crédits pour la résistance nicaraguayenne. M. Fitzwater a ajouté que « le problème clé est de savoir si Daniel Ortega est réellement engagé en faveur d'une démocratie authentique ou s'il cherche simplement l'élimination de la résistance démocratique ». — (AFP, Reuters.)

VENEZUELA

Difficile cohabitation...

Depuis plusieurs années, cette histoire d'effraye la chronique au Venezuela. Pas au grand jour, mais plutôt dans les coulisses des ministères, ambassades et journaux, même si ces derniers se sont toujours abstenus d'écrire ce qui se passe. Tout a commencé il y a plus de trois ans : le président vénézuélien, M. Jaime Lusinchi, élu en 1984, marié et père de famille, quitte la résidence officielle et sa femme Gladys pour s'installer dans un autre palais avec sa secrétaire particulière, Blanca Ibanez. Tout aurait pu se terminer rapidement par un divorce — autorisé dans le pays — si l'épouse du président n'avait déclaré au juge que son mari était encore à ses côtés moins de trois ans auparavant : la loi vénézuélienne ne prévoit en effet un divorce automatique qu'après cinq ans de séparation...

entorses, comme lors de la visite du souverain pontife, accueilli en 1985 par le couple légitime lors de son arrivée, et accompagné, toujours par le chef de l'Etat, mais avec sa nouvelle compagne. Les voyages à l'étranger sont aussi rythmés par les difficultés d'une telle cohabitation.

L'affaire a même pris un tour plus dramatique, il y a deux ans, lorsque le fils du couple présidentiel a tenté de tuer l'intruse. Pour l'heure, deux tentatives de conciliation ont échoué, et les avocats poursuivent la procédure, mais c'est le personnel politique qui s'inquiète à l'ouverture de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du mois de décembre.

Même si le parti au pouvoir, l'Action démocratique, assure que cela n'a rien à voir avec l'affaire privée du président, le candidat de M. Lusinchi, M. Octavio Lestaj, a été écarté au profit de Carlos Andres Perez. Les adversaires du Parti social chrétien (COPEI) ont eu beau affirmer qu'ils n'utiliseraient pas de tels arguments, les déclarations sur l'unité de la famille sont courantes. Le président ne réussit peut-être pas à divorcer avant la fin de son mandat, en février 1989, mais il semble parvenu à convaincre sa nouvelle compagne, souvent comparée à Eva Peron, de se faire beaucoup plus discrète. Ce qui n'empêche pas certains de lui prêter des ambitions politiques.

D. H.-G.

Le lent dégel des relations entre Moscou et Jérusalem

- Une délégation officielle israélienne est invitée en URSS
- Le refuznik Iossif Begun est arrivé à Tel-Aviv

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Iossif Begun, un des plus célèbres refuzniks, est arrivé mardi 19 janvier à Tel-Aviv, quelques heures après que l'URSS ait, pour la première fois depuis 1967, invité une délégation officielle israélienne à se rendre à Moscou. Les deux événements n'ont pas grand-chose à voir entre eux, sinon qu'ils témoignent de ce lent dégel observé depuis quelques mois dans les relations entre l'URSS et l'Etat hébreu.

Le gouvernement « s'en félicite » de l'invitation soviétique, a indiqué le ministère des affaires étrangères, « tout en regrettant que l'URSS continue à poser des conditions au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays ». En annonçant à Moscou le principe de cette visite, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Gennadi Guerassimov, avait rappelé que seul un règlement du conflit du Proche-Orient permettrait le retour aux pleines relations diplomatiques. Celles-ci ont été rompues par l'URSS — et l'ensemble des pays du bloc de l'Est — à l'exception de la Roumanie — en juin 1967, au lendemain de la guerre de six jours.

La délégation diplomatique israélienne invitée à Moscou sera ainsi la

première mission officielle de l'Etat hébreu à faire le voyage depuis 1967. Les visites privées sont nombreuses — y compris celles de parlementaires israéliens à Moscou ou à Leningrad — et les rencontres entre responsables des deux pays à l'étranger sont nombreuses, mais jamais depuis vingt ans des hauts fonctionnaires israéliens n'avaient été conviés en bonne et due forme à se rendre officiellement en URSS. A Jérusalem, on a apprécié comme un geste « de politesse et de courtoisie » le fait que ce soit M. Guerassimov qui ait lui-même annoncé la décision soviétique.

Une petite victoire diplomatique

Le principe de cette visite était discuté depuis quelques jours à Helsinki entre M. Nimrod Novik, conseiller politique de M. Pères, le ministre israélien des affaires étrangères, et un haut diplomate soviétique, M. Vladimir Terasov. C'est une petite victoire pour la diplomatie de Jérusalem.

Il y a une semaine, les dirigeants israéliens avaient renouvelé le permis de séjour de la délégation consulaire soviétique installée depuis le printemps dernier à Tel-Aviv. Mais ils l'avaient limité à un mois (et non trois comme d'habitude), exigeant que dans ce délai les Soviétiques fassent un geste « de réciprocité » en invitant à leur tour une mission consulaire israélienne. C'est donc fait, et cela prouve au moins une chose : les Soviétiques sont intéressés à maintenir en permanence leur mission consulaire en Israël, comme s'ils voulaient institutionnaliser cette petite présence diplomatique sur place.

Ni la date, ni la durée, ni même la composition de la mission israélienne n'ont encore été annoncées. Officiellement, on sait seulement qu'elle aura à inspecter la section de l'ambassade néerlandaise à Moscou, qui est en charge des intérêts israéliens en URSS. Officieusement, on espère qu'elle disposera de la même liberté d'action et de contacts que la délégation soviétique installée en Israël.

Accompagné de sa famille, M. Begun, cinquante-six ans, était arrivé à l'aéroport de Lod-Ben Gourion peu avant minuit, dix-sept ans après avoir fait sa première demande de visa. L'accueil fut chaleureux et très officiel. Le premier ministre, M. Shamir, et une partie du gouvernement sont venus saluer ce mathématicien devenu professeur d'hébreu et qui, lors de ses nombreux séjours en prison (neuf années

de détention au total), fut tout particulièrement persécuté pour son obstination à porter la kipa (calotte) et à observer le repos sabbatique.

M. Begun connaît Israël d'autres conflits : juit pieux « revendiqués » par les religieux d'Israël, il va pourtant se rendre d'abord au très laïque et très progressiste kibboutz Maagan-Michael, qui avait « adopté » le refuznik depuis longtemps et mené campagne pour sa libération...

AL. FR.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauré (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINTEL
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par souscription)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimé à Paris
T. de la France
PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-1203

Asie

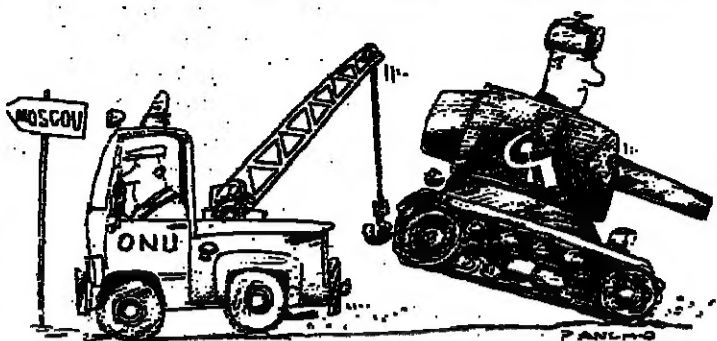
La recherche d'un règlement du conflit afghan

Le négociateur de l'ONU est « raisonnablement confiant »

M. Edouard Chevardnadze a déclaré, mardi 19 janvier à Bonn, que les troupes soviétiques se retireraient d'Afghanistan au plus tard dans un an. « Tout dépend de la fin des négociations de Genève entre responsables afghans et pakistanais », a ajouté le ministre soviétique des affaires étrangères. D'autre part, à la veille de l'arrivée au Pakistan du médiateur de l'ONU, le président de l'Alliance regroupant des sept principaux mouvements de la résistance afghane, a annoncé qu'il refuserait de le rencontrer.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le négociateur des Nations unies pour le conflit afghan, M. Diego Cordovez (Equateur), était attendu au Pakistan, le mercredi 20 janvier, pour une visite de plusieurs jours. Il se rendra ensuite en Afghanistan, avant d'entamer, le 15 février à Genève, une nouvelle série de négociations indirectes entre les deux pays à propos de l'Afghanistan.



M. Cordovez, comme d'autres diplomates, semble prudemment optimiste : au point mort depuis le mois de mars 1987, les négociations afghanes pourraient enfin se révéler payantes grâce à la décision politique de l'Union soviétique de retirer ses forces — estimées à 115 000 hommes — avant la fin de l'année. La plupart des problèmes que l'ONU s'était donné pour tâche de résoudre le sont déjà depuis près d'un an. Consignés dans quatre protocoles acceptés par l'ensemble des parties, ils concernent essentiellement les futurs rapports entre Kaboul et Islamabad, le retour des

réfugiés afghans installés au Pakistan et les garanties internationales. Il manque le plus important : le calendrier du retrait de l'armée rouge et la composition du futur gouvernement afghan. S'exprimant peu avant son départ, M. Cordovez a indiqué qu'un consensus semblait exister désormais pour un retrait de l'armée rouge dans un délai de dix mois après la formation du gouvernement, alors que les négociations demeurent très confuses sur la composition de celui-ci.

Selon des sources diplomatiques, l'Union soviétique aurait fait savoir à M. Cordovez qu'elle souhaitait une accélération du processus de négociation de sorte qu'un accord de paix puisse être annoncé à la fin du mois de février. L'entourage de M. Cordovez laisse entendre que l'ONU favoriserait, pour sa part, la formation d'un gouvernement de « personnalités apolitiques », proches des principaux courants.

Cette approche, qui a l'appui discret de Moscou, pourrait également résoudre, du moins temporairement, les difficultés jusqu'ici insurmontables que représente le manque d'entente entre les principales factions politiques afghanes et donner un rôle à l'ancien roi Mohammed Zahir, que M. Cordovez a rencontré à la mi-décembre à Rome.

Bien que « raisonnablement confiant », M. Cordovez redoute des « surprises de dernière minute ». « Les négociations sont caractérisées par la plus grande méfiance entre les parties », a-t-il confié. « C'est pourquoi je crains que les négociateurs n'introduisent en dernier moment des éléments nouveaux dans le processus », a-t-il ajouté.

« Au représentant général de l'ONU, on fait remarquer que l'Union soviétique donne l'impression d'être prête à réduire grandement, au gré des besoins, ses exigences. « L'assouplissement graduel des positions soviétiques devrait faire comprendre aux Afghans que le retrait de l'armée rouge pourrait devenir inéluctable et qu'il est dans leur intérêt de régler au mieux le problème de la succession au pouvoir actuel », affirme un proche du secrétaire général.

CHARLES LESCAUT.

CHINE : après les incidents nationalistes de Lhassa

Le PC fait son autocritique

PÉKIN de notre correspondant

Au moment où les ambassades de Chine à l'étranger paraissent avoir reçu la consigne de faire usage de façon systématique du droit de réponse (à Paris auprès d'Antenne 2, aux Etats-Unis dans les colonnes du Washington Post) pour réfuter les mises en cause de la politique tibétaine de Pékin, les dirigeants de Lhassa font entendre un tout autre son de cloche. Le ton est désormais au mea culpa.

C'est dit dans le langage ampoulé du Parti communiste chinois, mais le message est clair : les émeutes de Lhassa, l'autisme 1987, étaient dues non pas tant à l'action du dalaï lama — lequel dément en avoir été l'instigateur — qu'à la persistance au Tibet d'un esprit chauvin chinois assimilé au maïs de la révolution culturelle. Ces conclusions ont été tirées lors d'une conférence extraordinaire du PC au Tibet, du 3 au 8 janvier, qui marque un tournant dans la crise ouverte avec les incidents de Lhassa.

« Les deux émeutes de Lhassa ont été avant tout le résultat d'un gauchisme qui sévit de longue date », fut la conclusion de la réunion, à laquelle participaient les trois cents cadres les plus puissants de l'administration chinoise au Tibet, dont Radio-Lhassa a rendu compte en chinois le 10 janvier. Le « problème principal » au Tibet, « pour aujourd'hui », est que « les interférences du gauchisme ont causé des torts importants ». Mieux : après une première campagne de « rectification » pour amener les dirigeants du Tibet à accepter les nouvelles orientations du régime de Pékin en 1963, « l'idéologie gauchiste a réitéré la faute ». Sans cesse, les provocations nationalistes ont trouvé un terrain favorable. La liberté de pratiquer la religion n'a pas été aussi scrupuleusement respectée qu'on voulait bien le dire, laisse entendre le compte rendu. Quant aux personnalités tibétaines qui jouissent d'une indéniable popularité, elles ont été accusées de « terrorisme ». Les dirigeants de la conférence ont insisté sur le fait que l'on ne reviendrait pas sur le jugement rendu ces dernières séparations.

Ce revirement signifie que les hommes que M. Deng Xiaoping a mis en place pour sa succession sont décidés à ne pas laisser dégénérer la

crise tibétaine ni à permettre à leurs collègues moins enthousiastes pour les réformes de l'exploiter. Cependant, si la consigne semble être à présent de « respecter la réalité tibétaine », il n'est nullement question pour Pékin de relâcher son autorité dans la région autonome.

Le panchen lama, qui y effectue depuis la mi-janvier une de ses rares visites, a été entouré, lorsqu'il s'est rendu brièvement au temple du Jokhang, d'un impressionnant dispositif policier, selon les témoignages parvenus depuis à Pékin. Le 19 décembre encore, malgré une présence massive des forces de l'ordre aux endroits sensibles de la ville, un petit groupe de religieuses tibétaines avaient tenu, devant le même temple, une manifestation antichinoise pacifique.

Un étudiant autrichien qui se trouvait à proximité, mais non sur les lieux, a été placé en résidence surveillée et interrogé pendant près de trois semaines. Il a finalement été libéré, autorisé à épouser sa fiancée tibétaine et prié de quitter la région,

où il se trouvait en situation illégale. Une enseignante italienne soupçonnée d'activisme politique a, elle aussi, été de facto expulsée.

Le voyage du panchen lama — un personnage considéré par de nombreux Tibétains comme l'incarnation de la souveraineté chinoise sur la région — coïncidait avec une réunion de l'Assemblée populaire locale, durant laquelle ont été répétées les promesses d'ouverture accrue du Tibet. Selon son gouverneur, M. Doje Cering, quinze lettres d'intention sur des projets de coopération technique ont été signées avec l'étranger. Le gouverneur a assuré que les touristes étrangers (au nombre de 43 500 l'an dernier) seront plus nombreux encore à visiter le Tibet cette année. Il n'a cependant pas parlé de lever la mesure prise le 14 octobre interdisant l'accès de la région à tout étranger (en dehors des voyages organisés). Ceux-ci ont été mis en garde une fois de plus contre toute ingérence dans les affaires tibétaines.

FRANCIS DERON.

Récemment réhabilité

L'évêque de Shanghai confirme sa fidélité à l'Eglise catholique romaine

Mgr Ignatius Gong Pingmei, évêque de Shanghai, restauré dans ses « droits politiques », le 6 janvier dernier après une trentaine d'années de détention, est resté fidèle au Vatican. Dans une interview à l'AFP, le prélat, qui est âgé de quatre-vingt-six ans et s'exprime en français, a déclaré : « Je suis resté fidèle à l'Eglise catholique romaine. (...) Je suis prêt dès demain à retourner en prison pour défendre ma foi. Je serais un traître si j'avais songé à un seul instant à renier ma foi et le Vatican. Les catholiques ne peuvent pas vivre sans l'autorité morale du pape ».

Mgr Gong a critiqué l'Eglise « patriotique » indépendante de Rome, mise en place après l'arrivée au pouvoir des communistes. « Je n'appartiens pas à cette organisation. Je n'ai pas besoin de condamner sa existence car je ne dépende pas d'elle. Elle n'a rien à voir avec l'Eglise catholique. Il n'y a qu'une Eglise », a ajouté Mgr Gong. Il y

a encore en Chine des prêtres dévoués pour leur foi et leur fidélité à Rome. Ils sont une dizaine et ont tous plus de cinquante ans, a-t-il révélé. « Je ne sais pas où ils sont. Ils [les communistes] les ont envoyés dans des camps de travail ».

Mgr Gong ne semble pas convaincu par la politique réformatrice de Pékin. « Je ne m'abstiens de tout jugement », a-t-il répondu quand il a été interrogé sur la liberté religieuse, officiellement proclamée par les autorités. « Je ne m'occupe pas de politique. M. Deng Xiaoping a été contraint [de pratiquer la politique d'ouverture]. On ne peut pas vivre seul dans le monde ».

Mgr Gong a, pour la première fois, parlé de ses conditions de détention : il n'a jamais subi de sévices, mais il n'a jamais pu célébrer la messe ni lire la Bible ou tout autre ouvrage religieux : « Je n'ai eu droit qu'à Shakespeare ». L'évêque de Shanghai a enfin indiqué qu'il pouvait quitter librement la Chine.

La catastrophe aérienne de Chongqing. L'avion chinois qui s'est écrasé lundi 18 janvier à Chongqing, provoquant la mort de huit personnes qui étaient à son bord (le Monde du 20 janvier), avait été retardé de six heures par une panne à son départ de Pékin, a révélé lundi un organe de la presse officielle. Selon le China Daily, l'un des quatre moteurs de l'appareil, un Ilyouchine 18 soviétique construit dans les années 50, a pris feu lors de l'approche finale et un autre a commencé à avoir des ratés. Les médias chinois déclinent avec parcimonie des brèves d'informations sur la catastrophe, et le porte-parole de l'administration de l'aviation civile chargée de la presse étrangère ne répond pas au téléphone. — (Corresp.)

PHILIPPINES : les élections locales. — La participation aux élections locales du lundi 18 janvier aurait été de l'ordre de 80 %, et la victoire des candidats pro-gouvernementaux serait assez nette, selon de premiers résultats publiés mardi. Le scrutin lui-même s'est

déroulé dans un calme relatif, contrastant avec les violences de la campagne. Dans l'ensemble, il s'agit d'un succès pour le président Aquino. — (AFP.)

CORÉE DU SUD : l'ancien chef de la police emprisonné pour torture. — L'ancien chef de la police sud-coréenne, M. Kang Min Chang, a été écroué, vendredi 15 janvier, à la suite de l'enquête menée sur la mort, l'an dernier, d'un étudiant pendant un interrogatoire. M. Kang a reconnu avoir « couvert » l'affaire, qui avait fait grand bruit à l'époque : plusieurs policiers, reconnus coupables d'avoir torturé à mort le jeune homme, ont été emprisonnés. D'autre part, une enquête a été ouverte sur les mauvais traitements infligés par des policiers à un jeune homme de seize ans accusé de meurtre. Enfin, la Commission internationale des juristes (CIJ) a publié le 13 janvier un rapport indiquant qu'en 1987 la Corée restait une première résultats publiés mardi. Le scrutin lui-même s'est

A TRAVERS LE MONDE

Arabie saoudite

Le roi annule l'augmentation prévue des taxes douanières

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a annulé, lundi 18 janvier, l'augmentation prévue des taxes douanières sur certains produits importés (médicaments, livres, journaux). Cette hausse, de même que l'instauration d'un impôt sur les compagnies étrangères et les travailleurs étrangers dans le pays avaient été décidées le 4 janvier afin d'équilibrer le budget de l'Etat, en déficit de près de 10 milliards de dollars pour 1988, et qui prévoit une forte compression des dépenses (-17 %), alors que les recettes doivent diminuer de 10 %.

Toutes les mesures annoncées le 4 janvier ont été annulées par le roi, en raison semble-t-il de l'émotion créée par ces décisions, notamment auprès de la communauté étrangère en Arabie saoudite. Le souverain saoudien a également décidé de supprimer les taxes sur certains services publics (eau, électricité, services médicaux, ventes immobilières) et de suspendre l'augmentation prévue des tarifs de la Saudi Arabian Airlines et de l'électricité.

Burkina

Amnesty International fait état d'arrestations et de tortures

Londres. — Amnesty International a protesté, mardi 19 janvier, dans un communiqué publié à Londres, contre l'arrestation au Burkina de plus d'une quarantaine d'opposants au régime du capitaine Blaise Compaoré depuis le coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Parmi les personnalités détenues sans inculpation ni procès figurent, selon Amnesty, l'ancien responsable de la gendarmerie nationale, le lieutenant Moussa Diallo, les anciens ministres de l'Information, MM. Basile Guissou et Juste Tiemore, les anciens ministres du travail et des sports, MM. Fidèle Tossé et Abdoul Salami Kabore, ainsi que l'ancien ambassadeur burkinabé en Libye, M. Moussa Sankara, et l'ancien secrétaire général des comités de défense de la révolution (CDR), le capitaine Pierre Ouédraogo.

Amnesty s'est également déclarée « particulièrement préoccupée » par des informations selon lesquelles un certain nombre de personnes arrêtées, dont la plupart appartiennent à l'Union de lutte communiste-Reconstruite (ULC-R), ont été torturées en prison. — (AFP.)

Nigéria

Un nouveau naufrage fait une centaine de morts

Legos. — Quatre-vingts personnes ont été retrouvées noyées et une vingtaine sont portées disparues après le naufrage, le 13 janvier, d'un bateau transportant deux cents passagers sur le Niger dans l'Etat de Sokoto (nord du Nigéria), ont annoncé, mardi 19 janvier, les autorités de cet Etat.

Au Nigéria, le transport fluvial ne fait l'objet d'aucun contrôle sérieux quant au nombre des passagers embarqués. Il est le plus souvent

assuré dans d'immenses pirogues couvertes qu'il n'apparaissent que lorsqu'elles ont fait le plein. Le chergement excessif auquel on les soumet, les fait chavirer à la moindre vague, voire au moindre mouvement de la cargaison ou des passagers.

Dans la nuit du 23 au 24 décembre, près de Port-Harcourt, le naufrage d'une pirogue dans des conditions comparables avait causé la mort d'une quarantaine de passagers. — (AFP.)

Suède

Un ancien suspect de nouveau entendu par la police dans l'affaire Palme

Un Suédois de trente-cinq ans, intercepté et mis en garde à vue pendant deux semaines après l'assassinat d'Olof Palme, le 28 février 1986, a de nouveau été interrogé par la police, le lundi 18 janvier, à Stockholm. Les enquêteurs ouvrent le dossier après qu'un des anciens compagnons de l'homme a déclaré avoir vu une arme cachée dans un placard, à son domicile, quelques jours avant le meurtre. Par ailleurs, l'ancien suspect numéroté un n° n'a jamais pu fournir d'emploi du temps exact pour la soirée de l'assassinat.

Les enquêteurs se sont aperçus que l'homme, qui n'a jamais cité ses opinions d'extrême droite et son antipathie pour Olof Palme, avait déposé récemment une demande d'immigration en Australie et qu'il avait obtenu un visa pour la France. Le dimanche 17 janvier, ils lui ont retiré son passeport et interdit de quitter la capitale. Après ces nouvelles interrogatoires, l'homme, dont l'identité n'a jamais été révélée, conformément aux habitudes suédoises, a été relâché dans la soirée du mardi 19 janvier. La police et le parquet, sursis de commentaires, n'ont pas indiqué si d'autres auditions étaient prévues. — (Corresp.)

SRI-LANKA : démission du ministre des finances. — Le ministre des finances, M. Ronnie De Mel, a annoncé, lundi 18 janvier, sa démission et demandé la convocation d'élections anticipées pour rétablir la paix sur l'île. Sa position au sein du cabinet était devenue difficile depuis qu'il avait contesté la légitimité du gouvernement du président Jayewardene. M. De Mel, âgé de soixante-deux ans, occupait son poste depuis 1977. — (AFP.)

TAIWAN : neuf morts dans un accident d'avion. — Neuf personnes ont été tuées, mardi 19 janvier, dans un accident d'avion au sud-est de Taïwan. L'appareil, un BN-2 Islander de la Taiwan Airlines qui effectuait la liaison entre Tainan et l'île des Orchidées, s'est écrasé sur une montagne.

THAILANDE : reddition de rebelles musulmans. — Un groupe de six cent quarante et un rebelles musulmans s'est officiellement rendu, mardi 19 janvier, à l'armée thaïlandaise, mettant ainsi un terme à un conflit armé vieux de dix ans pour la création d'un Etat indépendant dans les quatre provinces à majorité musulmane du sud du pays. Les anciens insurgés sortent des districts des trois principaux mouvements séparatistes musulmans actifs dans les provinces les plus méridionales de la Thaïlande. — (AFP.)

PAKISTAN : mort de Ghaffar Khan

Le « Gandhi de la frontière »

Le plus prestigieux des derniers combattants de la liberté de l'ancien empire des Indes, Khan Abdul Ghaffar Khan, est mort le mercredi 20 janvier à Peshawar (Pakistan) à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans. Il fut à la fois adepte de la non-violence et hostile à la partition de l'empire entre l'Inde et le Pakistan. Dans sa région natale, celle des Pathans, frontalière de l'Afghanistan, il était connu sous le nom de « Gandhi de la frontière ». Il fut, ces dernières années, un opposant du régime pro-soviétique de Kaboul.

NEW-DELHI de notre correspondant

Gandhi lui-même admirait l'abnégation et la foi inébranlable de Ghaffar Khan. Peu avant de mourir, en juillet dernier, dans un coma profond, le « leader des Pathans » préchoit toujours en faveur de son idéal de non-violence et d'unité qui lui coûte, outre de longues années de privation de liberté, beaucoup de déceptions.

Ghaffar Khan est né à Utmanzai (Pakistan) dans une riche famille de propriétaires. Renonçant à une carrière militaire, il entreprit d'organiser les Pathans contre la domination britannique, mais selon une stratégie non violente, en créant des écoles et des salles de lecture publique dans les villages, afin de faire prendre conscience à la population de ses droits fondamentaux. Il prononça son premier discours « séditionnaire » en 1919. Par la suite, il prit une part décisive à toutes les grandes manifestations organisées contre la domination britannique.

Dans sa propre région, Ghaffar Khan créa l'une des premières organisations nationalistes indiennes militaires, Khudai Khidmatgar (« Services de Dieu », ou Chasseurs rouges), dont la foi non violente et la discipline furent souvent citées en exemple par Gandhi. La province de la frontière du Nord-Ouest, que les Anglais avaient surnommée « province des meurtres », en raison de ses traditions de violence, devint ainsi l'un des bastions du Parti du Congrès. Reconnu coupable d'encourager le nationalisme pathan, il fut emprisonné une première fois en 1920 : au moment de l'indépendance, Ghaffar Khan avait déjà passé un total de quinze années dans les prisons de l'ancien empire.

L'année de la partition des Indes fut une année terrible pour le « Gandhi de la frontière ». En 1947, lorsque le Congrès se prononça en faveur de la partition, les deux « Gandhis » furent seuls à voter contre une telle résolution. Ghaffar Khan, profondément affecté par cette décision, refusa que les Pathans soient incorporés à l'un ou l'autre des nouveaux Etats. S'étant déjà fermement opposé à Ali Jinnah, le « père » de l'indépendance pakistanaise, il redoutait plus que tout l'émergence d'un Pakistan théocratique dirigé par une Ligue musulmane qu'il trouvait fanatique. Devenu un « agent hindou » pour les musulmans (il l'était, lui-même, mais de façon tolérante), il encourut la vengeance des régimes successifs d'Islamabad : après quinze ans en prison, il vécut à partir de 1964 treize années en exil en Afghanistan. M. Rafiq Gandhi a décerné la plus haute récompense indienne à celui qui resta pour les Pathans « Badshah Khan » (« le roi non couronné »).

LAURENT ZECCHINI.

Eugène IONESCO
de l'Académie française



La quête intermittente

GALLIMARD rrf

سكتة من الاصل

سكنا من الاجل

Enquête

Le vingt-cinquième anniversaire de la signature



La célébration du vingt-cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer aura lieu vendredi 22 janvier à Paris. Lors du vingtième anniversaire, en 1983, M. François Mitterrand s'était

rendu à Bonn, où il avait prononcé devant le Bundestag son célèbre discours sur la double résolution de l'OTAN (l'installation de nouveaux missiles à moyenne portée en Europe). Le chancelier Kohl avait effectué le lendemain une visite à Paris.

Cette fois, le programme des manifestations prévoit une réunion plénière des délégations des deux gouvernements vendredi matin à l'Élysée. Huit à dix ministres doivent en principe y participer d'une part et d'autre. S'il ne s'agit pas à proprement parler d'un conseil des ministres

Les roses et le rosier

LES gouvernements français et ouest-allemand s'apprêtent à officialiser, vendredi 22 janvier, au cours de la grande messe franco-allemande qui marquera le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Élysée, la création d'un conseil de sécurité et d'un comité économique et financier communs. A vingt-cinq ans de distance, l'histoire donne raison au général de Gaulle et au chancelier Konrad Adenauer, qui, en avance sur leur époque, avaient tissé la trame d'un grand projet de coopération englobant tous les principaux secteurs de la vie nationale.

En décidant dès octobre 1982, à peine trois semaines après l'arrivée au pouvoir des chrétiens-démocrates à Bonn, de réactiver, en quelque sorte, ce traité, le président François Mitterrand et le chancelier Kohl ont fait, à leur manière, en pleine crise des missiles, œuvre anticipatrice.

Même si beaucoup de ce qu'ils décideront par la suite se retrouve déjà dans le traité, le mérite leur revient d'avoir à nouveau reconnu que rien ne pourra se faire en Europe sans une vision commune globale. Pendant des années, la coopération franco-allemande avait, faute de l'admettre, été souvent occultée par des querelles de marchand de tapis. Elles auront au moins permis de prendre conscience de l'importance de la coopération économique, qui n'avait qu'à peine été effleurée par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer.

Rien n'est jamais joué

En laissant planer la possibilité d'un repli américain et peut-être, une ouverture soviétique vers le monde extérieur, l'ère Reagan-Gorbatchev a contraint les Allemands de l'Ouest à reconsidérer le grand projet européen qu'ils avaient enterré mort-né en 1963, préférant alors donner la priorité aux relations inter-atlantiques. Mais l'attraction que suscite dans certains milieux ouest-allemands la nouvelle politique soviétique, un certain manque de confiance de la République fédérale en elle-même, qui l'amène à toujours

remettre en question sa capacité à jouer un rôle en dehors des deux superpuissances, laisse encore peser un doute sur sa volonté réelle. De même, malgré les progrès accomplis dans la voie d'une meilleure coordination des politiques économiques, l'incapacité de la France, depuis le premier choc pétrolier de 1973, de combler le fossé croissant dans ses échanges économiques avec la RFA, pourrait se révéler paralysante.

C'est parce qu'il n'était pas parvenu à faire admettre par la Belgique et les Pays-Bas, encouragés en sous-main par la Grande-Bretagne, son idée d'une Europe confédérale, continentale, respectueuse de l'entière souveraineté des Etats (plan Fouchet), que de Gaulle et Adenauer s'étaient résolus à cette entente bilatérale, croyant ainsi forcer la main à leurs partenaires. Le général n'envisageait au début qu'une simple déclaration commune franco-allemande, et c'est Adenauer qui insista pour qu'elle prit la forme d'un traité.

Ce traité abordait trois grands chapitres : la coopération en matière de politique étrangère, de défense, d'éducation et de jeunesse. Il prévoyait, déjà des échanges réguliers entre les responsables de ces trois secteurs : au moins une rencontre tous les trois mois entre les ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'éducation ; une fois tous les deux mois entre les chefs d'état-major ainsi qu'entre le haut commissaire français à la jeunesse et aux sports et son homologue allemand.

Dans le domaine des affaires étrangères, il était prévu de se consulter, avant toute décision importante, sur les questions de la Communauté européenne, les relations est-ouest, les affaires de l'OTAN, de collaborer étroitement en matière d'information, de coordonner les programmes d'aide au tiers-monde. En matière de défense, on s'engageait par le traité à tenter de rapprocher les doctrines sur le plan de la stratégie et de la tactique, à multiplier les échanges de personnels et à organiser un travail en commun pour l'élaboration des projets

d'armement et de leurs plans de financement. Enfin, dans le domaine de l'éducation, un effort particulier devait être fait pour l'enseignement des langues, le problème des équivalences de diplômes et la coopération en matière de recherche scientifique, ainsi que pour multiplier les échanges de jeunes.

Divergences...

Ce dernier point est le seul à avoir reçu immédiatement un début d'application avec la création, en juillet 1963, de l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), qui a subventionné à ce jour près de cinq millions de stages et séjours de jeunes dans

lors de sa ratification, un préambule précisant qu'il devait respecter les principes de la politique atlantique et européenne déjà en vigueur. Ce préambule avait été ressenti comme une véritable trahison par le général de Gaulle, auquel on prête cette phrase résignée : « Les traités sont comme les roses et les jeunes filles. Ils ont leur temps. » Ce à quoi Adenauer avait rétorqué que si les roses fanèrent, les rosiers en revanche refleurissaient toujours...

Le camouflet opposé au traité devait susciter en RFA, au sein même de la majorité conservatrice au pouvoir, un violent débat entre « européens » et « atlantistes ». Mais la direction était

indépendante, de Gaulle se consacra au deuxième volet de sa politique, qui aboutit, en 1966, au retrait des forces françaises de l'OTAN et, la même année, à son voyage officiel à Moscou, où il pronça « détente, entente et coopération ». Entre-temps, il avait donné la mesure de sa déception en boycottant la Communauté européenne de juillet 1965 à janvier 1966, en raison de désaccords sur la politique agricole commune et l'élargissement des compétences des institutions communautaires, la fameuse « politique de la chaise vide ».

Pratiquement, jusqu'à l'arrivée au pouvoir simultanée en France et en RFA du président Giscard d'Estaing et du chancelier

coopération qui tiennent particulièrement à cœur aux Français : Airbus et le lancement d'un programme spatial européen.

La relance de 1974

L'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing et Schmidt, qui avaient appris à s'apprécier comme ministres des finances et dont les relations restèrent un exemple de la bonne entente entre les deux pays, donna une nouvelle tonalité aux rapports franco-allemands. Huit jours après l'intronisation du nouveau président français, les deux hommes se retrouvèrent à l'Élysée et décidèrent solennellement de travailler étroitement ensemble. Leur premier succès fut l'institution du conseil européen, qui réunira dès lors trois fois par an les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté. Leur passage au pouvoir fut marqué par l'accord sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel et la mise en place du système monétaire européen (SME), qui remplace, en 1979, le serpent, désormais trop rigide.

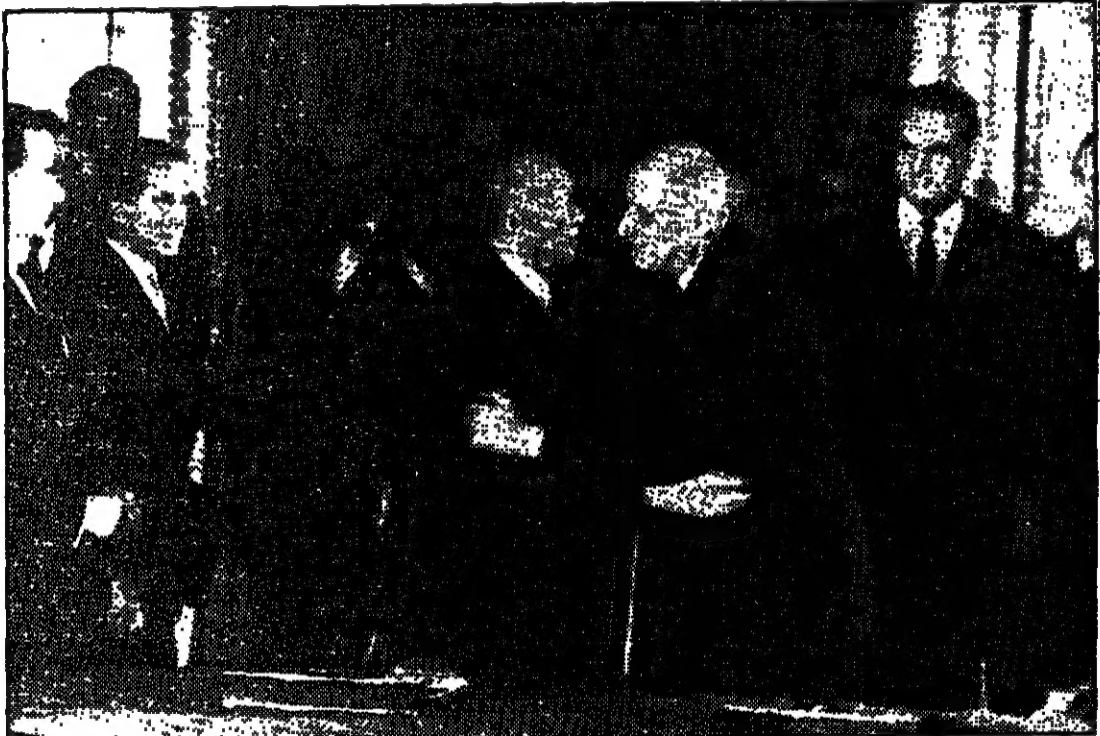
Malgré ce nouveau ton, certaines difficultés de fond ne pourront jamais être résolues. Les efforts faits de part et d'autre pour mieux coordonner les politiques économiques ne sont pas jugés suffisants à Bonn pour qu'on s'attelle enfin à la mise en place d'un véritable système monétaire commun avec une monnaie et une banque centrales. Si la coopération en matière de politique étrangère est presque devenue une routine, M. Giscard d'Estaing et Schmidt, qui s'entendaient pourtant fort bien pour critiquer la politique du président Carter, sont trop étroitement surveillés à domicile, l'un par les gaullistes, l'autre par les atlantistes, pour pouvoir — quelles que soient leurs intentions — prendre des initiatives spectaculaires. En matière de sécurité, on se contentera d'améliorer, non sans difficulté, comme en témoigne l'abandon du projet de char de combat franco-allemand, la coopération en matière d'armement.

Tout n'est pas arrivé...

Sans doute l'histoire a-t-elle besoin de chocs pour faire un pas en avant. La crise des missiles et le déferlement de la vague pacifiste qui a secoué l'Allemagne fédérale au début des années 80 ne sont certainement pas sans rapport avec la prise de conscience en France de l'erreur qui consisterait à vouloir s'abriter derrière l'Hexagone. La politique du président Reagan, par son intransigence première à l'égard de Moscou, puis par le sentiment qu'elle a donné de brader les intérêts allemands dans la négociation sur le désarmement, a suscité bien des déceptions outre-Rhin.

Le terrain semble plus que jamais propice à une nouvelle réflexion des deux pays sur leur avenir commun. La voie tracée ces dernières années par le président Mitterrand et le chancelier Kohl fait pratiquement l'objet d'un consensus en France et en RFA. Les difficultés à s'entendre sur le concept même d'autonomie européenne en matière de défense, celles qui s'annoncent sur le chemin du grand marché européen, celles encore rencontrées par les gouvernements pour mettre en œuvre leurs décisions en matière culturelle, restent cependant suffisamment présentes pour qu'il faille se garder de croire que tout est arrivé.

HENRI DE BRESSON.



Le général de Gaulle et le chancelier Adenauer signent le traité franco-allemand le 22 janvier 1963 au Palais de l'Élysée.

les deux pays. Le grand projet du président français et du chancelier allemand, qui devait quitter le pouvoir la même année, a été torpillé, dès le départ, par la mauvaise humeur de Washington. Le Parlement allemand se laissa convaincre d'ajouter au traité,

prise. L'élection à la fin de 1963 d'un nouveau chancelier, Ludwig Erhard, profondément atlantiste, ne pouvait qu'accentuer le conflit.

Ne pouvant convaincre la RFA d'aller de l'avant dans la construction d'une Union européenne

Schmidt, au mois de mai 1974, les relations franco-allemandes n'avaient guère. C'est l'époque où l'on commence à s'interroger de la puissance économique montante de la RFA et où, malgré son appui officiel, Paris voit d'un œil soupçonneux l'ostpolitik de Willy Brandt. Celle-ci monopolisera jusqu'à la signature du traité fondamental avec la RDA toute l'énergie du chancelier social-démocrate, arrivé au pouvoir la même année que Georges Pompidou, en 1969.

Les premières tentatives pour mettre en place, face à la crise du dollar, une politique économique et monétaire commune font apparaître dès 1971 les divergences de fond qui opposent jusqu'à aujourd'hui Français et Allemands. Les premiers veulent avancer rapidement vers une monnaie commune, les seconds privilégient le rapprochement préalable des politiques économiques et le renforcement des institutions. La création en 1973 d'un « serpent » monétaire européen qui fixe les marges de fluctuation entre les monnaies, puis la décision de principe de mettre en place un fonds monétaire européen, constituent un succès éphémère. Paris et Bonn s'affrontent à nouveau lorsque éclate la première crise pétrolière, et, dès le mois de janvier 1974, la France quitte le serpent. Quelques pas importants sont néanmoins franchis. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, finalement acceptée par le président Pompidou en 1969, a longtemps été une des pierres de discorde majeures. Elle est chose faite en 1972. Bonn et Paris se mettent aussi d'accord en 1973 sur deux importants projets de

Quand un Français représente la RFA dans les réunions internationales...

M. Michel Connan, quarante et un ans, ancien membre du cabinet de M. Charles Hernu à la défense, est le premier diplomate français à avoir travaillé à l'Auswärtiges Amt, le ministère ouest-allemand des affaires étrangères, dans le cadre des échanges de diplomates décidés au sommet franco-allemand de février 1986. Il nous a fait part de son expérience.

« Vous venez de passer un peu moins d'un an au ministère des affaires étrangères ouest-allemand. Qu'y avez-vous fait exactement ? »

— Eh bien, j'ai travaillé. J'étais pleinement intégré à mon service d'accueil, et j'ai participé à son activité quotidienne au même titre que mes collègues.

— C'est une expérience très nouvelle.

— Par bien des côtés, oui. Elle s'inscrit cependant dans une évolution. Il y a bien longtemps que des fonctionnaires français font des stages courts et d'observation. C'est sans doute la première fois que des fonctionnaires des deux pays passent une année entière dans l'administration voisine et que, au lieu d'être des observateurs en somme, ils sont des collaborateurs occupant un poste « normal » et assumant pleinement les fonctions correspondantes.

— Dans quel service étiez-vous ?

— Dans le service CSCE, c'est-à-dire celui qui s'occupe de la Conférence sur la sécurité

et la coopération en Europe, dont l'acte final a été signé en 1975 à Helsinki. Je suis allé deux semaines à Vienne, en tant que membre de la délégation ouest-allemande. J'y ai même pris la parole officiellement au nom de la République fédérale d'Allemagne.

— Comment ont réagi les autres délégations ?

— Par une certaine surprise, incontestablement. Beaucoup de délégués se sont montrés intéressés, en particulier des membres des délégations de la CEE, certains étaient même enthousiastes. Ils voyaient dans mon expérience — à juste titre — la preuve que la construction européenne est possible, qu'elle avance, et qu'on peut faire des progrès concrets, en sortant des sentiers battus. En même temps, certains collègues étaient intrigués. Ils me pressaient de questions.

— Si j'ai pu intégrer sans problème le ministère ouest-allemand, c'est d'abord grâce à l'accueil qui m'y était réservé. Mais la bonne volonté individuelle n'aurait pas suffi si les politiques suivies à Bonn et à Paris n'avaient pas été très proches. Il est de bon ton de dire que l'Europe n'avance pas, qu'on n'arrive pas à surmonter les intérêts à court terme. Quand on observe les choses au jour le jour, on peut parfois avoir cette impression, effectivement. Mais l'exemple des relations franco-allemandes et une expérience comme la mienne montrent que beaucoup a été fait.

— Qu'avez-vous retenu de cette expérience ?

— Oh ! Bien des choses. Certaines ne présentent pas d'intérêt pour le grand public, mais pour le praticien des relations internationales, elles ont leur importance. C'est ainsi que les structures des deux ministères ne se recouvrent pas. Les contacts de l'intérieur, bien identifier le bon interlocuteur, mieux connaître les circuits de décision, les méthodes de travail, cela facilite la coopération.

— Cela ne vaut pas seulement pour l'Auswärtiges Amt. Dans un pays fédéral, il est essentiel de bien comprendre les Länder. Dans le domaine culturel, par exemple, il est primordial. Et certaines tâches, qui chez nous sont directement assumées par l'Etat, sont prises en charge par d'autres organismes. Ce peut être des organismes mixtes associant des professionnels (pour la promotion du commerce extérieur, par exemple) ou, dans le secteur culturel, les instituts Goethe, ou des fondations, dont l'importance en République fédérale est beaucoup plus grande que chez nous.

— Et puis, si à un moment donné ce sont en général à peu près les mêmes sujets qui occupent nos deux pays, les priorités ne sont pas toujours les mêmes. Ne serait-ce que pour des raisons géographiques. L'approche des problèmes n'est pas non plus identique, les mentalités sont moins proches qu'on ne le croit parfois. Il est très utile d'étudier ces questions de l'intérieur.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG.

Enquête

du traité de coopération franco-allemand

communs, on en est pas loin. Après ce sommet aura lieu une brève cérémonie commémorative dans le salon Murat de l'Elysée, où le traité fut signé en 1963, puis le chancelier Kohl s'entreprendra pendant une heure en tête à tête avec le président de la République française. Il se

rendra l'après-midi à l'hôtel Matignon pour y avoir une conversation d'une heure environ avec le premier ministre, M. Jacques Chirac. Au menu des festivités figurent également la visite d'une classe franco-allemande d'un lycée parisien et

une réception à l'Elysée qui sera ouverte par des discours de M. Mitterrand et Kohl. Enfin, un concert organisé par l'Office franco-allemand pour la jeunesse, avec la participation de chorales française et allemande, sera donné dans la soirée à Saint-Louis des Invalides.



Un « tandem » qui souvent irrite ou inquiète...

CONSIDÉRÉ comme un moindre mal en Europe de l'Ouest quand il s'agit de sortir de l'impasse de difficiles négociations européennes, le tandem franco-allemand a aussi le don d'irriter, voire parfois d'inquiéter aussi bien nos partenaires européens que les deux grandes puissances. Les discussions en cours sur un renforcement de la coopération franco-allemande en matière de sécurité ne pouvaient laisser personne indifférent. Les projets de brigade commune et de conseil de sécurité n'ont pas manqué de susciter, et à la fois des commentaires quelque peu crispés.

Les plus critiques ont bien entendu été les Soviétiques, qui, une fois n'est pas coutume, ont préféré faire porter le chapeau aux Français plutôt qu'aux Allemands. A la veille de la visite du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, cette semaine, à Bonn, on laissait entendre à Moscou que le thème serait abordé au cours des discussions, mais que, dans l'ensemble, le Kremlin se félicitait de l'attitude actuelle des dirigeants ouest-allemands en matière de sécurité. On se félicitait notamment du rôle qu'a joué Bonn dans la conclusion du traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire en sacrifiant ses propres Pershing-1A.

Ces méfiances ne veulent pas dire que l'on voit d'un bon œil les initiatives du chancelier Kohl en direction de la France. Mais si l'on se réfère à un commentaire paru en octobre dernier dans l'hebdomadaire *Temps nouveaux*, sous la plume de M. Nikolai Portougalov, les Soviétiques ne désespèrent pas, avec le concours de l'opposition ouest-allemande, de pouvoir empêcher que ces initiatives aillent trop loin. « La plupart des Allemands de l'Ouest politiquement lucides, estimait-il, considèrent ce projet français encore vague [celui d'étendre la garantie nucléaire à la RFA, que M. Portougalov prête à la France] avec un scepticisme fonder. Ils ne sont pas enclins, ajoutait-il, à surestimer les débuts de la collaboration militaire avec Paris, comme les fameuses manœuvres Moineau hardi ». M. Portougalov accusait la France de vouloir « suborner

politiquement et militairement son concurrent économique le plus puissant », comme « une sorte de prolongement, à l'heure nichelle, de la politique de Richelieu et de Louis XIV à l'égard de tous les Allemands ». Bref, on multiplie pour le moment les avertissements en sourdine, sans vouloir encore en faire une vraie pomme de discorde. Il est significatif à cet égard que ce thème n'ait pas été officiellement abordé lors de la visite officielle que vient d'effectuer en France le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, alors que les Allemands de l'Est avaient fait connaître, par des voies indirectes, leur préoccupation.

La méfiance des Britanniques

Du côté des alliés occidentaux de la France et de la RFA, les réactions sont restées mitigées : d'une part, on ne peut qu'être favorable à un engagement plus marqué de la France en Allemagne, mais, de l'autre, on voit avec une certaine méfiance ce qui pourrait apparaître comme une remise en cause de l'alliance atlantique sous sa forme actuelle. A Washington, le sujet n'intéresse pour le moment qu'un cercle restreint de spécialistes. Si le public américain est toujours prêt à s'enflammer pour réclamer aux Européens la prise en charge d'une part accrue des dépenses de l'alliance, les subtilités des relations inter-européennes ne l'atteignent pas vraiment, sinon qu'elles prêtent à l'ironie. Washington ne se déintéresse cependant pas de la question. Les nouveaux projets de coopération entre la France et la RFA risquent de modifier l'attitude à l'égard des Etats-Unis des Allemands de l'Ouest, secourus par la crise des missiles. Les Américains se sont toujours publiquement félicités de tout effort des Européens pour prendre davantage de responsabilités en matière de défense. Ils soutiennent officiellement l'idée d'un « pilier européen » de l'alliance atlantique. Mais leur approbation est moins nette dès lors que cette recherche de l'autonomie apparaît comme de nature à remettre en cause leur leadership.

Les Britanniques, pour leur part, éprouvent une méfiance

spontanée dès qu'il est question d'un rapprochement entre Bonn et Paris sur les problèmes stratégiques. Les diplomates français en savent quelque chose, qui sont pressés de questions depuis quelques mois sur ce que reconstruire exactement le fameux conseil de sécurité franco-allemand ou le projet de brigade commune.

Mme Thatcher n'avait pas hésité à dire publiquement, le 23 novembre dernier, dans une interview au *Financial Times*, ce qu'elle pensait de la description des chancelleries : « Il ne faudrait pas que se développent en Europe des structures qui pourraient involontairement saper la solidarité atlantique. (...) Il importe que les dispositions [militaires franco-allemandes] n'acquiescent pas de façon croissante une existence propre. » Devant l'Association de la presse étrangère, le 13 janvier dernier, elle a souligné que « la coopération militaire bilatérale, que ce soit entre la France et la RFA ou entre la France et la Grande-Bretagne, est utile, à condition qu'elle ait pour effet de façon

claire et démontrable de renforcer l'OTAN et non d'éroder ou de saper son unité ». Autrement dit, on souhaite, à Londres, voir se renforcer un pôle européen de défense à condition que la Grande-Bretagne ne soit pas reléguée au rang de partenaire de second ordre de Paris et Bonn. Mais on voudrait que ce renforcement s'opère pour le compte de l'alliance dans son ensemble, donc dans le sens d'un rapprochement des positions françaises de celles de ses partenaires, et non l'inverse.

L'Espagne intéressée...

Dernière recrue, avec le Portugal, de la CEE, l'Espagne a manifesté à plusieurs reprises ces derniers mois son intérêt pour les efforts franco-allemands en matière de défense et son souhait, sinon d'être partie prenante dans l'immédiat aux initiatives concrètes qui en sont les fruits, du moins d'être associée à la réflexion en cours sur la sécurité de l'Europe. Le différend de Madrid avec les Etats-Unis à propos des bases américaines

hypothéquait jusqu'à présent les possibilités pour l'Espagne d'être admise dans les instances où se mène cette réflexion, en particulier l'Union de l'Europe occidentale. L'accord intervenu la semaine dernière avec les Etats-Unis laisse les mains plus libres à M. Gonzalez et l'incitera sans doute à redoubler d'ardeur européenne en matière de défense.

L'Italie, en revanche, rechigne. En dépit de traditions européennes profondément ancrées, elle voit avec douleur ces tentatives changer son rapport à la Communauté. Elle risque en effet de devoir payer au plan communautaire sa récente et spectaculaire réussite économique, même si elle peut compter sur la bienveillante attention de Bonn. Dans le domaine de la défense, « une politique européenne autonome serait une erreur », vient encore de déclarer le ministre des affaires étrangères, M. Andreotti. Rome préfère d'instinct la « tutelle douce » des lointains Etats-Unis plutôt que l'hégémonie de la France, de l'Allemagne ou du couple franco-allemand. L'Italie ne s'était ralliée qu'en traînant les

pieds à la nouvelle charte de l'UEO, adoptée en octobre dernier à l'initiative de M. Jacques Chirac. A ces réticences, qui ont finalement cédé, se mêlaient vraisemblablement des considérations de politique intérieure, le texte réaffirmant notamment le caractère indispensable pour la défense européenne de la dissuasion nucléaire à un moment où l'Italie s'apprêtait à se prononcer sur le nucléaire, fût-il civil, par référendum.

En adoptant cette charte, les partenaires de la France et de la RFA au sein de l'UEO (la Grande-Bretagne, le Benelux et l'Italie) ont certes exprimé les préoccupations de l'Europe face à la situation nouvelle que crée en matière de sécurité la nouvelle situation Est-Ouest. Ils y auront trouvé aussi à n'en pas douter un moyen de ne pas laisser passivement Français et Allemands en tête à tête.

C. T. et H. de B.

Avec Dominique Dhombres à Londres, Jean-Pierre Clerc à Rome et Sylvie Kaufmann à Moscou.

Diplomatie

Les visites du ministre soviétique des affaires étrangères

BONN : M. Chevardnadze n'a pas répondu à l'attente des Allemands

BONN
de notre correspondant

Les dirigeants ouest-allemands avaient placé beaucoup d'espoirs dans cette visite du ministre soviétique des affaires étrangères à Bonn, trop peut-être, et avaient laissé se répandre dans l'opinion publique l'idée qu'une nouvelle ère allait s'ouvrir dans les relations avec Moscou, mettant fin à plusieurs années de rapports froids. Au bout du compte, si M. Chevardnadze a réalisé une fort bonne opération de relations publiques auprès des citoyens et téléspectateurs de la République fédérale — il a tenu d'ailleurs à en remercier les journalistes au cours de sa conférence de presse terminale, — il n'a pas répondu à toutes les attentes des dirigeants de Bonn.

M. Kohl devra patienter jusqu'au deuxième semestre de cette année pour pouvoir rencontrer M. Mikhail Gorbatchev, alors qu'il espérait pouvoir recevoir le numéro un soviétique avant le mois de juin, pendant la période de présidence allemande de la Communauté européenne. Si

M. Chevardnadze considère que cette rencontre est nécessaire, ni le lieu ni la date ne lui semblent urgents à fixer. Autre déception à Bonn, la question de Berlin : l'URSS n'est pas prête à renoncer à sa position traditionnelle, qui tient Berlin-Ouest pour une entité politique autonome, et M. Chevardnadze, interrogé à ce sujet, s'est contenté de dire que « beaucoup de choses peuvent être faites dans le cadre des accords régissant le statut de la ville ».

Les armes françaises

Le ministre soviétique des affaires étrangères a jugé « extrêmement utiles et couronnés de succès » les entretiens qu'il a eus à Bonn avec MM. Kohl, Genscher et von Weizsäcker. Ce jugement peut s'appuyer sur quelques résultats concrets : la mise en place d'une procédure de consultations régulières entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, et l'ouverture prochaine de consultations à Kiev et à Munich.

M. Chevardnadze a également souligné l'identité de vues existant

entre M. Genscher et lui-même sur la question de l'interdiction totale des armes chimiques, notant au passage que les Etats-Unis et la France n'étaient pas de cet avis. L'essentiel de la conférence de presse donnée par le ministre des affaires étrangères soviétiques avant son départ pour Madrid, mardi 19 janvier, a été consacré aux questions de désarmement et de sécurité. M. Chevardnadze a reconnu qu' hormis la question des armes chimiques les positions soviétique et ouest-allemande n'étaient pas identiques, mais que cela « n'était pas une tragédie ». Il a mis en garde ceux qui voudraient instaurer une « pause » dans le processus de désarmement, une attitude qui, selon lui, « pourrait remettre en cause tout ce qui a été atteint ». Le ministre a également évoqué le problème de la supériorité des forces du pacte de Varsovie dans le domaine conventionnel. « Le problème ne se pose pas dans les termes où on l'expose en Occident. Pour l'avenir, il faut tenir compte des inquiétudes que provoquent chez nous les armes nucléaires françaises et britanniques. »

L. R.

MADRID : l'URSS apprécie l'« autonomie » de l'Espagne

MADRID
de notre correspondant

M. Chevardnadze est arrivé à Madrid le mardi 19 janvier dans la soirée pour une visite de quarante-huit heures au cours de laquelle il devait rencontrer son homologue espagnol, M. Fernandez Ordóñez, le président du gouvernement, M. Gonzalez, et être reçu par le roi.

Les Espagnols sont sensibles au fait que Madrid soit, après Bonn, la deuxième capitale visitée par le chef de la diplomatie soviétique depuis l'accord de Washington sur les armes à moyenne portée que le gouvernement espagnol fut l'un des tout premiers, en Europe occidentale, à appuyer publiquement.

M. Chevardnadze est arrivé à Madrid quatre jours à peine après

une importante victoire diplomatique espagnole : l'accord avec les Etats-Unis prévoyant le retrait de leurs soixante-douze avions F-16 stationnés à Torrejon, près de Madrid. Cette mesure a été accueillie avec satisfaction par les dirigeants soviétiques. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que ces derniers célèbrent la politique « autonome » de Madrid au sein de l'Alliance. Le temps est loin, désormais, où Moscou menaçait l'Espagne de tous les maux si elle entrait dans l'OTAN, et ensuite y restait !

Dans les milieux diplomatiques, on précise toutefois que si l'Espagne entend effectivement se réserver au sein de l'OTAN une marge d'autonomie dans l'analyse des problèmes régionaux, elle se montrera parfaitement solidaire de ses alliés dans les relations Est-

Ouest. Madrid a désormais clairement défini les paramètres de sa politique de défense : son appartenance à l'Alliance a été confirmée par référendum, les conditions de sa relation militaire avec Washington sont maintenant éclaircies, et elle vient enfin de présenter formellement à ses alliés à Bruxelles, le 18 janvier, son projet de contribution militaire à l'OTAN.

Madrid entend aussi aborder les questions économiques. Après quarante années d'interruption des relations bilatérales sous le franquisme, l'Espagne est arrivée tard sur le marché soviétique. Les échanges entre les deux pays ont à peine atteint 1,2 milliard de dollars en 1987, soit moins de 2 % du commerce extérieur.

Th. M.

La réaction américaine

Le gouvernement américain a réaffirmé, mardi 19 janvier, qu'une réduction des armes nucléaires tactiques ne faisait pas partie des objectifs prioritaires de l'OTAN. Cette organisation s'oppose notamment à ce que la composante nucléaire des armes à double capacité (nucléaire et conventionnelle) soit incluse dans les futures négociations sur le désarmement conventionnel. Si les déclarations faites à Bonn par M. Chevardnadze signifient que Moscou accepte désormais ce principe, c'est un « pas en avant », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Redman. Il a réitéré le « soutien total » de Washington à la position de l'OTAN selon laquelle les priorités de l'alliance en matière de désarmement sont la réduction des arsenaux stratégiques, la mise au point d'un équilibre conventionnel plus stable en Europe et l'interdiction des armes chimiques. — (AFP.)

L'intérêt de l'un pour l'autre...

Voici quelques chiffres qui, à titre d'exemples, illustrent l'intérêt que se portent les deux partenaires :

Jumelages. — Environ mille deux cents communes des deux pays sont jumelées. Le boom des années 80 s'est calmé depuis longtemps, mais bon an mal an une vingtaine de jumelages nouveaux sont conclus.

Echange de jeunes. — Le nombre de stages ou de séjours divers subventionnés par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) s'est élevé à 129 879 en 1985. Au total, près de cinq millions de jeunes ont pris part depuis 1963 à des stages organisés dans l'un et l'autre pays.

Tourisme et voyages d'affaires. — Sans compter les déplacements de week-ends, les Allemands (de l'Ouest), grands voyageurs, ont effectué en 1986 8,7 millions de séjours de plus de quatre jours en France (durée moyenne : neuf jours). Ils y ont dépensé en moyenne 300 F par jour. La France est la cinquième destination du tourisme allemand, derrière les pays de soleil et l'Autriche. Il est à noter qu'elle attire un tourisme de niveau socio-professionnel élevé et plus indi-

vidualiste que la moyenne. A l'inverse, le nombre de séjours effectués par des Français en RFA n'est que de 395 000 (estimation 1985-1986), pour une durée moyenne de douze jours.

Apprentissage de la langue. — 800 000 élèves français ont l'allemand en première langue, 600 000 en seconde langue, soit 22,5 %. En RFA, où le français n'existe pas en première langue dans tous les Länder, la proportion, première et deuxième langue confondues, est de 25 % environ. Il y a 24 établissements à section bilingue franco-allemande en RFA, 40 en France. Dans la vie courante, la pratique approfondie du français est cependant nettement plus développée en Allemagne qu'en France, que ce soit chez les professionnels, dans les milieux politiques ou culturels, ou chez les diplomates, où elle est pratiquement obligatoire.

Presse. — Environ 70 correspondants allemands en France, dont 4 de télévision, contre 20 correspondants français en RFA, dont 2 de télévision.

Edition. — 850 livres ont été traduits du français en allemand en 1986, contre seulement 200 dans l'autre sens.

هكذا قال الرجل

Europe

ESPAGNE : ouverture du congrès du PSOE dans un climat de crise

Le pragmatisme gouvernemental face aux revendications sociales

MADRID
de notre correspondant

Le trente et unième congrès du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), qui s'ouvre le vendredi 22 janvier à Madrid, pourrait être l'un des plus importants et des plus conflictuels de l'histoire de cette formation. Les précédents congrès socialistes s'étaient souvent concentrés sur des thèmes ponctuels comme la référence au marxisme, en 1979, ou l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, en 1984. L'objectif est cette fois plus ambitieux : il s'agit de faire le bilan de cinq ans d'exercice du pouvoir et de définir les grandes lignes de ce que sera le « socialisme de l'an 2000 » au sud des Pyrénées.

Certes, le président du gouvernement et secrétaire général du PSOE, M. Felipe Gonzalez, qui reste le leader incontesté, ne manque pas d'arguments pour convaincre ses troupes de la justesse de la ligne pragmatique suivie jusqu'ici. Combien de partis socialistes d'Europe occidentale peuvent-ils aujourd'hui se targuer, comme le PSOE, d'avoir remporté deux majorités absolues successives et de chevaucher toujours allègrement en tête dans les sondages ?

Reste que ce trente et unième congrès s'ouvre dans un climat de crise au sein de la « famille socialiste » espagnole. Une crise qui couvait depuis le recul enregistré lors des élections municipales et régionales de juin dernier et qui, quatre mois plus tard, a éclaté avec la spectaculaire démission du groupe parlementaire de M. Nicolas Redondo, secrétaire général du syndicat socialiste UGT (Union générale des travailleurs).

Depuis, le ton n'a cessé de monter entre le gouvernement et l'UGT. M. Redondo formule désormais tout haut des questions que certains secteurs du PSOE posaient déjà à mi-voix : la société espagnole est-elle aujourd'hui plus juste et plus égalitaire qu'au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir ? Le gouvernement de M. Gonzalez a-t-il su concilier les objectifs d'efficacité économique et de justice sociale ? Comment expliquer à cet égard aux « bases », par exemple, que le nombre de chômeurs, depuis 1982, soit passé de deux à trois millions ?

Les récriminations de plus en plus acerbes de M. Redondo ont amené les dirigeants du parti à lancer, à la veille du congrès, une éditoriale contre-offensive. Ils font valoir que la politique d'austérité a commencé à porter ses fruits, et que l'Espagne enregistre aujourd'hui l'un des taux

de croissance les plus élevés d'Europe occidentale. Tout en reconnaissant que le gouvernement s'est peut-être trop préoccupé dans le passé de macro-économie, ils soulignent que l'accent sera mis désormais sur l'éducation, la justice et la santé : en un mot qu'après l'effort vient maintenant la redistribution.

Les « fauteurs de troubles » absents

Ce débat sur la politique économique en a suscité un autre, qui pourrait dominer le 31^e congrès : celui des rapports entre parti et gouvernement. Le PSOE devait-il tenter de réconcilier syndicat et gouvernement, ou appuyer inconditionnellement les thèses du second ? Question d'autant plus délicate que le PSOE a, jusqu'ici, fonctionné comme un virtuel appendice de l'exécutif. Le parti fut, en effet, le grand sacrifié de ces dernières années. Les « jeunes socialistes pragmatiques » qui s'installèrent au gouvernement en 1982 entendaient avant tout démontrer que leur apparence inexpérimentée, après quarante années de dictature, ne les empêchait nullement de faire marcher la machine de l'Etat.

Aussi les meilleurs cadres quittèrent-ils la direction du parti pour l'administration. Cette primauté accordée au gouvernement par rapport au parti était aussi celle de la gestion quotidienne par rapport au programme à moyen terme, du pragmatisme par rapport à l'idéologie. Aujourd'hui, nombreux sont les militants qui demandent que le PSOE joue à nouveau son rôle : celui de mettre l'accent, face à la gestion gouvernementale au jour le jour, sur les objectifs à plus long terme du socialisme.

Si les thèmes de débat ne manquent pas, le trente et unième congrès ne devrait pas être toutefois celui de la rébellion. Comme le rappelle une étude du quotidien *Diario 16*, les trois quarts des délégués qui y participent sont détenteurs d'une charge publique, ce qui n'incite pas particulièrement à la contestation !

En outre, les principaux « fauteurs de troubles » en seront absents : M. Redondo a donné instruction aux dirigeants de sa centrale de ne pas y participer, afin de mieux marquer la distance entre parti et syndicat.

Reste que les « contestataires » n'en seront pas moins représentés. Les partisans des thèses de M. Redondo sont, par exemple,

majoritaires dans la délégation de la province industrielle de Biscaye, qui, conduite par son secrétaire général, M. Ricardo Garcia Damborena, remettra globalement en question le rapport que présentera M. Gonzalez. Les puissants secrétaires généraux des fédérations de Madrid et de Catalogne, MM. Joaquin Leguina et Raimon Obiol, réclameront eux aussi davantage de compréhension pour les positions du syndicat. Les critiques les plus acerbes viendront sans doute des délégués de la tendance Gauche socialiste, version espagnole de l'ancien CERES français, qui accusent le parti de s'être rallié aux « thèses démocratiques-chrétiennes ».

Autant d'oppositions qui, bien que minoritaires, sont décidées à faire entendre leur voix face à une direction qui prêche la modération dans le changement. Jusqu'à quel point le socialisme peut-il faire preuve de pragmatisme et réviser ses certitudes d'hier pour se maintenir à flot dans une Europe occidentale actuellement dominée par la vague du néo-libéralisme ? Telle est sans doute la question de fond qui se posera lors du trente et unième congrès du PSOE.

THIERRY MALINAK.

Jean-Paul II souhaiterait rendre visite aux catholiques des diverses régions d'URSS

S'il se rendait à Moscou

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Gueorgui Guerassimov, s'est exprimé, mardi 19 janvier, au sujet de l'éventualité d'un voyage du pape en URSS.

« Selon des informations de presse », a dit M. Guerassimov, le pape Jean-Paul II a exprimé le souhait de venir en URSS à certaines conditions. Pour autant que nous le sachions, cette question ne fait l'objet d'aucune discussion, et il n'y a donc pas lieu de mettre en avant la moindre condition préalable. »

La mise au point soviétique fait suite aux propos tenus dimanche soir 17 janvier par Jean-Paul II au siège de l'Association de la presse étrangère à Rome.

ROME
de notre correspondant

Jusqu'à présent, lorsqu'il évoquait l'éventualité d'un voyage en URSS à l'occasion du millénaire de l'évangélisation de la Russie, le pape avait surtout mis l'accent sur son désir de se rendre en Lituanie, où la population catholique est largement majoritaire. Dimanche soir, lors de son

entretien avec les journalistes étrangers — dont l'*Observateur Romano* a publié mardi un compte rendu —, Jean-Paul II a semblé élargir ses objectifs. La « vérité » à laquelle il entend être fidèle, a-t-il déclaré, est que la présence des catholiques en Union soviétique dépasse nettement ce qui est « davantage connu ». Le pontife a ainsi rappelé que des « structures hiérarchiques » existent non seulement en Lituanie (sous la présidence de l'archevêque Luidas Povilonis, administrateur apostolique de Kaunas), mais aussi en Lettonie, pays à très nette majorité protestante et dont l'Eglise est dirigée par l'archevêque de Riga, le cardinal Julijans Valtovs (aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans).

Dépassant ainsi l'horizon de ces républiques où le catholicisme est officiellement reconnu par Moscou, même si sa pratique y rencontre maintes entraves, le pape a évoqué ces « autres régions où manque cette structure et où il y a aussi des catholiques latins, par exemple en Biélorussie (NDLR : ils y seraient de un à deux millions), mais aussi en Asie centrale, dans la région du Kazakhstan ». Ces croyants, dont le nombre est incertain, sont des descendants de populations principalement baltes, biélorusses, ukrainiennes et allemandes de la région de la Volga, déportées en partie sous les tsars et surtout à l'époque stalinienne, ainsi que de colons originaires de Russie occidentale.

Le cas des uniates ukrainiens

Approfondissant encore le champ, Jean-Paul II a enfin rappelé que parmi les catholiques d'URSS, on voit « un juste désir de réviser la visite du pape », il s'en trouve aussi, « naturellement », en Ukraine, notamment dans ce qu'on appelle l'« Ukraine occidentale ». Là, a-t-il ajouté, « nous touchons un problème plus difficile. Là, il y a des catholiques non seulement de rite latin, mais aussi de rite oriental, byzantin ». Ils sont, théoriquement, réunis dans une « Eglise catholique », reconnue par Rome, mais dont « l'archevêque majeur, selon la loi canonique, le cardinal Myroslav Ivan Lubachivski », en résidence à Rome, n'a en effet qu'en 1946 un « synode de Lvov » a décidé le rattachement « spontané » de cette Eglise dite « uniates » à l'orthodoxie. Or cette communauté, désormais « claudicante, non reconnue, ou plutôt en certains temps », a sa propre hiérarchie, ses prêtres et ses fidèles, évalués au Vatican aux environs de quatre millions. Et le pontife d'ajouter : « Cette Eglise, durant des générations, des siècles, a manifesté une grande fidélité envers le Saint-Siège, les évêques de Rome, le pape. Cette fidélité nous oblige, nous, à l'égard d'elle à être également fidèle. » C'est dire qu'en cas de

voyage du pape en Union soviétique l'Ukraine serait, à ses yeux, une étape obligatoire.

La difficulté existait non seulement par rapport au régime soviétique, mais aussi avec la hiérarchie orthodoxe, pour qui le retour des uniates dans son giron n'est que l'annulation de leur antérieur « détournement » par Rome à l'occasion de circonstances historiques favorables. « C'est un problème très sérieux », a estimé le pape, qui a néanmoins conclu sur une note optimiste, au moins pour le très long terme : « On se préoccupe de ce problème important pour le dialogue entre orthodoxes et catholiques. Il doit être discuté en toute vérité. C'est prioritaire. De fait, le patriarche de Constantinople Dimitrios I^{er}, lors de sa visite au Saint-Siège, début décembre, accepta que la question des uniates puisse au moins être évoquée dans le débat oecuménique. »

J.-P. CLERC.

Réuni à Stockholm

Le « groupe des Six » demande l'interdiction des essais nucléaires et des armes chimiques

STOCKHOLM
de notre correspondant

Le troisième sommet du « groupe des Six », créé en mai 1984 pour promouvoir « le désarmement et la paix », s'est ouvert, le mercredi 20 janvier à Stockholm. Les participants — le président mexicain, M. Miguel de la Madrid, le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, l'ancien chef d'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere, le chef du gouvernement indien, M. Rajiv Gandhi, son homologue suédois, M. Ingvar Carlsson, et le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo (qui remplace M. Raúl Alfonsín) — se proposent de faire de cette troisième rencontre « une réunion de travail aux efforts déployés par les superpuissances pour parvenir à un désarmement ».

Les six membres du groupe devraient également adopter une « déclaration de Stockholm » exigeant l'arrêt de tous les essais nucléaires, l'interdiction des armes chimiques et de la course aux armements dans l'espace. Ils renouvelleront en outre leur proposition de surveiller et de contrôler un arrêt des expériences atomiques.

Ces initiatives communes des six pays ont rencontré jusqu'ici un accueil assez mitigé et la composition du groupe n'a pas manqué de surprendre. L'Inde n'ayant pas adhéré, par exemple, au traité de non-prolifération nucléaire de 1968. F.N.

PORTUGAL

Crise ouverte au Parti communiste

LISBONNE
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la « révolution des œillets » d'avril 1974, le Parti communiste portugais est, à son tour, ouvertement remis en cause de l'intérieur. Sans menaces, pour le moment, personne d'expulsion, le comité central vient de dénoncer l'« attitude irrégulière et condamnable de certains militants qui manifestent des critiques en dehors des organes auxquels ils appartiennent ».

Ce rappel à l'ordre fait suite à la publication par l'hebdomadaire *21 Jornal*, le vendredi 15 janvier, d'un « document de travail » signé par plusieurs personnalités du PCP réclamant l'instauration de la « transparence » et de la « démocratie interne » au sein du parti. Les signataires y accusent la direction actuelle de s'accrocher à des structures calandiniennes remontant à l'époque du salazarisme et de ne tenir compte ni de l'évolution de la société portugaise ni de celle des pays socialistes. Ils suggèrent également l'élection des membres du comité central au scrutin secret.

Depuis quelque temps déjà, des signes de malaise à l'intérieur du Parti communiste étaient perceptibles. En coulisses, des dirigeants très connus s'insurgeaient contre le discours officiel, toujours fondé sur la défense des « conquêtes de la révo-

lution » : le contrôle ouvrier, les nationalisations et la réforme agraire. Or la réforme agraire a été dans la pratique presque complètement abandonnée. Le secteur public de l'économie sera considérablement réduit à l'issue de la révision constitutionnelle prévue pour l'été prochain. Et le contrôle ouvrier tel qu'il était entendu au lendemain de la révolution n'existe plus.

L'influence électorale du parti n'a cessé de se détériorer. Lors des législatives de juillet 1987, le PCP a réalisé son score le plus bas : 12,5 % des suffrages exprimés. L'âge de M. Alvaro Cunhal, son leader charismatique, pose en outre le problème de la succession. Intervenant pour la première fois publiquement dans le débat, M. Cunhal a réaffirmé mardi 19 janvier dans une longue interview à l'agence de presse portugaise Lusa que le PCP ne renoncerait jamais « à notre politique de classe, à nos principes marxistes, léninistes et à notre passé révolutionnaire », qu'il n'accepterait jamais « de devenir un parti résigné devant le capitalisme ». Mais il a également admis le principe du scrutin secret dans les élections dans les différents organes du parti. « La perestroïka », a-t-il souligné, aura des répercussions au PCP. »

JOSE REBELO.

Les cendres de Jean Monnet seront transférées au Panthéon

Les cendres de Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de la Communauté européenne, seront transférées au Panthéon dans le courant de deux années, a annoncé mardi 19 janvier le président François Mitterrand, qui recevait les membres du comité d'action pour l'Europe.

S'adressant notamment à MM. Alain Poper, Jacques Chaboudes et Jacques Delors, président de la Commission de la CEE, M. Mitterrand a, d'autre part, souhaité que les Douze parviennent, lors du Conseil européen de Bruxelles, les 11 et 12 février, à dépasser leurs intérêts nationaux.

Le Comité d'action pour l'Europe, nouvelle version du Comité Jean-Monnet, qui rassemble une soixantaine de hauts responsables politiques et économiques européens, a adopté, mardi, à l'issue de deux jours de travaux, un texte sur la défense européenne qui reprend plusieurs des principes énoncés dans la charte de l'EUEO, en octobre dernier. Ce document affirme notamment que seul un système « fondé sur une combinaison appropriée des forces nucléaires et conventionnelles » peut garantir la sécurité de l'Europe ; il réclame la participation « active et à part entière » de l'Europe aux négociations sur le désarmement.

Le Comité a, d'autre part, souligné la nécessité de faire de l'ECU une véritable monnaie européenne et de créer « une autorité commune pour la gérer ».

Une précision de l'ambassade de Grande-Bretagne

M^{re} Thatcher, la France et l'OTAN

A propos d'un article intitulé : « M^{re} Thatcher souhaite une réunion des dirigeants de l'OTAN... » et publié dans nos éditions du 15 janvier, l'ambassade de Grande-Bretagne nous a adressé une mise au point contestant que le premier ministre ait « appelé la France à revenir du sein de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN ». L'ambassade résume « absolument » cette interprétation en fournissant cette traduction du passage visé dans la déclaration de M^{re} Thatcher :

« Je suis tout à fait favorable à ce que les pays européens accroissent leur coopération en matière de défense, mais à condition que cela serve l'OTAN et contribue à la défense de l'Europe dans son ensemble. La coopération bilatérale a certes un rôle utile à jouer, que ce soit entre la France et l'Allemagne ou entre la France et la Grande-Bretagne, pourvu cependant qu'elle aboutisse à renforcer l'OTAN de manière manifeste, et non à ébranler l'unité. C'est pourquoi, je souhaiterais que les pays membres de l'alliance qui ne font pas partie de la structure militaire intégrée de l'OTAN développent concrètement leur coopération militaire avec les alliés de l'OTAN (...). »

[S'il ne s'agit pas à proprement parler d'un « appel », l'ambassade faite par M^{re} Thatcher n'en demeure pas moins assez transparente. Selon la France et l'Espagne ne font pas partie du commandement intégré de l'OTAN.]

Afrique

ZAIRE

Les autorités démentent que les troubles récents aient fait des morts

Le chargé d'affaires belge a été convoqué au ministère zairois des affaires étrangères, le lundi 18 janvier, pour y entendre « une vive et énergique protestation » à la suite de la diffusion, à Bruxelles, d'un communiqué mensonger « au sujet de la répression d'un meeting organisé dimanche 17 janvier à Kinshasa par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), mouvement d'opposition non reconnu (le Monde du 19 janvier) ».

Pour sa part, l'ambassadeur du Zaïre en France, M. Bokongo Ekanga Botombela, a adressé au Monde « un démenti catégorique » aux déclarations de l'UDPS selon lesquelles il y aurait eu trois morts lors de l'intervention de la garde civile (police) contre les partisans de M. Tshisekedi Wa Mulumba, secrétaire général du mouvement, qui voulait prendre la parole pour exprimer les raisons de l'échec d'une tentative de dialogue avec le régime. On souligne, à l'ambassade, que ce meeting était « illégal » parce qu'aucune autorisation préalable n'avait été demandée et on dénonce une manœuvre pour abuser l'opinion occidentale au nom des droits de l'homme.

Le correspondant de l'AFP à Kinshasa avait été interpellé dimanche à proximité de la manifestation et relâché cinq heures plus tard. Dans une dépêche « retardée en transmission », le bureau de l'AFP à Kinshasa écrit : « On indique de source digne de foi qu'une vingtaine de per-

sonnes, dont M. Tshisekedi, auraient été blessées au cours de l'arrestation, par les forces de l'ordre, de quelques centaines de personnes sympathisantes du mouvement. »

Dans un communiqué diffusé en France, l'UDPS demande au gouvernement zairois de présenter M. Tshisekedi à la presse internationale et d'accepter des observateurs étrangers à son procès.

Pour avoir tenu son meeting sans autorisation préalable, le secrétaire général de l'UDPS devait être traduit devant la Cour du sûreté de l'Etat. Une dépêche de l'agence officielle AZAP diffusée mardi donne à penser que les autorités ont changé de projet : « De source pétiendaire, on apprend que depuis son incarcération Tshisekedi Wa Mulumba est en proie à une violence et inquiétante agitation, passant le clair de lune à proférer à tue-tête les injures les plus grossières à l'adresse du président Mobutu. Dans un premier temps, d'aucuns ont cru à une mise en scène, toute vraisemblable dans ce genre de circonstance. Mais il semble que la situation serait plutôt à prendre au sérieux. Ainsi donc, on apprend que les autorités judiciaires ont décidé la suspension de l'instruction ouverte contre Tshisekedi en attendant les conclusions d'une équipe médicale du centre neuropsychopathologique de Kinshasa qui a été appelée à l'examiner. »

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Hommage aux soldats français morts en Indochine

MM. Chirac et Léotard exaltent le souvenir de l'action de la France outre-mer

FRÉJUS de notre envoyé spécial

Le calendrier a permis que le premier acte public de M. Jacques Chirac, après sa déclaration de candidature à l'Elysée, ait été de poser, le mardi 19 janvier, à Fréjus, la première pierre d'une nécropole destinée aux dépouilles des soldats français morts en Indochine, dont vingt-six mille ont déjà été rapatriés. Le hasard, si c'est lui, ferait un bon conseiller de campagne.

L'Indochine, d'abord. Soldats de métier, a rappelé M. Chirac, les membres du corps expéditionnaire « se battent dans l'indifférence de leurs concitoyens ». Plus de cinquante mille d'entre eux, entre 1945 et 1954, sont morts au combat, mais l'Indochine est restée, d'abord, un souvenir militaire. Le geste du premier ministre s'adresse à nos armées.

M. Chirac a mentionné que les négociations avec le gouvernement vietnamien pour le rapatriement des dépouilles mortelles avaient été entrecoupées en 1981, mais il a souligné qu'il était, dès mars 1986, « engagé à régler au plus tôt cette affaire, qui ne souffrait plus de retard : il y allait de la dignité de notre pays ».

Après le 1^{er} août suivant, les pourparlers avaient donné lieu à un échange de lettres entre M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et les autorités vietnamiennes, suivi par le rapatriement des premiers corps au mois d'octobre.

Fréjus, ancienne base de cantonnement des troupes coloniales, site, depuis juin 1985, d'un monument à la mémoire des morts d'Indochine, avait demandé à accueillir la nécropole où seront déposées ces dépouilles mortelles. Après le transfert des cimetières militaires, a indiqué M. Chirac, un

« difficile travail de localisation et d'identification des milliers de tombes qui parsèment le sol vietnamien » doit commencer, cette année, pour aboutir au rapatriement des autres sépultures. Le premier ministre a annoncé, enfin, aux anciens combattants, présents en grand nombre à la cérémonie, qu'il se proposait de prendre « des mesures mettant fin à un contentieux de plus de trente ans » quant aux réparations dues, notamment, à ceux qui ont été détenus dans les camps vietnamiens.

Un mémorial

Au-delà des militaires, M. Chirac s'est adressé aux électeurs de droite lorsqu'il a rendu hommage aux combattants français « s'identifiant au peuple vietnamien menacé de perdre son âme sous le joug implacable d'une idéologie totalitaire » (le communisme) et lorsqu'il a exalté « la grande œuvre de la France d'outre-mer ».

« Celle-ci, a-t-il dit, comme toute entreprise humaine, n'est pas exempte de zones d'ombre, mais c'est aussi, et peut-être surtout, une extraordinaire épopée, inspirée par la tradition d'humanité et de générosité propre à notre pays et qui la distingue de tant d'autres aventures militaires ou mercantiles ».

Cette vision de la colonisation était assuée par la présence, parmi les personnalités des ambassades du Sénégal, de la Guinée et du Bénin, ainsi que par celle du conseil général du Maroc, venus, avec le conseil général de Grande-Bretagne à Marseille, témoigner de la participation de troupes de leurs pays aux combats d'Indochine. M. Chirac a rappelé, aussi, la place prise par les soldats de l'empire français dans les deux guerres mondiales. Il a rappelé son attachement à la réalisation d'un mémorial de la France d'outre-mer, qui doit être « un lieu

vivant », et dont le comité national « réserve une large place aux représentants de ceux-là mêmes qui ont véritablement fait l'histoire de la France d'outre-mer ».

Dans un style faisant davantage de part à l'émotion, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, maître de Fréjus, avait évoqué le sacrifice des combattants français en Indochine. « Il aura fallu près de quarante ans, a-t-il dit, pour que nous nous rendions compte de l'ampleur du sacrifice des quatre cent mille soldats de la mer de Chine, le sens exact de leur engagement, la vraie dimension de leur combat. » M. Léotard a exprimé, lui aussi, la « fierté » que doit inspirer l'action de la France outre-mer, où elle a « laissé des villes et des campagnes, dans lesquelles les mots français gardent l'esprit d'une liberté qui reste à accomplir ».

Evocations « la France de l'insouciance et celle du devoir », M. Léotard a rappelé que, en 1954, « il y a, dans la même pensée, une France qui invente le droit et une France qui vit, dans sa chair, le dernier acte de la tragédie d'Indochine ». Il a rappelé l'annonce de la chute de « Béatrice », dernière position tenue par les Français à Dien-Bien-Pu, et cela jusqu'au terme de notre mandat. C'est la vocation du gouvernement, et vous pouvez être sûrs qu'il n'y faille pas.

Unité idéologique harmonie politique

L'« Indo » et le Var se rendaient la main pour célébrer l'unité idéologique de la famille qui réunit, entre autres, MM. Chirac et Léotard. Non venaient au programme du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, délégué général du PR, avait rejoint Fréjus

avec une quinzaine de dirigeants d'associations d'anciens combattants de son département d'Ile-et-Vilaine. Non loin du général Bigard, M. Madelin, qui, il y a bientôt vingt ans, défendait au quartier Latin le souvenir de la présence française en Indochine et les idéaux du gouvernement sud-vietnamien, soutenu par les Etats-Unis, contre le Front de libération, dirigé par les communistes, vivait une continuité.

Symbolique d'une unité rarement atteinte à droite, la cérémonie de Fréjus ne pouvait déboucher que sur une manifestation d'harmonie politique. Après un aparté avec M. Léotard, pendant le déjeuner officiel offert par le maire de Fréjus, M. Chirac a été accompagné par le secrétaire général du PR, à Grimaud, municipalité RPR, où il a prononcé un bref et en plusieurs début de campagne. En réponse au maire, M. Jean-Paul Bérthaud, et salué par les « Chirac président ! » de ses partisans, le premier ministre a profité de l'occasion pour répondre à ceux qui s'interrogent de son aptitude à gouverner en période de campagne. « La France, a-t-il dit, sera bien entendue gouvernée avec la fermeté nécessaire, dans le cadre des orientations arrêtées et votées en mars 1986 par la majorité de nos concitoyens, et cela jusqu'au terme de notre mandat. C'est la vocation du gouvernement, et vous pouvez être sûrs qu'il n'y faille pas ».

C'est, aussi, l'avis de M. Léotard, qui se déclare résolu à appuyer toutes les démarches gouvernementales du premier ministre. Quant aux autres, le secrétaire général du PR, appliquant l'accord établi lors du conseil de cabinet du 15 janvier, estime normal qu'un ministre UDF accueille le candidat du RPR en visite sur ses terres.

PARICK JARREAU.

La campagne dans les DOM-TOM

Les militants RPR des Antilles et de Guyane mettent une sourdine à leurs « querelles de clochers »

Les fédérations RPR des deux départements antillais et de la Guyane viennent de créer un comité de coordination pour la campagne de M. Jacques Chirac dans leur région. Cette instance sera animée par MM. Paulin Bruné, député RPR de Guyane, Daniel Beaumais, secrétaire fédéral de la Guadeloupe, et Yann Monplaisir, secrétaire fédéral adjoint en Martinique.

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

A chacun sa grand-messe. Les militants RPR des Antilles et de la Guyane ont organisé la leur le 16 et 17 janvier, en Guadeloupe, quelques heures à peine après l'annonce faite en métropole par M. Jacques Chirac de sa candidature officielle à la présidence de la République. Suivant l'esprit d'un week-end, les conseils du délégué RPR de Haute-Savoie, délégué sur place par M. Jacques Toubon, ils ont mis une sourdine aux « querelles de clochers » pour se livrer à une spectaculaire démonstration unitaire. L'on a pu voir ainsi le député RPR de la Guyane, M. Paulin Bruné offrir courtoisement à M. Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, chef de file des chiraquiens en Guadeloupe, un exemplaire de son dernier ouvrage sur l'habitat guyanais. Son geste a été d'autant plus remarqué qu'une vive tension oppose depuis quelque temps ces deux élus.

M. Michaux-Chevry a elle-même prêté par l'exemple en acceptant la présence à la tribune officielle dressée pour la circonstance de M. Henri Beaujan, maire du Moul, député apparenté RPR, alors que celui-ci est contesté par certains des partisans de la majorité nationale et critiqué par une partie de la population de sa commune où des incidents ont eu lieu, le 15 janvier, à la suite de la hausse des impôts locaux. Il est vrai que M. Michaux-Chevry pouvait difficilement faire autrement puisque cette fête du RPR était organisée sur le territoire du Moul.

Dans son discours, le secrétaire d'Etat a réservé ses traits polémiques pour les socialistes, qui contrôlent en Guadeloupe le conseil général et le conseil régional. M. Michaux-Chevry a regretté, toutefois, que le gouvernement de M. Chirac n'ait pas mené jusqu'à son terme le projet de M. Alain Devaquet sur la réforme des universités, parce que, a-t-elle dit, « on a pris des enfants de quinze ans, on les a lancés dans la rue dans un grand carnaval et il y a eu un mort », ainsi que la révision du code de la nationalité, parce que, selon elle, « les socialistes ont mobilisé Harlem Désir, qui n'est jamais allé en Martinique et qui ne parle même pas le créole » (1).

En conclusion, M. Michaux-Chevry a trouvé un slogan péluant pour M. Chirac : « Fin le bordel de la Martinique, maintenant la boisson c'est le planteur, c'est le punch ! ».

ANDRÉ LEGER.

(1) M. Michaux-Chevry s'est trompé au moins sur un point : Harlem Désir a séjourné en Martinique en 1986.

Le bidonville de Fréjus

FRÉJUS de notre correspondant

Etape prestigieuse sur la grande voie méditerranéenne, Fréjus, capitale du tourisme, vestige d'un grand passé, la plupart sont romains, mais il en existe un — plus récent — qui est ignoré de tous les guides touristiques : le bidonville de la Gabelle. Au cœur de la ville, en bordure de la voie ferrée, vivent là, depuis vingt ans, près de deux cents Maghrébins, qui travaillent pour la plupart d'entre eux, mais ne peuvent pas à trouver un toit « en ville ».

Des parpaings défaits et sans crépi, des toitures faites de vieilles tôles ou de bâches posées, de mauvaises fenêtres de bois et de carton... ils vivent à quatre ou cinq dans chacune de ces infimes cabanes, au sol de terre battue, sans électricité, ni chauffage, avec un seul point d'eau.

Voilà une quinzaine d'années que l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés) tente d'alerter l'opinion publique et les élus en vue de trouver des solutions. Sans grand succès.

En août 1976, la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA) aura une étude et des propositions qui seront publiées en mai 1977 pour être soumises aux élus. La construction d'un foyer-logement d'une capacité de 100 lits est proposée sur un terrain situé dans le quartier et dont l'acquisition vient d'être réalisée par les HLM. Las, au dernier moment, le municipalité de Fréjus à la tête de laquelle vient d'être élu François Léotard, refuse la permis de construire.

La voix de l'étranger

« Patience, concentration... Rien n'y fera », explique l'un des responsables de l'ASTI pour qui « l'ensemble » est « une injure politique » au respect des droits de l'homme et peut être qualifié de « non-assistance à personnes en danger ».

Un autre « échec de fiction », va inter la municipalité : il s'agit de ce qu'on appellera pudiquement le

« cité de transit » de Bellevue : une douzaine de baraquements de type « Algéco » dans lesquels s'entassent une quarantaine d'ouvriers tunisiens, à l'heure bout de la ville, tout près du Mémorial des Français morts d'Indochine inauguré par le premier ministre. Ils vivent là depuis 1970, à titre transitoire, et par un beau matin d'août 1987, police et services techniques de la municipalité viennent procéder au « démantèlement » d'une partie des « habitants », dont huit seulement seront réintégrés un peu plus loin sur un terrain tout juste pourvu d'électricité et d'eau (un seul robinet pour l'ensemble des résidents) que réclame le précédent.

Dès avril 1987, la municipalité, sans doute soucieuse de normalisation, avait envoyé sur les lieux une escouade de policiers chargés de « confisquer » (au mépris de toute légalité) les cartes de séjour de tous les résidents. Elles leur furent rendues quarante-huit heures plus tard avec une modification d'adresse : à la place de l'ancienne, les services de police revêlent cette « sylvie mention : « Meublé home ».

Devant cette situation, Mgr Joseph Madaïa, évêque de Toulon-Fréjus, va faire entendre sa voix et celle de ses fidèles : il se rend à deux reprises en six mois au bidonville de la Gabelle, menaçant même de donner à la traditionnelle brava de la ville un sens fraternel peu favorablement compris avec l'aspect officiel des festivités.

Dimanche 10 mai 1987, M. François Léotard, l'évêque et les habitants du bidonville qui ont avancé l'heure de la prière du Ramadan pour être au rendez-vous se retrouvent à la chapelle Sainte-Thérèse où M. le maire va leur annoncer qu'un terrain est trouvé pour la construction de logements décentes.

Le bidonville a vécu. Un ensemble de pavillons va prochainement être construit sur ce terrain (cadastre AV N° 67) situé là où se trouvent les « Algéco » et mis à la disposition par le conseil général. Un seul problème... les responsables de l'ASTI viennent de découvrir avec étonnement que ledit terrain est classé en zone « MA », non constructible.

JOSÉ LENZINI.

Comment se passer de Malik Oussekine

« Des Français comme Malik Oussekine, on peut facilement s'en passer », écrit le Front national versé dans son mensuel National-83 de janvier. Sous le titre « Français sans patrie », la revue, dont M. Yann Piat, député, est directeur de publication, écrit : « On se souvient de la mort du petit essouffé paillard nommé Malik Oussekine. Malgré son état de santé lamentable, il n'avait pas hésité à atterrir en pleine nuit les forces de police chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité (...). La monde politico-médiatique avait insisté sur la nationalité française du petit casseur. Or, s'il a été dispensé du service militaire, ses frères ont tous, sans exception, choisi de faire le leur en Algérie ».

table, il n'avait pas hésité à atterrir en pleine nuit les forces de police chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité (...). La monde politico-médiatique avait insisté sur la nationalité française du petit casseur. Or, s'il a été dispensé du service militaire, ses frères ont tous, sans exception, choisi de faire le leur en Algérie ».

Le Club 89

présente ses propositions à M. Chirac

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, sera reçu le 27 janvier en sa qualité de président du Club 89 par M. Jacques Chirac à qui il remettra les conclusions des travaux des clubs 89 de province. Une convention comme celle de club qui se présente comme un « laboratoire de pensée » de la majorité, surtout proche du RPR, se tiendra à l'Assemblée nationale le 17 février en présence de M. Jacques Chirac.

Les membres des comités-directeurs des clubs et les parlementaires de la majorité qui y sont tous conviés entendront notamment MM. Balladur, Séguin et Pasqua. Les débats porteront aussi sur quatre projets de réforme proposés au candidat Chirac et que M. Aurillac résume ainsi :

« Confiar aux assurances privées un rôle croissant dans la gestion de la Sécurité sociale dans la perspective européenne de 1992 ;

« lancer une vaste politique d'aide au retour des immigrés, maintenant que le gouvernement est parvenu à maîtriser les flux clandestins et à rétablir des relations de confiance avec les pays d'immigration ;

« présenter une série de mesures tendant à obtenir une réduction rapide des prélèvements obligatoires ;

« énumérer les moyens pour relancer la construction européenne et contrer les abandons injustifiés, acceptés par les socialistes, notamment en 1984, dans les domaines agricoles et financiers ».

Le Club 89 fondé après 1981 qui avait participé avant 1986 à l'élaboration de la « plate-forme » UDF-RPR entend ainsi contribuer au programme de M. Chirac.

Le débat interne au PS

Un appel des amis de M. Jospin

Une quinzaine de premiers secrétaires fédéraux et de membres du comité directeur du PS, tous proches de M. Lionel Jospin, premier secrétaire, viennent de signer un appel intitulé « la première force ». Les signataires de cet appel, qui réaffirment l'ancrage à gauche du PS, s'affirment, indique M. Jean-Marie Le Guen, premier fédéral à Paris et l'un des signataires, favorables au « débat » mais aussi à la « sérénité » dans le PS. Ils refusent que le débat entre socialistes s'effectue en termes de « droite » et de « gauche » au sein du parti.

Il ne s'agit pas non plus d'élaborer une « stratégie du soupçon », même si l'appel remarque, sans toutefois citer nommément MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Popereau :

« Au moment où le parti se mobilise pour gagner l'élection présidentielle, on nous menace à nouveau de l'hermétycisme psychodrame pour ou contre ». D'autres signataires devraient se joindre à l'appel, bien que celui-ci n'ait pas « vocation pétitionnaire ».

Les premiers fédéraux signataires sont notamment, outre celui de Paris, ceux des Landes, de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine, des Bouches-du-Rhône, de la Meurthe-et-Moselle, de l'Isère. Parmi les membres du comité directeur, on relève les noms de M. Bertrand Deland, ancien membre du secrétariat national chargé des fédérations, et de M. Jean-Christophe Cambadélis, ancien dirigeant étudiant d'extrême gauche.

Une plainte des Verts au Conseil d'Etat

« Continuons ensemble »... sans les deniers publics

Les Verts veulent faire cesser la campagne « Continuons ensemble » lancée il y a quelques jours par le service d'information et de diffusion du premier ministre (SID). Ils parlent de « propagande » et ont saisi le Conseil d'Etat « aux fins de sursis à exécution » de cette campagne de presse, d'affiches et de publicités télévisées.

MM. René Dumont, ancien candidat à la présidence de la République, Jean Carlier, journaliste, et quelques autres socialistes estiment à 1 franc le préjudice subi par chaque contribuable. Comme l'a reconnu le SID (Le Monde de 8 janvier), cette campagne, qui vante les réalisations du gouvernement, coûte autour de vingt millions de francs, supportés par les deux millions de Français qui paient l'impôt.

Difficile d'échapper, sur les murs de Paris, à la télévision ou dans les grands quotidiens, à cette campagne d'antopromotion : « Quel est le pays qui, en moins de deux ans, a réduit l'impôt sur le revenu de 10 % (...), qui, en moins de deux ans, a fait entrer 1 600 000 jeunes dans des entreprises (...), qui, en moins de deux ans, a permis à 4 500 000 personnes de devenir actionnaires ? », etc.

La réponse se donne l'apparence de la neutralité : « C'est la France (...). Continuons ensemble (...). La France se redresse ». Les affiches sont signées d'un sigle ignoré du grand public : SID, sauf dans les journaux, comme Le Monde, qui ont demandé que soit spécifié sur les placards publicitaires en question qu'il s'agit d'un « service d'information et de diffusion du premier ministre », dont les campagnes sont financées sur fonds publics.

Les Verts critiquent le caractère partisan de cette débâche de messages publicitaires. Ils estiment que « cette campagne qui, astucieusement, remplace le mot « gouvernement » par celui de « pays » (...)

laisse croire que ce « pays » (comprenez « ce gouvernement ») peut revendiquer la paternité exclusive des résultats éventuellement positifs (à la supposer démontrés, ce qui ne l'est pas) obtenus depuis deux ans (comprenez « depuis le 16 mars 1986 ») en matière économique et sociale, occultant ainsi toutes les réformes de structures antérieures au 16 mars 1986 mais ayant pu avoir des effets à moyen ou long terme depuis cette date ».

Les Verts insistent sur le caractère insidieux de cette campagne, sur le fait qu'elle dénature le jeu politique et sur la dissipation des deniers publics. Ils soulignent que « la prochaine campagne électorale présidentielle se trouve déjà (...) faussée par l'aide financière (...) apportée par le produit des impôts au candidat devant y présenter le parti du gouvernement » et estiment qu'« à l'heure où le pays compte officiellement 2 546 400 chômeurs (...) chaque centime du budget de l'Etat ne devrait être dépensé qu'avec parcimonie et efficacité ».

La gauche aussi

La protestation des Verts auprès du Conseil d'Etat n'a pas été sans débats internes. Certains écologistes ont fait remarquer à leurs camarades que ce n'est pas la première fois que le SID sort de son rôle d'informateur pour se faire propagandiste. A l'époque où la gauche lui faisait jouer ce rôle, les Verts ne s'en étaient pas émus particulièrement.

« Génération Mitterrand » pour 5 millions de francs

Au moment où il devient difficile de trouver quelqu'un, dans les milieux socialistes, qui prenne le pari d'une non-candidature de M. François Mitterrand, le PS lance une campagne d'affichage inspirée par une logique inédite : campagne présidentielle sans référence à un candidat, puisque, officiellement, il n'est pas connu. Mais le point de repère socialiste restant aujourd'hui le président sortant, cette campagne repose sur le label « Génération Mitterrand ».

Dans la première vague (qui sera suivie par deux autres), ce label s'affiche en surimpression sur le visage d'un bébé. Cette campagne, commandée et financée par le PS, a été conçue par la cellule communication du PS (qui comprend le premier secrétaire, M. Lionel Jospin, et MM. Henri Emmanuelli et André Laignel, respectivement secrétaire national à la communication et trésorier) le publicitaire Jacques

Seguela, qui avait déjà inventé, en 1981, le slogan de « la force tranquille ». Cette première vague coûte 5 millions de francs, pour environ 5 000 panneaux d'affichage de 4 mètres sur 3 mètres.

Il y a quelques jours, le PS avait lancé une autre campagne de moindre ampleur, afin de populariser ses propositions pour 1988. Elle reprend les slogans — autour de la devise républicaine — de la précédente campagne : « Liberté chérie, égalité chérie, fraternité chérie ». Chacune de ces préoccupations est illustrée par un thème précis : « Citoyenneté dans l'entreprise, pluralisme de l'information, justice fiscale, revenu minimum, intégration des immigrés, solidarité des générations ». L'illustration est classique (une main tenant une rose) que celles de la campagne précédente, dont les personnalités nous avaient été diversement appréciées.

BERTRAND LE GENDRE.

حکومت الراحل

Politique

PROPOS ET DÉBATS

M. Mestre

Vœux de départ

« C'est à M. Mitterrand que nous adresserons nos vœux de départ », a expliqué, le mardi 19 janvier, M. Philippe Mestre. « Notre campagne ne sera absolument pas orientée contre Jacques Chirac », a-t-il affirmé avant d'ajouter : « Nous allons attaquer sur le bilan de François Mitterrand : la campagne, ce ne sera pas pour nous une différenciation entre Barre et Chirac ; les électeurs comprendront d'eux-mêmes les différences de caractère et d'options entre les deux hommes. Nous ne tomberons pas dans le piège tendu par les socialistes qui veulent voir les deux candidats de la majorité s'entre-déchirer. »

M. Lajoinie

Invitation

A l'occasion d'une réunion électorale tenue à Dieppe, le lundi 18 janvier, M. André Lajoinie a invité une chaîne de télévision à organiser un face-à-face qui l'opposerait à M. Jacques Chirac pour traiter de son bilan et de ses projets. Le candidat du PCF à l'élection présidentielle a estimé que la convention nationale du PS « confirme pleinement » la « dérive » à droite des socialistes qui « se sont ralliés, a-t-il indiqué, comme un seul homme au programme centriste qui a été adopté ».

M. Chavanes

Mourir d'envie

M. Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, s'est montré persuadé que le président de la République sera candidat à sa propre succession : « Cela se voit à son visage, on sent qu'il en meurt d'envie et qu'il s'y prépare. » Après avoir visité

notamment un centre de formation pour apprentis dans l'Oise, mardi 19 janvier, M. Chavanes a affirmé que la campagne électorale « n'occupera qu'une très faible partie du temps [des ministres qui sont] chargés de mener à bien jusqu'à l'élection les affaires de la France ».

M. Stirbois

Battre la gauche

Tout en réaffirmant que « la priorité des priorités est de battre la gauche » à l'élection présidentielle, M. Jean-Pierre Stirbois a dénoncé, le mardi 19 janvier à Strasbourg, la convergence entre la majorité et la gauche sur les grands problèmes de société comme l'identité française, l'insécurité et le chômage « dont l'immigration est en grande partie responsable ». Le secrétaire général du FN, dont l'objectif est de transformer en électeurs « les 24-36 » de France qui approuvent la position de son parti sur ces thèmes, a affirmé que son mouvement attirerait bientôt les cent mille adhérents.

M. Waechter (Verts)

Cinq cents signatures

Invité de l'émission « Les quatre vérités sur A 2 », le mercredi 20 janvier au matin, M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a affirmé que « les cinq centième signature [d'élus] est arrivée à mon secrétariat en début de semaine ». M. Waechter souhaite obtenir six cents promesses de parrainages pour sa candidature, soit cent de plus que le nombre nécessaire. Il a souligné que sa campagne coûtera 5 millions de francs au mouvement écologiste. Enfin, le candidat des Verts a affirmé qu'étant à l'origine de vingt-quatre décès en dix ans « les organisateurs du Paris-Dakar devraient être inculpés de coups et blessures ayant entraîné la mort ».

Le Conseil constitutionnel, réuni le mardi 19 janvier, a examiné la conformité à la Constitution de la loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et de la loi sur les Bourses des valeurs. Ces deux textes lui avaient été déférés par des députés socialistes.

Le Conseil constitutionnel a décidé qu'aucune de ces deux lois n'est contraire à

Bourses de valeurs : les agents enquêteurs ne sont pas inquiétants

Les députés socialistes, auteurs du recours contre la loi sur les Bourses de valeurs, contestaient les articles 13 et 14 de ce texte relatifs aux pouvoirs d'enquête de la Commission des opérations de Bourse et en particulier au pouvoir des agents habilités à procéder à de telles enquêtes, jugés anormalement étendus.

Les agents, rappelle le Conseil constitutionnel, « ne disposent (...) d'aucune possibilité de contrainte matérielle et ne peuvent procéder à aucune perquisition ou saisie ». D'autre part, les objets de leurs missions « sont suffisamment précis et limitent clairement le champ ouvert à leurs enquêtes ».

L'article 14 de la loi sur les Bourses de valeurs, poursuit le Conseil constitutionnel, « permet uniquement aux agents habilités de recueillir toutes informations utiles à l'exercice de leur mission », après des tiers qu'il désigne : (...) en raison de son objet, cette disposition, même dépourvue de sanction pénale, ne saurait autoriser les agents habilités à procéder à une perquisition ou à une saisie ni à effectuer un acte quelconque de contrainte matérielle ».

Considérant que les articles 13 et 14 de la loi ne sont pas contraires à la Constitution et que le reste du texte n'appelle pas de critiques, le Conseil constitutionnel décide que la loi sur les Bourses de valeurs « n'est pas contraire à la Constitution ».

Deux validations du Conseil constitutionnel

la Constitution. On lira ci-dessous les principaux extraits des deux décisions.

D'ici à l'élection présidentielle, le Conseil constitutionnel aura à examiner, comme l'exige la Constitution, le projet de loi organique relative à l'élection du président de la République et au code électoral, qui concerne divers aspects financiers de la

Nouvelle-Calédonie : pas d'atteinte au principe de la libre administration

Les requérants socialistes avaient estimé que plusieurs dispositions de la loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie contreviennent au principe de la libre administration des collectivités territoriales.

Le Conseil constitutionnel rappelle « qu'il résulte, d'une part, de l'article 74 (NDLR : de la Constitution) que le législateur, compétent pour fixer l'organisation particulière de chacun des territoires d'outre-mer en tenant compte de ses intérêts propres dans l'ensemble des intérêts de la République, peut prévoir, pour l'un d'entre eux, des règles d'organisation répondant à sa situation spécifique, distinctes de celles antérieurement en vigueur comme de celles applicables dans les autres collectivités territoriales ; qu'il ressort, d'autre part, de l'article 72 que, pour s'administrer librement, le territoire doit, dans les conditions qu'il appartient à la loi de définir, disposer d'une assemblée délibérante élue dotée d'attributions effectives ».

« Sur le fondement de l'article 74 (...), poursuit le Conseil, il est loisible au législateur, compte tenu de la situation particulière de la Nouvelle-Calédonie, d'instituer,

vie politique, dont le Parlement doit débattre en session extraordinaire au début du mois de février.

Il incombera, d'autre part, au conseil constitutionnel, dans les semaines qui viennent, de mener à bien un certain nombre d'opérations préalables à l'élection du président de la République et de veiller à la régularité de cette élection.

outre le congrès du territoire, un conseil exécutif composé d'élus, non seulement chargé de préparer et de mettre en œuvre les délibérations du congrès, mais également doté de pouvoirs propres ; (...) sur le même fondement, le législateur a pu prévoir qu'en certaines matières, limitativement énumérées, les décisions de ce conseil ne pourront être prises qu'à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ; (...) aucun principe, non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle, ne fait obstacle à ce que la loi permette au haut commissaire de la République d'exercer un pouvoir de substitution, ou, cas échéant, à la suite d'une nouvelle délibération, l'absence de majorité qualifiée persisterait et lorsque cette situation serait de

nature à compromettre les intérêts généraux du territoire. »

D'autre part, « les articles 72 et 74 de la Constitution ne font pas obstacle à ce que la loi crée un emploi de secrétaire général et que son titulaire, dont la nomination comme le remplacement relèvent du conseil exécutif, reçoive compétence, d'une part, pour proposer à ce conseil la nomination aux emplois de direction de l'administration territoriale et, d'autre part, pour procéder au recrutement concernant les autres emplois ».

Ne décelant aucune inconstitutionnalité dans les articles contestés de la loi ni dans aucune autre de ses dispositions, le Conseil constitutionnel décide donc qu'elle « n'est pas contraire à la Constitution ».

Nouvelle controverse judiciaire à Nouméa

NOUMÉA

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nouméa, qui s'est réunie le mercredi 20 janvier, s'est donné jusqu'à lundi prochain pour statuer sur le cas particulier de deux jeunes militants du FLNKS inculpés après le meurtre de deux jeunes calédoches. Un cas qui embarrasse les autorités judiciaires après le dépôt, par l'un des avocats métropolitains du FLNKS, M. Alain Ortan, d'une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour forfaiture, attentat à la liberté et séquestration.

Au départ de cette affaire, le 11 décembre, M. Gustave Jehin, du barreau de Nouméa, dépose un mémoire auprès du greffe du parquet général pour demander la mise en liberté des deux indépendantistes, M. Georges Thomas, vingt-deux ans, M. Maurice Moindou, vingt et un ans, tous deux inculpés d'assassinat, et incarcérés.

Depuis plus de quatre mois, M. Michel Lano et M. Joëlle Rondeau, les deux juges d'instruction chargés des dossiers, n'ont pas entendu les prévenus. Ceux-ci pouvaient donc saisir directement la chambre d'accusation pour demander leur mise en liberté. La chambre a vingt jours pour statuer ; si elle ne l'a pas fait dans ce délai, la libération se fait d'office.

Pour M. Alain Ortan, la chambre d'accusation ne s'étant toujours pas prononcée à ce jour, ses clients sont donc détenus abusivement depuis le 31 décembre. Après avoir délivré par voie d'huissier une sommation

au directeur de la maison d'arrêt de Nouméa, l'avocat a donc déposé plainte. Au parquet général, on a trouvé une parade pour éviter d'être contraint de remettre MM. Thomas et Moindou en liberté : la requête, estime-t-on, n'aurait pas dû être déposée au parquet général mais directement au greffe de la chambre d'accusation. Or il a fallu un mois plein pour que le 11 janvier, le dossier soit enfin transmis dans les formes. Le délai de vingt jours n'étant pas écoulé, c'est, selon le parquet, tout à fait dans les temps que la chambre d'accusation examine la double demande de mise en liberté. Il est fort peu vraisemblable qu'elle soit accordée.

En effet, les deux jeunes Canaques sont impliqués dans des affaires extrêmement sensibles, qui ont, chacune en son temps, plongé le territoire dans un climat de fièvre. M. Maurice Moindou est l'auteur présumé du coup de feu ayant mortellement atteint, le 11 janvier 1985, un jeune calédoche, âgé de dix-sept ans, Yves Tual, dans une ferme près de Bouloupari (côte ouest), un assassinat qui avait aussitôt déclenché une émeute anticolonialiste à Nouméa. M. Georges Thomas est, lui, poursuivi pour l'assassinat d'un autre jeune Européen, James Fels, âgé de quatorze ans, lors des affrontements qui avaient opposé à Thio (côte est), le 15 novembre 1986, militants du FLNKS et du RPR à la sortie d'un meeting du député RPR, M. Jacques Lafleur. Leur remise en liberté pour des raisons de procédure ne manquerait pas de soulever une tempête de protestations dans le camp « loyaliste ».

F. B.

Au conseil régional de Franche-Comté

Le Front national permet l'adoption du budget de M. Edgar Faure

BESANCON

de notre correspondant

Le conseil régional de Franche-Comté a adopté le budget proposé par son président, M. Edgar Faure (UDF, rad.), par vingt-trois voix contre vingt. En reportant sa session budgétaire (initialement prévue les 22 et 23 décembre) aux 18 et 19 janvier l'assemblée franc-comtoise s'est égarée les spéculations suscitées par les débats d'île-de-France et de Champagne-Ardenne.

Avec ses trois élus, le Front national pouvait faire basculer la majorité, la droite et la gauche disposant chacune de vingt voix (1). Les représentants du Front national, s'ils ont refusé de s'associer à leurs collègues pour attribuer une subvention au bureau d'études des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC et une autre au Comité du bicentenaire de la Révolution, ont joint leurs voix à celles de la majorité pour voter le budget régional. Il est vrai qu'en limitant l'augmentation de la fiscalité directe à 3 % et en maintenant, sans changement, les taxes sur les cartes grises et le permis de conduire, M. Edgar Faure, qui au passage les a félicités pour la conscience, le courage et le civisme, dont ils avaient fait preuve lors de la discussion budgétaire de 1987, était aux amis de M. Le Pen toute raison de s'opposer au budget 1988. Et par la même

occasion à M. Jean-Pierre Chevènement et à ses amis socialistes tout scrupule quant aux conséquences que pourrait avoir leur vote négatif. « Si votre budget est mauvais, avait déclaré d'entrée de jeu M. Chevènement à l'adresse du président Edgar Faure, nous n'allons pas vous sauver d'un péril imaginaire. »

C. F.

(1) Le conseil régional de Franche-Comté compte deux élus communistes, seize socialistes et apparentés, un MRG, un divers gauche, dix-neuf élus de la majorité (dix UDF et neuf RPR) et un divers droite et trois élus du Front national.

(Publicité)
ERRATUM

A la suite de la publicité parue dans le Monde daté du mercredi 20 janvier de « Appel des juifs pour la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés et en Israël », les annonceurs nous prient de préciser :

Gérard Akoun, Sylvie Nerson-Rousselle n'ont pas signé le texte paru sous leur nom.

Des signatures ont été omises : Pierre Aron, Flavin Benisty, Maryse Bensaid, Gérard Bensaid, Maurice Billa, Gérard Chailand, Wanda Edou, Joëlle Rissac, Anna Vasquez-Brimman.

Les questions les plus présidentielles.

Léotard sur la Une!

QUESTIONS A DOMICILE
AVEC ANNE SINCLAIR, J.M. COLOMBANI, A. TARTA.
JEUDI 21 JANVIER 20 H 40

Il n'y en a qu'une, c'est la Une

هكذا من الأصل

JOUR J

Matra propulsé par l'Europe.

Ils ont confiance dans notre avenir :
groupement d'actionnaires stables.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE :
Daimler-Benz, 1er Groupe industriel européen
avec ses filiales AEG, Dornier...

GRANDE-BRETAGNE :
GEC, 1er Groupe électronique britannique
avec sa filiale Marconi...

SUEDE :
Wallenberg, 1er Groupe financier suédois avec
ses participations dans Ericsson, Saab, Asea,
Electrolux...

FRANCE :
M.M.B., holding qui par son actionariat est
garante de la continuité et de l'indépendance
de Matra.
BNP, Crédit Lyonnais, soutiens financiers
traditionnels de Matra.
A.N.E.P., grande institution populaire de
prévoyance.

Aujourd'hui, lancement de l'Offre Publique de Vente des actions Matra.

**Prix de l'action :
110 F.**

Téléphone : 47.38.42-43. Note d'information visitée par la COS disponible auprès des intermédiaires financiers.

MATRA 

مكتبة الامم المتحدة

M. Deleplace

TOUT FOUT LE TRAIN

UN LIVRE OPTIMISTE

ÉPOQUE

Après le krach

Quelques leçons d'optimisme

par Jean-Luc Delfino

présenté par Hubert Rolly

Le Monde

IMMOBILIÈRE

semaine dans le 20^e

sélection de programmes

principaux et d'

ou en location

agencements : 43-87-6

Société

Secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police

M. Deleplace dénonce le rôle des sociétés privées dans les écoutes téléphoniques

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), s'est vivement élevé, mardi 19 janvier, contre les agissements des sociétés privées de sécurité qui participent aux écoutes téléphoniques ordonnées par des juges d'instruction. Révélé par l'affaire du Conseil supérieur de la magistrature et l'utilisation de « plombiers », membres ou anciens membres de la Société de protection et d'investigations industrielles, le rôle de ces sociétés est, pour M. Deleplace, « particulièrement scandaleux ». Selon lui, « le fameux secret de l'instruction, dont tout magistrat est jaloux au point de parfois engager des poursuites contre ceux qui le violent (...), devait un secret de police ».

Le responsable de la FASP a souligné, à ce propos, « un peu banal paradoxe ». Les écoutes judiciaires, « les seules légales », sont en fait peu contrôlées, car menées avec

le concours de « sociétés qui se livrent à de douteuses opérations ». Les écoutes dites administratives — il s'agit de des écoutes autorisées par le premier ministre sur la demande des services de police et de renseignements — « illégales du point de vue des textes (...), sont-elles contrôlées par une procédure rigoureuse ».

Après avoir souligné que ni les gouvernements précédents ni celui de M. Chirac, malgré les promesses, n'avaient réglé la question des écoutes, M. Deleplace a demandé que soit définie « une règle du jeu que l'on saura faire respecter avec les moyens adéquats ».

Ce dernier a aussi estimé que la saisine de l'inspection générale de la police nationale, de même que la désignation d'un juge d'instruction — M. Bouloque — spécialisé dans les affaires de terrorisme pour instruire l'affaire des « plombiers » prétaient

« le flanc à trop de critiques. Nous voulons, a-t-il ajouté, que ce qui règle la marche de la justice dans cette affaire ne soit pas un souci d'opportunité politique, mais des règles de droit transparentes, sans arrière-pensées ».

L'implication de sociétés privées dans les écoutes téléphoniques n'a provoqué, pour le moment, aucune réaction officielle des pouvoirs publics. « On attend que la justice fasse connaître ses conclusions pour envisager les suites à donner à cette affaire », commente-t-on seulement au ministère de l'Intérieur. Une prudence compréhensible ; au cours de sa conférence de presse, M. Deleplace a affirmé que, récemment par M. Pandraud, ce dernier n'avait pu désormais lui garantir que, contrairement aux strictes consignes données, aucun journaliste ou homme politique n'avait été écouté par des sociétés privées.

G. M.

La comédie

(Suite de la première page.)

De quoi s'agit-il en effet ? La Société de protection et d'investigations industrielles (SPII), pour laquelle travaillait l'ancien général Montoya, a fréquemment loué ses services à la police judiciaire comme à la gendarmerie pour installer des écoutes téléphoniques ordonnées, sur commission rogatoire, par des juges d'instruction. Des documents saisis par les enquêteurs portent témoignage de ces demandes où une officine privée est ainsi requise pour « installer des appareils de centrale d'écoute téléphonique » par des services officiels.

En d'autres termes, des « écoutes judiciaires » sont livrées à la discrétion d'agences privées, car le cas de la SPII ne semble pas être une exception. En comparaison, les « écoutes administratives », qui n'ont pourtant pas l'apparence de légalité des « écoutes judiciaires », semblent paradoxalement offrir plus de garanties de confidentialité, étant en région parisienne, du ressort du Groupement interministériel

de contrôle (GIC) sous la responsabilité du premier ministre. La formule de M. Bernard Deleplace résume bien une situation dont M. Robert Pandraud assure qu'elle est pour lui une découverte : « Les écoutes judiciaires légales offrent moins de garanties que les écoutes officielles illégales ».

Si même M. Pandraud n'en revient pas, tout comme d'ailleurs l'entourage du chef de l'Etat, « excepté, peut-être, M. Proust... » l'occasion serait belle pour qu'enfin droite et gauche réunies moralisent une pratique qui entache l'image de la démocratie française. La France tient en effet en la matière la lanterne rouge des démocraties occidentales. Brutalement résumée, la situation est la suivante : qu'elles soient « judiciaires », « administratives » ou « sauvages », les écoutes téléphoniques prolifèrent sans fondement légal, sans moyen de recours pour les écoutés, sans contrôle impartial. Le cabinet noir d'Ancien Régime survit : l'Etat reste seul juge de la légitimité de ce viol

de la vie privée que constitue l'écoute téléphonique.

Les promesses de transparence n'ont pourtant pas manqué, et leur rappel à quelque chose de cruel pour la classe politique, toutes tendances confondues. Lors de la campagne présidentielle de 1974, M. Jacques Chabaud-Delmas proposa un contrôle des écoutes téléphoniques. Ministre de l'Intérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel Poniatowski assure, en juin 1974 : « La règle, c'est la suppression des écoutes, avec des dérogations précises ». Un mois plus tard, le nouveau président avait été plus catégorique, promettant, lors de son premier conseil des ministres, « la suppression des écoutes téléphoniques, si elles existent, et la destruction des archives qu'elles entraînent ».

En janvier 1980, l'ancien premier de ces mêmes ministres de 1974 n'est pas convaincu du résultat. Dans un entretien au Monde, M. Jacques Chirac glisse qu'il « entend dire » que les écoutes se développent et cite ce que lui aurait dit Georges Pompidou : « Sachez bien qu'on ne dirige pas un Etat en écoutant ses portes ». Pourtant, en 1973, sous la présidence de Georges Pompidou, un baron gaulliste avait « inadmissible que [les écoutes] soient utilisées, comme cela se fait en France, pour espionner systématiquement ceux qui sont, d'une façon ou d'une autre, mêlés à la vie politique, amis ou ennemis du pouvoir ». L'auteur du propos, M. Albin Chalandon, est aujourd'hui garde des sceaux.

« En finir pour toujours »

1981. Dans un meeting électoral, M. Giscard d'Estaing déclare sans ambages : « J'ai supprimé les écoutes téléphoniques non liées à la défense nationale ». Premier ministre de l'Intérieur de M. Mitterrand, Gaston Defferre n'est, comme M. Chirac, guère convaincu : le Monde publie en juin 1981, sous sa signature, un article en forme de proclamation où il s'agit de « En finir pour toujours avec les écoutes ». Cinq ans plus tard, en avril 1986, M. Jacques Chirac, dans sa déclaration de politique générale de pre-

mier ministre devant l'Assemblée nationale, annonce son intention de « limiter les écoutes téléphoniques ». On n'en aurait donc pas « fini » avec elles. Dans la foulée, M. Pandraud puis M. Charles Fauroux assurent que le gouvernement prépare un projet de loi réglementant « très sévèrement » les écoutes. Il est toujours attendu.

Entre-temps, les gouvernements socialistes avaient eux aussi discrètement entériné un rapport portant commandé par M. Pierre Mauroy en juillet 1981. Une commission d'étude sur les écoutes téléphoniques avait été créée pour traduire en actes l'engagement de Gaston Defferre. Présidée par M. Robert Schmeick, alors premier président de la Cour de cassation, elle rassemblait des sénateurs, des députés — notamment M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, — des hauts fonctionnaires, des magistrats, un avocat — M. Mario Staal, devenu par la suite bâtonnier du barreau de Paris. Remis le 25 juin 1982, son rapport de soixante-trois pages est resté lettre morte. Un suraust serait bienvenu, en cette fin de septennat, tant ce texte n'a pas pris une ride.

Après avoir décrit l'ampleur des écoutes, la commission se prononçait sévèrement sur leur légalité : « La pratique actuelle des écoutes administratives apparaît contraire aussi bien à plusieurs textes de droit interne qu'aux engagements internationaux de la France » ; « les écoutes judiciaires ont un fondement légal, mais, paradoxalement, elles ne font l'objet d'aucune réglementation d'ensemble » ; « les écoutes non officielles, bien que pratiquées par notre droit, peuvent, en raison notamment des limites ou imperfections de la loi pénale, commettre dans les faits un certain développement ».

La commission proposait un texte de loi réglementant rigoureusement les écoutes, aussi bien administratives que judiciaires, et recommandait la création d'une « Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité », contrôlant l'application de la loi et donnant suite aux recours des usagers. Il n'est jamais trop tard.

EDWY PLENEL.

MÉDECINE

Au conseil des ministres

M^{me} Barzach va intensifier la lutte contre le SIDA

À la suite du conseil des ministres du 20 janvier, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, a présenté un bilan de son action anti-SIDA. Elle a annoncé la création de 11 nouveaux centres pilotes de soins et diverses autres mesures pour intensifier la lutte contre cette maladie. Une lutte à laquelle la France consacra en 1988 une somme de 930 millions de francs, justifiée par de sombres prévisions : en 1989, 10 000 à 15 000 malades du SIDA auront été recensés.

Au 31 décembre 1987, 3 073 cas de SIDA avérés avaient été recensés en France. 45 % de ces « sidés », selon l'expression de M^{me} Barzach, sont déjà décédés. Etant donné ce que l'on sait des délais d'incubation de la maladie, le nombre de malades atteints va continuer de croître au cours des quatre prochaines années. On en comptera 10 000 à 15 000 en 1989, selon le ministre.

Quant aux personnes séropositives, infectées par le virus mais ne présentant pas les symptômes de la maladie, M^{me} Barzach a confirmé que leur nombre serait actuellement compris entre 150 000 et 250 000.

En 1988, l'effort financier fait par la France en matière de lutte contre le SIDA sera de 930 millions de francs : 760 millions au titre de l'assurance-maladie et 170 millions par l'Etat à des fins de recherche, de prévention et de coopération internationale. « Nous devons poursuivre cet effort dans les prochaines années », a déclaré M^{me} Barzach.

Le ministre de la santé a rappelé les grandes lignes de l'action qu'elle avait entreprise en 1987 :

- la reconnaissance de la compétence de l'Etat dans la lutte contre le SIDA, telle qu'elle est définie par la loi du 30 juillet 1987 ;
- l'institution de la déclaration obligatoire et anonyme en cas de SIDA avéré ;
- la généralisation du dépistage ;
- l'instauration d'un dépistage systématique pour tous les donneurs d'organes et de sperme ;
- la mise en œuvre des campagnes d'information par l'intermédiaire, en particulier, de messages radiodiffusés ;
- la mise en place de onze centres de référence d'information et de soins ;
- l'autorisation de mise sur le marché accordée à un médicament anti-viral, l'AZT ;
- la signature d'un accord de coopération franco-américain mettant un terme à la querelle opposant l'Institut Pasteur aux autorités sanitaires américaines ;
- l'autorisation accordée aux fabricants de préservatifs de faire de la publicité et la mise en place

d'un système de contrôle de la qualité des préservatifs ;

— la mise en vente libre des seringues.

Selon M^{me} Barzach, ces mesures ont eu des effets « très positifs ». Elle en veut pour preuve le triplement du nombre de tests Elisa vendus en 1987 (2 300 000, contre 800 000 en 1986) ; l'augmentation de 38 % en un an du nombre des préservatifs vendus en pharmacie ; la croissance continue de l'activité des centres de dépistage. A ce propos, le décret instituant la création dans chaque département d'un centre de dépistage anonyme et gratuit a été publié mercredi 20 janvier au Journal officiel.

Toujours au cours du conseil des ministres, M^{me} Barzach a annoncé une série de nouvelles mesures : une lettre sera envoyée dans les prochaines semaines à chaque médecin français attirant son attention sur « le rôle essentiel qu'il doit jouer dans le dispositif de dépistage ».

D'autre part, onze nouveaux centres de référence, d'information et de soins vont être créés : l'un dans la région parisienne (regroupant les hôpitaux Antoine-Bécélère, Bicêtre et Henri-Mondor), huit en province (Nancy, Grenoble, Nice, Montpellier, Toulouse, Nantes, Rennes, Rouen), un en Guyane et un aux Antilles. Ce qui fera, au total, 22 centres pilotes.

M^{me} Barzach a en outre indiqué qu'un test de dépistage allait être dorénavant « proposé systématiquement » dans le cadre de l'examen pré-natal.

Toutes ces mesures, a-t-elle dit, ont été prises avec le souci de préserver les intérêts de la santé publique et le respect de la dignité des malades et de la personne humaine. Il faut, selon elle, « informer sans effrayer inutilement ». Le SIDA est un problème grave qui nécessite « une prise de conscience collective », allant dans le sens d'un respect absolu des « règles démocratiques ». C'est pourquoi M^{me} Barzach se félicite qu'en un an les demandes de dépistage volontaire ou librement consenti aient triplé. Elle voit là une raison supplémentaire de s'opposer à tout dépistage systématique et obligatoire de la maladie.

FRANCK NOUCHI.

● SIDA : pas d'assurance-vie sans test aux Pays-Bas. — Les assurances néerlandaises, inquiètes des effets que le SIDA pourrait avoir sur leurs finances, ont décidé, désormais, d'exiger un certificat de séro-négativité pour les personnes qui souhaitent souscrire une police d'assurance-vie. L'association néerlandaise des assurances-vie a annoncé, le mardi 19 janvier, que ce test serait exigé pour tous ceux qui sont prêts à payer une prime de plus de 200 000 florins. En 1987, on recensait quatre cent vingt cas de SIDA aux Pays-Bas. — (Reuters.)

REPÈRES

Environnement

Les chasseurs traditionnels ne veulent pas désarmer

« Les chasseurs ne se contentent pas de piller bagages devant quelque justice que ce soit. C'est par cette déclaration martiale que M. Georges Martinez, président de l'Union de défense des chasseurs traditionnels, a déclaré la guerre à la Communauté européenne, qui a interdit la chasse aux lièvres et aux furets et à la Cour européenne de justice devant laquelle la France vient de comparaître pour être le seul pays d'Europe à violer ouvertement la directive ».

M. Martinez, qui tenait sa conférence de presse dans les locaux du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, à Paris, fait figure d'extrémiste parmi les chasseurs. La puissante Union des fédérations départementales de chasseurs ne demande pas la suppression de la directive interdisant les chasses traditionnelles mais son « aménagement ».

Marée noire

Le coupable est roumain

Les autorités néerlandaises, qui cherchaient depuis plus d'une semaine le navire qui a provoqué une marée noire sur leur littoral, l'ont enfin découvert. Il s'agit d'un pétrolier roumain venant de Belgique et faisant route vers le Norvège dont les réservoirs percés ont laissé échapper 350 tonnes de mazout en passant devant les côtes des Pays-Bas. Cette nappe a tué plus de 3 000 oiseaux de mer et 20 000 autres pourraient mourir dans les semaines à venir. Mais, comme le bateau pollueur naviguait dans les eaux internationales et qu'il était commandé par un officier roumain, seules les autorités roumaines pourraient le sanctionner.

Sciences

Le prix Wolf attribué aux physiciens Roger Penrose et Stephen Hawking

Deux physiciens britanniques, MM. Roger Penrose et Stephen Hawking, respectivement professeurs aux universités d'Oxford et de Cam-

bridge, se partageront les 100 000 dollars du prix Wolf de physique pour 1988. Ce prix est décerné par une fondation israélienne créée en 1978 par le chimiste israélien d'origine allemande Ricardo Wolf.

Les deux lauréats ont fait faire de grands progrès à la théorie des trous noirs, montrant que ce qui n'était à l'origine qu'une extrapolation aventureuse de la relativité d'Einstein pouvait être transformé en un modèle cohérent et crédible, bien qu'étrange. Ensemble ou séparément, ils ont aux alentours de 1970 affirmé la description des trous noirs et montré l'importance des phénomènes quantiques dans ces obscures accumulations de matière.

● Sept Etats américains présélectionnés pour l'implantation du futur accélérateur de particules géant. — Sept Etats américains ont été présélectionnés pour accueillir le futur accélérateur de particules géant (le Superconducting Super Collider ou SSC) qui devrait entrer en service au cours de la prochaine décennie, a annoncé, le mardi 19 janvier, le secrétaire américain à l'énergie, M. John H. H. H.

Ces Etats — Arizona, Caroline du Nord, Illinois, Michigan, Tennessee et Texas — figuraient tous sur une liste établie par l'Académie nationale des

sciences en fonction de considérations techniques.

Près de la moitié des Etats américains avaient déposé un dossier de candidature pour abriter sur leur sol cet accélérateur d'une circonférence de 83 kilomètres (contre 27 kilomètres pour le LEP européen, le plus grand existant actuellement), et qui devrait coûter 4,5 milliards de dollars. La décision définitive doit être prise en juillet prochain.

● CANADA : la Chambre des communes favorable à l'interdiction des constructions de centrales nucléaires. — Le comité parlementaire canadien de la Chambre des communes sur l'environnement vient de demander que soit mis en place un moratoire sur les centrales nucléaires « tant qu'une solution convenable » n'aura pas été trouvée « pour l'élimination des déchets hautement radioactifs ». Sous le titre « La centrale heure a sonné », les membres de ce comité considèrent dans leur rapport que l'enfouissement des déchets radioactifs dans des formations géologiques profondes ne doit pas « pour des raisons de convenances économiques, faire obstacle à l'objectif prioritaire qu'est la protection de la santé et la sécurité des Canadiens ». Un moratoire empêcherait donc selon eux la multiplication des déchets (12 400 tonnes à la fin de 1987).

LIANA & LEVI

PESSIN

TOUT FOUT LE TRAC!

UN LIVRE OPTIMISTE

EDITION LIANA LEVI

146 pages de dessins, 57 F.

ÉPOQUE

Revue trimestrielle d'analyse critique des phénomènes sociaux contemporains n° 4, janvier 1988

Après le krach, lectures de la crise

Quelques leçons d'une crise, par Jean-Luc Dallemagne ; La société française de la crise au Krach, par Robert Rollinat.

Abonnements : 1 an (5 numéros) : 150 F — 100 F (étudiant)

Chèque à l'ordre d'ÉPOQUE, tour Capri, 29^e étage, 23, villa d'Este — 75013 Paris

Le Monde

IMMOBILIER

Chaque semaine dans le Monde radio télévision une sélection de programmes immobiliers en résidence principale et de loisir en vente ou en location.

Renseignements : 45-55-91-82 poste 41 38

حكايا من الماضي

Communication

Le vide juridique des radios locales

Un jugement du tribunal de La Rochelle relance les polémiques

La loi de Léotard de 1986 donnait un an à la CNCL — à compter de son installation — pour renouveler les autorisations de radios locales privées sur l'ensemble de la France. Mais le calendrier n'a pas été respecté. A la date du 12 novembre 1987, seules les radios parisiennes avaient fait l'objet d'un examen de la CNCL, et plus de mille radios se trouvaient démunies de toute existence juridique légale. Une situation explosive qui semble confondre dans la même illégalité les radios précédemment autorisées et les stations « pirates ». A moins, comme semble en témoigner une ordonnance de référé rendue le 12 janvier par le tribunal de grande instance de La Rochelle, que les juges n'interprètent différemment la loi.

Rendue le 12 janvier dernier par le juge Cheveau, l'ordonnance du tribunal de grande instance ne manquera pas d'être analysée par les avocats des radios FM. Il s'agit d'un conflit aujourd'hui banal sur la FM : trois radios autorisées (ou l'ayant été) poursuivaient, pour concurrence déloyale, une radio démunie de tout titre et diffusée, par télédiffusion de France, sur une fréquence « pirate ». Le juge n'a pas craint d'interpréter la loi, et d'établir une distinction entre radios légales et radios pirates.

L'usage des fréquences n'est en aucune façon limité à la diffusion de qui que ce soit [...], affirme le juge dans ses attendus. Personne ne peut s'installer pour émettre à son gré sans attribution d'une fréquence, quand bien même TDF accepterait dans des conditions contestables de régularité d'en assurer techniquement la possibilité, à l'insu de la CNCL et sans avoir vérifié que son accord en est acquis...

Voilà qui est clair et dénie à toute radio occupant une fréquence sans aucune autorisation, sans le moindre préalable d'une précédente admission et d'un dossier qui aurait été déjà précédemment instruit et accepté. Une position logique et conforme en tout cas à l'esprit de la loi. Mais la position du juge concernant les radios pirate surprend bien davantage. Actuellement, dans l'attente du renouvellement de leur autorisation, « non encore décidée par la CNCL, dont le programme d'habilitation n'a pas encore abordé la région Poitou-Charentes », ces radios, estime le juge, bénéficient d'une reconduction tacite provisoire non équivoque que nul n'a jamais mise en cause, et notamment pas la CNCL. « Mieux confirmerai-je plus loin, leur situation est manifestement conforme en l'état aux exigences transitoires de la loi ». Et d'ordonner sous astreinte à la radio pirate de cesser ses émissions.

La CNCL contre TDF

Encore celle-ci a-t-elle décidé de faire appel. Appartenait-il au juge des référés le droit de se prononcer sur la légalité d'une radio ? Et puis n'avait-elle pas adressé une demande d'autorisation à la CNCL ? Sans doute la commission n'avait-elle pas fait encore d'appel à candidatures pour cette région. Mais, précisément, ce retard de la CNCL n'a-t-il pas sauté un préjudice aux radios soucieuses de s'établir, aux réseaux désireux de se développer, aux stations dépendantes de contrats ou de subventions ? La carence de l'autorité administrative n'engage-t-elle pas la responsabilité de cette dernière ?

Autant de questions importantes pour les membres de la CNCL et les spécialistes du droit de l'audiovisuel, trop jeune pour avoir déjà une juris-

prudence. La situation, telle que la fixe l'ordonnance du juge Cheveau, ne laisse plus place, en tout cas dans les deux ou trois ans, à de nouvelles radios (puisque tel est le délai évoqué par la CNCL pour distribuer les autorisations). Les candidats impatients n'auront d'autre choix que de racheter une radio et de s'y substituer.

Enfin l'ordonnance de La Rochelle met également TDF sur la sellette. TDF, qui avait accepté de diffuser la station condamnée sur une fréquence dite « d'attente », TDF qui, devenue société civile, a vite troqué sa casquette de justicier des ondes pour celle de commerçant, voire de flibustier. La société n'hésite pas à passer des contrats avec des radios démunies d'autorisation. « Pratiques illicites », tranche le tribunal de La Rochelle. Pratiques pour le moins gênantes, reconnaît-on également à la CNCL. M. Gabriel de Broglie, le président, n'a-t-il pas pris la plume lui-même, le 21 décembre dernier, pour écrire au PDG de TDF, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, lui demandant de mettre un terme à ces pratiques ? « Afin d'assurer le respect de la loi, exigeait-il, la commission entend qu'à l'avenir TDF n'accepte plus comme client que des radios bénéficiant d'une autorisation de la CNCL ou de la Haute Autorité et les diffuse dans le respect strict des conditions techniques de leur autorisation ».

La sommation n'est guère appréciée à TDF, où l'on a tendance à

considérer la CNCL comme la principale responsable de l'imbroglio juridique actuel. Le président de la société remarque qu'en dehors de la région parisienne presque toutes les stations locales sont en infraction, « soit parce qu'elles n'ont pas de titre, soit parce qu'elles ne respectent pas les limites de puissance qui leur avaient été fixées, soit parce qu'elles sont nées sans avoir jamais fait l'objet d'aucune autorisation quelconque, ou encore qu'elles se sont substituées à d'autres par acquisition sans que la CNCL ait pu ni examiner, ni approuver, ni désapprouver ce changement d'exploitant et de nature de programmes ».

« S'il fallait, remarque M. Gouyou-Beauchamps, que TDF assure la diffusion des radios locales privées, uniquement là où la CNCL s'est prononcée (et il s'agit uniquement de la région parisienne), cela supposerait que TDF se retire plusieurs mois du marché en attendant que la CNCL se prononce ». Sans doute, affirme-t-il, le fait de vouloir prendre le temps de la réflexion est-il compréhensible. Mais, dans cette attente, l'ensemble des radios locales privées ne peut pas s'arrêter et disparaître. Ce serait un peu comme si, en attendant une réforme du code de la route, plus aucun automobiliste ne pouvait emprunter les routes nationales et les autoroutes ».

ANNICK COJEAN.

« La télévision sans frontières » devant le Parlement européen

Les réglementations nationales remises en cause

Le Parlement européen a examiné, mardi 19 janvier, en séance plénière, un projet de directive sur la radio-télévision. Le texte soumis au vote « se propose de coordonner certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives » des Etats membres. L'objectif ? Faire participer l'industrie de l'image au grand marché unique de 1992. Le moyen ? Veiller à ce que « les émissions audiovisuelles d'un Etat membre puissent être captées et transmises dans tous les Etats membres ».

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Que d'écueils ! Que d'obstacles ! Pour qu'un tel texte ait une chance d'être adopté, il fallait naviguer entre des exigences contradictoires, donner des gages aux partisans du laissez-faire tout en tenant compte de l'extrême diversité des législations nationales. Bref, comme le dit M. Roberto Barzanti, rapporteur (communiste) de la « commission juridique et des droits des citoyens », préalablement chargée par le Parlement de Strasbourg d'un « examen de fond », il fallait « introduire un minimum de réglementation pour engager un processus de libéralisation ».

Pourtant, le compromis subtil élaboré par M. Barzanti entre les positions libérales de la Commission de Bruxelles et les réticences, voire l'opposition, de certains Etats membres, fait encore peur. Et constitue même un danger aux yeux de nombreux professionnels. Pourquoi ? D'abord parce qu'une directive — définitivement adoptée — s'impose à tous les Etats membres. Ensuite, parce que le texte en son état actuel, contraint les Etats membres à laisser diffuser sur leur territoire toute chaîne de télévision de la Communauté européenne pourvu qu'elle respecte les règles de la directive. Aucun pays ne pourra s'abriter derrière sa législation nationale pour se soustraire à cette obligation.

La France, par exemple, pourrait ainsi être contrainte de diffuser sur ses réseaux câblés, des chaînes francophones n'apportant aucune des obligations existantes : la chronologie des médias pour la diffusion des films ; les interdictions sectorielles de publicité à la télévision (alcool, distribution) ; les conditions de rémunération des auteurs, etc. Il est donc facile de comprendre l'extrême sensibilité des professionnels et l'intense travail de « lobbying » dont

les institutions européennes sont l'objet.

Si le projet prévoit des dispositions pour la protection de l'infamie et de la réputation ainsi que la création d'un droit européen, trois points font particulièrement l'objet de discussions, la protection de la production, les quotas de publicité, le problème des droits d'auteur.

Le texte prévoit, en effet, que 60 % des œuvres diffusées sur les antennes européennes soient d'origine communautaire (30 % pour les programmes distribués par abonnement et dans quelques cas particuliers). Mais il a longtemps défini l'« œuvre » de façon telle que les producteurs américains implantés en Europe, auraient pu aisément faire entrer leurs produits dans les quotas au risque de compromettre toute relance de la production européenne. Les organisations syndicales et les sociétés d'auteur ont bataillé ferme pour que la notion de « travailleurs européens » soit prise en compte dans la définition (1).

Côté publicité, le texte prévoit un double plafonnement : 15 % de la durée des émissions en moyenne et 18 % maximum dans une heure donnée. C'est beaucoup plus qu'aux Pays-Bas par exemple, mais beaucoup moins qu'en France. De belles batailles d'harmonisation sont donc à prévoir, même si le texte permet

EN BREF

● M. Maxwell, partenaire du futur quotidien québécois *Montreal News*. — Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell devrait détenir « un important intérêt minoritaire » dans le capital du futur quotidien anglophone *Montreal News*. Le lancement de celui-ci doit avoir lieu en mars. Il nécessite un investissement sur cinq ans de 100 millions de francs, selon M. Pierre Péladieu, président du groupe qui le publiera. Québecor, déjà détenteur du principal titre québécois, le *Journal de Montréal* (330 000 exemplaires). MM. Maxwell et Péladieu sont déjà associés au sein de la papeterie québécoise Donohue, rachetée l'an dernier.

● PRÉCISION. — M. Jack Raito nous prie de préciser que la pétition nationale pour la suppression des coupures publicitaires dans les films, téléfilms et documentaires (le *Monde* daté 18-17 janvier) n'a pas été lancée par le Parti communiste. Elle émane en effet des Etats généraux de la culture, réunis au Zénith le 18 novembre 1987. Ce rassemblement de cinq mille artistes de toutes les disciplines avait repris une initiative de M. Jean-Paul Lurat, un habitant de Chantelle (Allier). Cette petite commune de neuf cents habitants

Le tribunal accorde quelques jours de délai

« Le Matin de Paris » en redressement judiciaire

Le tribunal de commerce de Paris, lors de sa séance du mardi 19 janvier, a accordé quelques jours de délai au *Matin de Paris* avant de prononcer, éventuellement, sa liquidation et la vente du titre. *Le Matin*, en effet, été placé en redressement judiciaire jusqu'au vendredi 22 janvier. Les candidats à sa reprise comme les propriétaires actuels (le groupe des « dix ») devront présenter à cette date leurs propositions au tribunal. Une ultime décision concernant le *Matin* sera ensuite prise par le tribunal le mardi 26 janvier. Les juges ont désigné au poste d'administrateur judiciaire du quotidien, M. Yannick Pavot. Il établira un rapport détaillé, notamment financier, sur la situation du titre officiellement en dépôt de bilan depuis le 18 janvier.

M. Jean-François Kahn, directeur de l'« Evénement du Jeudi » (qui détient 8 % du capital du *Matin*) estime, dans un article consacré aux problèmes du quotidien, à paraître jeudi 21 janvier dans l'« Evénement », qu'il y a place parmi les journaux pour « un quotidien dont l'information vive, variée, complète, claire, hiérarchisée, redeviendrait la fin l'essentiel ». Tout en indiquant qu'il « ne saurait être question que l'« Evénement » crée, possède ou contrôle un quotidien », M. Kahn précise cependant, que « nos actionnaires le souhaitent et si notre équipe juge la démarche utile, il pourrait réunir « une vingtaine d'investisseurs ou plus, rendant possible un tel projet ».

ANNICK COJEAN.

Le Carnet du Monde

Décès

— M. Alexandre Porochovnik, En la famille Birschansky, ont la tristesse de faire part de la disparition de leur grand-père.

Alexandra BIRSCHANSKY, décédée dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie a eu lieu dans la stricte intimité.

— Pierre-Frédéric Garret, a la tristesse d'annoncer le décès de son père

Jean-Willard GARRETT, compositeur, metteur en scène, réalisateur à l'ORTF.

survécu à Paris, le 14 janvier 1988, dans sa soixante-dixième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

P.-F. Garret, 3, rue Maître-Albert, 75005 Paris.

— Nous apprenons la mort de

Jean GASTAMBEIDE.

Né en 1906, le pasteur Jean Gastambide a joué un rôle important dans les mouvements de jeunesse d'inspiration protestante : il fut secrétaire de la branche lyonnaise de la Fédération des associations chrétiennes d'étudiants, commissaire national du Mouvement des étudiants chrétiens de 1936 à 1943 ; il prit en particulier des initiatives importantes dans les années 1940, dans le domaine de la théologie, il œuvra dans l'Eglise réformée de France à un ministère pastoral à Vézère, Meuse, Moselle, Viroflay, Albi, Clermont, il fut de nombreux articles dans la presse des mouvements de jeunesse, quelques ouvrages de vulgarisation théologique et à l'intention des adolescents, une documentation touchant les problèmes de la science actuelle et ses rapports avec la connaissance théologique (Vivre une nouvelle église). Il est mort dans la maison de retraite des pasteurs et serviteurs de l'Eglise, le Calvaire à Meudon, où fut une de ses résidences.

(Le Monde du mercredi 20 janvier.)

— M. Jeanne Göttinghain, M. Catherine Göttinghain-Mitry, Les familles Göttinghain, Halber et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean René GÖTTINGHAIN, dit Jean Mitry,

chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres,

survécu le 18 janvier 1988, à La Garenne-Colombes, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 janvier 1988, à 9 heures, en l'église Saint-Joséph, place d'Eden, à Paris, où l'on se réunira.

107, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret.

(Lire page 32.)

— M. Jeanne Brunst, née Mitry, M. et Catherine Brunst, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques HERTZ, artiste peintre, médailles et membre du jury, Salon des artistes français, premier prix de la Casa Velasquez, professeur à l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, engagé volontaire de la Résistance, croix du combattant, chevalier de la Légion d'honneur,

leur père et grand-père.

Inhumation le vendredi 22 janvier 1988, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

— Monique et Claude Jockier, Jean-Pierre Jockier, Et Vincent Jockier, ont la douleur de faire part du décès de

M. ARX JOCKIER, né Vastrie,

survécu le 18 janvier 1988.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 20 janvier.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

38, rue des TEMPLAIRES, 21121 Fontaine-Francaise.

— Montpellier, Colonneville.

Henry Leca, Madame, et leur fils, M. Nicolas et ses fils, Les familles amies Dubocq et Guidicelli, font part du décès de

M. Lucien Charles LECA, ancien surveillant général au lycée Bugeaud à Alger, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de l'Instruction publique,

survécu le 18 janvier 1988.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Sainte-Croix-Ancienne, à Colonneville, le 20 janvier 1988.

82, boulevard Hérode, 95100 Argenteuil.

— Nous apprenons la mort de

Jean MERCIER.

Né le 31 mars 1914 à Mâcon (Saône-et-Loire), Jean Mercier, licencié en droit, lettres, histoire et philosophie, diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit public, diplômé de sciences pénales et pénitentiaires et d'économie politique, a été avocat à la cour de Lyon de 1934 à 1978, directeur de conférences et chargé de cours à la faculté de droit de cette ville de 1936 à 1948. Entré au conseil municipal de Lyon en 1959, Jean Mercier était alors en conflit en 1968 avec le maire d'alors, Louis Pradel, qui lui avait retiré ses délégations d'adjoint, ce qui, par la suite, le tribunal administratif avait jugé excessif. Faisant figure d'unique opposant à l'équipe Pradel jusqu'aux élections municipales de 1971, Jean Mercier avait alors une attitude à que dire dans ce sens sur la ligne d'action de la gauche. Il tenta parallèlement en 1972, à Brétigny, petite commune du Rhône, où il fut élu au conseil municipal. Revenu au conseil municipal de Lyon à la faveur du scrutin de mars 1977, il avait été élu adjoint au maire en 1983. Jean Mercier avait aussi été le 1970, lorsque la place de la commune fut sur la liste des communes à réorganiser. Lors des municipales suivantes de 1983, Jean Mercier avait aussi été élu adjoint au maire de la commune de Brétigny. Signé au groupe de la Gauche démocratique, il fut élu conseiller municipal lors des élections de septembre 1983.

(Le Monde du mercredi 20 janvier.)

Remerciements

— M. Daniel Amiot, Sa fille Guendol, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées de toute part lors du décès de

M. Daniel AMIOT,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient d'accepter l'expression de leur profonde gratitude.

— La société Rockwell-Collins France

Et le groupe Rockwell International SA vous remercient de vous être associés à leur tristesse lors du décès de

Pierre BERTIERE,

ancien président-directeur général de Rockwell-Collins France et de Rockwell International SA.

Dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous les messages de sympathie qui leur sont parvenus, M. Camille Berjon, M. Camille Berjon, Et ses proches, vous assurent de leur profonde gratitude.

— Pierre et Denise Berrère, Simone Berrère,

dans l'impossibilité de répondre personnellement aux témoignages de sympathie repérés du décès de

Gustave BERTIERE,

expriment à tous leurs chaleureux remerciements.

— Besançon, Vallois, Fournet-Bianchoche.

M. et M. Claude Guignard

leurs enfants, et petits-enfants, M. et M. François-Xavier Joubert et leurs fils,

Le comte et la comtesse Jacques de Cathelineau, leurs enfants et leurs fils,

M. et M. Alain Joubert et leurs enfants, M. Daniel Joubert, M. Marc Joubert, sa sœur,

Les familles parentes et alliées, remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence, leurs visites, leurs dons, leurs envois de fleurs, leurs messages de condoléances, à l'occasion du décès de

M. Auguste JOUBERT,

et en particulier S.E. Mgr Maurice Pourchet, ancien évêque de Saint-Flour, qui a présidé la célébration et prononcé l'homélie.

M. Georges Gruillet, président du conseil général du Doubs, qui a prononcé l'éloge funèbre.

Et toutes les personnalités présentes ou représentées.

— M. R. Poussière Et sa famille, très touchés par les témoignages de sympathie repérés lors du décès de

docteur Bernard POUSSIÈRE,

expriment leurs remerciements à ceux qui ont partagé leur peine.

Anniversaires

— La famille du

docteur Francis DAYAN,

rappelle son souvenir à l'occasion du centième anniversaire de sa mort.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le 30 janvier 1988, à 16 h 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, Paris-6, à l'intention de

M. Louis PÉROUSE de MONCLOS, né Camille L'Eraly,

décédé le 25 novembre 1987.

— La messe annuelle de la presse, présidée par M. le cardinal Jean-Marie Lustiger, sera célébrée le lundi 25 janvier, à 11 heures, en l'église des Carmes de l'Institut catholique, 70, rue de Vaugrand.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Dandin », de Roger Planchon

Le débutant magnifique

George Dandin est un vieil ami de Planchon. Il a monté la pièce dès 1958, l'a remontée à Villeurbanne l'année dernière. Et le Théâtre Mogador accueille le mois prochain cette mise en scène où Claude Brasseur tient le rôle titre. Comme dans le film adapté de l'histoire de Molière et qui sort aujourd'hui.

ROGER PLANCHON est un cinéaste. Ce n'est pas une affirmation, c'est une constatation. Un cinéaste plutôt masochiste, apparemment, qui, pour ses premiers pas, der-

rière la caméra, se laisse enfermer dans un piège bien dangereux pour un homme de scène : mettre en images un classique. Ricane-ments au parterre, condescendance au balcon. « On voit ce que c'est, du théâtre filmé. »

Eh bien non ! on peut être surpris, déconcerté, irrité même parfois par le Dandin de Planchon, on ne peut un instant contester que ce soit un film, un beau film à part entière, avec une lumière, une respiration, un élan, un mouvement purement cinématographiques.

Dandin... Déjà le titre fait fro-

ler. « Vous avez remarqué, Planchon a laissé tomber George ? » Quel George ? Eh bien, George Dandin ! Molière a écrit un George Dandin pas un Dandin. Arrêtons tout de suite les explications de texte.

Et voyons plutôt, non plus une pièce, mais une « histoire ». Celle d'un couple mal accordé, George, le paysan enrichi, et Angélique, la noblesse ruinée, que Roger Planchon va observer avec une fièvre sympathique, prenant alternativement le parti de l'un, de l'autre, moquant d'envie de les assembler malgré tout et de trans-

former une union hypothétique en hypothétique amour.

Une « histoire » que Planchon, le débutant magnifique, va raconter à sa façon, générique et bricolage, à la fois référentielle et novatrice.

On court d'un château à l'autre, on met trois lianes entre deux répliques, on se litine à travers un frais labyrinthe de draps blancs étendus (bonjour Cocotte), on se baigne nus un jour de canicule et les corps se connaissent (bonjour Bergman), on fait tout claquer, portes, trappes, croisées, échelles, échelles, sabots sur

les pavés. Mais lorsque l'on consent à calmer le tintamarre et le charivari, des scènes magnifiques peuvent à loisir se déployer.

Notamment le premier monologue de Dandin : « Une femme demoiselle est une étrange affaire et mon mariage est une leçon à tous les paysans... » Planchon en fait un discours plein d'amertume et de vitalité, que Claude Brasseur, enfin retrouvé, adresse à ses pairs sous un ossu marché couvert. Tout est beau là-dedans, le contenu, le contenant. Un Rembrandt.

Ou encore les apparitions de M. et M^{me} de Sotenville, irrési-

bles dans leur déconfiture altière et à qui Daniel Gélin et Nelly Borgeaud donnent un relief poignant.

Toute la troupe, car c'en est une (Zabou, Jean-Claude Adelin, Evelynne Bayle, Marco Bisson), est d'ailleurs entrée, piaffante, ardente, dans le rêve de Roger Planchon.

Et avec eux, et comme lui, on se prend à aimer le Dandin, à se laisser gagner à la fin par une vague espérance d'étreintes méallées...

D. FL.

Entretien avec le réalisateur

« Molière est un bon scénariste »

POURQUOI Dandin pour votre premier film ?

— Avant de répondre, il faut revenir un peu en arrière. J'ai toujours eu envie de faire du cinéma. J'ai découvert le théâtre par le cinéma, et non le contraire. Mon premier éblouissement a été Citizen Kane. A ce moment-là, j'avais treize ans, j'étais un petit voyou, je faisais l'école buissonnière pour aller au cinéma. Tous les jours. Un professeur m'a conseillé d'aller au moins voir de bons films. Je lui dois beaucoup à cet homme. Alors j'ai été voir Citizen Kane, et je n'ai rien compris. Mais j'y suis retourné le lendemain, et le jour d'après. C'est de là que tout est parti, la certitude que je ferais quelque chose un jour, et que ce serait de l'ordre du spectacle.

— Comme j'ai un côté péquenaud, j'ai commencé à faire du théâtre dans le coin où j'étais. Et, très vite, j'ai été couvert de dettes. A dix-huit ans, j'avais des dettes monstrueuses. A vingt-quatre ans, j'ai eu le théâtre de Villeurbanne, et là je ne vous dis pas, ça a été encore pis. Tout ça fait que de temps en temps j'avais une velléité de me tourner enfin vers le cinéma, mais je ne pouvais pas. Je me disais : je m'en fous, à cinquante ans, je ferai un film.

— Mais le choix d'un classique ?

— Ce n'est pas un choix. C'était là y a dix ans, et j'étais un naïf. J'attendais une commande, je pensais qu'il y avait des producteurs. Je me suis mis en effet à travailler sur divers projets qui allaient du film policier au drame romantique, du sujet contemporain à la production en costumes. Je travaillais comme une bête sur du vent, on découvrait par exemple trois mois après que les droits de tel polar sur lequel je m'échinais n'avaient pas été achetés.

— Le projet le plus ambitieux a évidemment été Paris Molière, qui m'avait été commandé par Daniel Toscan du Plantier, auquel j'ai soumis un scénario. La Gammont a réfléchi onze mois, ils ont décidé d'entrer en préparation pendant neuf mois. Et ils ont arrêté le film un mois avant le tournage. Mettre en scène le dix-septième siècle avec des stars qui avaient toutes accepté de jouer le jeu en participation, Depardieu, Brasseur, Pierre Richard... C'était faisable, pourtant. Même le budget était raisonnable. Il s'élevait à 36 millions de francs, la moitié de celui d'un autre film historique de cette dimension. Ça a été un rude coup, j'ai encaissé.

— Pour finir, j'ai proposé de faire une intégrale de Molière. Et cette proposition allait à l'Etat français et à la Comédie-Française. Mais la Comédie-Française n'a jamais voulu faire une intégrale de Molière avec moi du moins. Et le projet est mort.

— La seule chose que j'ai pu enfin mettre sur pied avec trois ou quatre partenaires qui ont mis chacun un peu d'argent (FR 3,

Canal Plus, la SEPT), ça a été de regrouper sous le terme général de « Grand Siècle » des films autour de l'œuvre de Molière. C'est comme ça que Dandin a surgi. Maintenant qu'il existe, prouvez bien que je le revendique, mais vous comprenez qu'il n'a eu aucun cas été mon premier choix !

— L'écueil du théâtre filmé se démonte.

— Pendant des années, j'ai refusé toute rétrospection de mes pièces à la télévision, considérant qu'elles étaient bâties pour le théâtre. Mais quand j'ai vu Dandin, je suis devenu décidé à faire autre chose que du théâtre filmé. Je suis décidé à aborder une histoire, qui est une bonne histoire, que j'aime, avec le maximum de liberté et de désinvolture.

— Avec sans doute beaucoup d'inconscience, je me dis que je voudrais filmer ça comme les grands metteurs en scène que j'aime, à leurs débuts. Si le jeune Kubrick, le jeune Huston, ou le Robert Aldrich de En quatrième vitesse, s'appropriaient l'histoire de Molière, qu'en feraient-ils ? C'est la question que je me pose. Mon obsession est surtout de ne pas faire un film de vieillards, un film de convention. Molière peut supporter le manque de respect, sans problème. Il faut lui être à la fois fidèle et infidèle.

La voix intérieure de Dandin

— Vous voulez de monter fidèlement George Dandin au théâtre. Avez-vous eu tout de suite l'intention de reprendre au cinéma la plume de vos héros ? N'était-ce pas pour eux une transposition périlleuse, un pari risqué ?

— Non, curieusement. Zabou, par exemple, qui n'avait aucun penchant pour les classiques, a acheté le rôle d'Angélique à la lecture du scénario, pas sur le texte de la pièce. Et le style de jeu de Claude Brasseur s'est modifié en fonction des nécessités, s'enrichissant de la confrontation.

— Tous les dialogues de film sont de Molière, et vous n'avez ajouté aucune réplique. Dandin, pourtant, est un film de Planchon.

— J'aime le cinéma concret. Plus c'est physique, plus c'est juste, mon récit cinématographique s'est bâti sur cette volonté.

— C'est cette volonté d'être « concret » qui vous a fait inventer les créatures du marais ?

— Ah ! Je suis sûr qu'on va me les reprocher, mes sorcières. Comme si les sorcières appartenaient en exclusivité et pour l'éternité à Shakespeare. Oui, en effet, elles sont là pour exprimer la voix intérieure de Dandin. Au théâtre, cette voix là se traduit par des monologues, et les monologues au cinéma, face à la caméra. Elles ont aussi une autre fonction, plus profonde, plus secrète. Elles apparaissent au

bord de ce petit étang, lorsque Dandin s'y réfugie. Et l'une d'elles, qui ne parle jamais, a le visage d'Angélique. Laissons entendre, présager, que peut-être une sorte d'amour pourrait naître entre ces époux si mal accordés, que Dandin, du moins, rêve à cet accord dans les méandres de sa vie nocturne, qu'une intrigue souterraine se noue.

— Vos valets sont étrangement mélancoliques. En général, chez Molière, ils incarnent la santé du monde, ils ont les pieds sur terre. Ici, Colin succède au poète et au sage, et Claudine, la suivante d'Angélique, part, son baluchon sur le dos.

— Oui, Colin se promène portant les vieux vêtements de Dandin, j'imagine qu'il peut être un de ses bâtards ; sur un plan symbolique, il est un peu son double. Quant à Claudine, c'est un personnage extrêmement curieux, elle ment du début à la fin. On est obligé de penser qu'elle a eu un passé avec Dandin, qu'elle est jalouse. De toute façon, attention, je n'ai pas promis la pièce de Molière, j'ai promis une histoire inspirée par un bon scénariste !

— Pourquoi avoir ajouté au scénario de Molière un fragment d'une autre de ses œuvres, Don Garcia de Navarre ?

— C'est sa seule tragédie, une mauvaise tragédie d'ailleurs !

Mais elle est intéressante parce qu'elle contient sur un mode grandiloquent les serments du Misanthrope et de George Dandin, justement.

— La dernière réplique de Dandin est comique et explicite : « Ah ! Je n'y vois plus de remède. Lorsqu'on a, comme moi, épousé une méchante femme, le meilleur parti que l'on puisse prendre est de s'aller jeter dans l'eau la tête la première. » Vous suggérez le suicide, et puis, au plan d'après, on retrouve Angélique et George en train de prendre un petit déjeuner presque calmé.

— Cette fin heureuse, ou du moins ouverte, énigmatique, est celle qui a été jouée à Versailles

lors de la première représentation. Les chroniqueurs qui font le compte rendu écrivent : « Nous avons vu hier soir une pièce très étrange, très dure, de Molière, dans un charmant divertissement de Lullu. » Les trois actes de la pièce sont en effet imbriqués au milieu de quatre intermèdes musicaux. Et le spectacle se termine après le « suicide » de Dandin par un chœur allégre célébrant les vertus de Vénus et de Bacchus, de l'amour et du vin... Il faut que vous sachiez qu'avant 1900 on n'insistait jamais sur le versant noir de la comédie, mais depuis Freud...

— Avant de donner votre premier tour de manivelle, vous avez eu peur ?

— Une peur monstrueuse. D'abord de ne pas savoir. De ne pas savoir du tout. Et puis, lorsque j'ai été un peu rassuré, que j'ai cessé de perdre mon temps à tenter en permanence de séduire mon équipe, de la convaincre de mes intentions, qu'elle était parfaitement capable de deviner, j'ai continué à souffrir. A éprouver aussi de grandes joies. Mais à souffrir parce que, au cinéma, le poids de l'argent est immense, jusqu'à la caricature. On se dit : « Si je vais plisser, ça coûte 100 000 francs. » Alors, on n'y va pas ; moi, j'allais aux toilettes en dehors des heures de tournage !

— Malgré les souffrances, vous avez d'autres projets cinématographiques ?

— Oui. J'ai signé quatre films avec les mêmes producteurs. Le prochain « Grand Siècle » sera consacré à Louis XIV. A Louis, entre onze et treize ans. Mais, en attendant, je m'interroge sur Dandin. Je ne sais pas s'il y a un public pour ce film. Je ne sais pas s'il va regrouper des scolaires qui trouveront qu'il n'est pas assez scolaire, s'il va toucher les cinéphiles qui trouveront que c'est trop théâtral, ou les spectateurs de théâtre qui jugeront que c'est trop cinéma... le public n'est peut-être nulle part.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.



Zabou et Claude Brasseur

FELLINI

INTERVISTA

Traduzione integrale del film par Jacqueline Risset avec des textes de Fellini et un entretien de Fellini avec Alain Finkielkraut.

Cinéma
Flammarion

FELLINI

DANS

TOUTE SA

VERITE.

هكذا من الامل

CINÉMA

« Cobra Verde », de Werner Herzog, et « Y'a bon les Blancs », de Marco Ferreri

La révélation de l'Afrique

Herzog et Kinski se retrouvent une fois encore, pour raconter l'Afrique mythique. Marco Ferreri se projette dans l'avenir du charité business. L'Afrique avale l'Occident.

Il y a quelque chose de mystérieux dans le tandem Werner Herzog-Klaus Kinski, le couple le plus épileptique du cinéma actuel. Une relation totalement alchimique dans le meilleur des cas, une terrible scène de ménage dans les moins bons. Sur les tournages, Herzog passe à Kinski ses caprices insensés, avale les insultes. Après, il jette l'éponge, épuisé par le ravageur furieux, avoue : « Kinski est une des merveilles de ce monde, mais je ne crois plus que l'on pourra travailler ensemble ». On dit ça... Il avait déjà dit cela après *Aguirre, Nosferatu, Woyzeck, Fitzcarraldo*. Herzog est un compositeur d'opéra qui se trouve sa meilleure inspiration, malgré lui, que pour une diva, une seule.

Car en tirant un scénario du livre de Bruce Chatwin, le *Vice-Roi de Ouidah*, Herzog a amené l'histoire et le personnage vers son acteur fétiche, par tempérament, plus que dans le sens du récit, moins frénétique, de Chatwin. Peu importe du reste, c'est (avec l'accord de l'auteur) parfaitement son droit. Francisco Manoel est un éleveur brésilien, ruiné par la sécheresse, au début du siècle précédent, devenu chercheur d'or, assassin, puis réfugié à Bahia, où il devient l'intendant d'un planteur de canne à sucre.

Il surveille les esclaves noirs et engrosse les trois filles du planteur, qui, n'ayant pas le courage

de l'affronter, le fait envoyer au Dahomey à la recherche de nouveaux esclaves. Le Dahomey, dont le roi est fou et d'où l'on ne revient pas. Manoel, alias

à la conquête de la forteresse du roi, scène épique très brillamment mise en scène.

Après quoi, les choses tournent au vilain pour le Cobra. C'est à

trépassante, on dirait Louis de Funès avec des cheveux longs perdus dans une tribu de femmes hostiles. Le plus souvent, grâce à Herzog, on peut voir en lui un



Klaus Kinski dans « Cobra Verde » de Werner Herzog.

« Cobra Verde », lui, parviendra à rétablir la traite des Noirs vers le Brésil.

Au milieu des femmes hostiles

La folie du roi (joué par un authentique roi, Son Altesse Nana Agyeii Kwame II de Nsien, admirable de majesté inquiétante) conduit le bandit blanc à soutenir la trahison d'un frère royal, apparemment aussi dérangé que son aîné. C'est là que le petit Klaus se décarcasse superbement et, les guerriers faisant défaut, entraîne quelques centaines d'amazones, à lui tout seul, sur la plage. Et part, échoué, hurlant à la tête de ses bordes de femmes nues et armées

dire bien pour des millions d'Africains. On supprime un peu partout la traite des esclaves, la tête du négrier est mise à prix par les Anglais, il ne lui reste plus qu'à se noyer en tentant vainement de mettre un esquif, trop lourd, à la mer. « Les esclaves vendront les matras, et les ailes leur pousseront », est-il écrit dans le bleu du ciel, tandis qu'un chœur de fillettes entonne un chant d'allégresse. Réjouissons-nous donc, tout est mal qui finit bien.

On s'attendait à pire, d'après les échos apocalyptiques parvenus du tournage et de ce que l'on sait du caractère de plus en plus ombrageux de bouillonnant colonel Kinski. Il est vrai que, par moments, à force de mimiques, de grimaces et d'agitation

personnage violent, intense, ultra-romantique, exaspérant et peut-être génial.

Le travail de Herzog, en revanche, moins excité que son interprète (à signaler l'exceptionnelle participation des figurants et des seconds rôles noirs, excellents ; on n'en dira pas autant des Blancs, un peu sommaires), est étonnamment mesuré comme une fièvre contenue, un mouvement décomposé, sans les outrances qui en sont parfois le trait distinctif. Il dit être le premier — ce qui est très exagéré — à filmer l'Afrique, à la découvrir. On sent un respect devant ces comédiens improvisés qui fait penser que c'est l'Afrique qui l'a découvert, lui.

MICHEL BRAUDEAU.

L'Europe dans les sables

La première image du générique de *Y'a bon les Blancs* de Marco Ferreri est une carte de l'Europe de 1992. La future, libre Europe, sans frontières. Nous allons donc voir un film d'anticipation. Très légère projection dans le temps, certes, mais porteur d'un subtil avertissement.

L'opération des « Anges bleus » est en route. Cinq camions chargés de spaghetti, de sauce tomate et de farine de poisson cabotent vers le Sahel. A leur bord, une poignée d'hommes et de femmes dont la bonne volonté n'a d'égale que la calamiteuse incompétence. Le même élan altruiste les unit, mais rien, on le voit très vite, ne les rapproche. Un chef d'expédition espagnol et frimeur (Juan Diego) et un convoyeur français et roublard (Jean-François Stévenin) ont bien du mal à faire progresser cette stupide caravane dont personne ne veut et qui, d'ailleurs, se délite de sa stupide cargaison au fur et à mesure des réticences parfois menaçantes des chefs des villages traversés. Surtout les halles dorées des clubs de vacances dépassées, l'Afrique, décidément, ne semble pas hospitalière.

On y croise de curieux personnages. Un missionnaire breton dépenaillé (Michel Piccoli) qui béat vaguement un enfant noir en train d'agoniser sur le bord de la route, et constate, résigné, que pour ses ouailles africaines le Coran remplace de plus en plus les Évangiles. Ou la fille d'un roi local, princesse aussi belle que corrompue. Elle a été mannequin de haute couture à Paris, cela expliquant ceci.

Dans un des camions, le chauffeur, phlématique vivant, puisque macho et italien (Michele Piccolo), fait que pour sans-muscle, à sa passagère passante et oserai-daise (Maruschka Detmmer). Tout va bientôt de mal en pis pour les « Anges bleus » et, pendant les seuls dix-huit du film, leur crapa-

lutante odyssée est décapitante. Car le trait de la caricature est à peine approuvé, les comédiens se laissent enliser avec une drôlerie que défilent déjà bien déprimée s'assied en rond sur le sable et entonne (faux) le chœur du *Nabucco* de Verdi.

Et puis nos amis arrivent en vue d'une oasis. Ils s'ébrouent dans les eaux claires d'une mare providentielle. Ils n'auraient pas dû. C'est un sacrilège, dira dans sa langue le grand chef bambara à l'Italien et à la Néerlandaise enfin vus. Ils ne comprendront pas. Ils comprendront tard, trop tard, qu'ils vont mourir et qu'on va les faire cuire. Leurs compagnons rejoignent les chercheurs, mais l'Afrique les aura mangés. « Nous n'avons plus rien à foutre ici », diront les « Anges bleus » rescapés.

De Dillinger est mort à la Dernière Femme, de la Grande Bouffe à *Kawa de sang*, Ferreri, justicier compétent, méritait depuis longtemps sa fin de notre monde. Mais, malgré leurs heures, ses apocalypses péroratoires ont souvent échoué par manque de punch. D'une manière mécanique, d'une implacable lucidité, son dernier film ne met pas seulement en scène les excès du « charité business ». Il va plus loin, jusqu'au fond de nous-mêmes, de nos peurs invincibles, de nos racines plus ou moins refoulées. Dans sa plongée, il nous débouche sur l'indicible. *Y'a bon les Blancs* est un requiem, terrible et hilarant pour la mort de l'Occident.

D. H.

JEANNE-BUCHER
53 rue de Seine Paris VI
WAKAKO

GALERIE YOSHII
YANKEL
RELIQUAIRES
8, av. Maignon - 75008 Paris
Tél. : 43-65-73-46
Exposition du 5 janvier au 5 février

3 décembre - 30 janvier
CADORET
Peintures de 1950-1960
Galerie Yves Gaston
12, rue Bonaparte, Paris 6
Tél. : 46-34-72-17

LOTÉRIE NATIONALE

EXPOSITION LOTÉRIE NATIONALE

4 Siècles DE CHANCE

Jusqu'au 14 Février 1988

Hôtel de la Monnaie 11, quai de Conflit, 75006 Paris

MODE

Collections italiennes

Elégances de toujours

Les Italiens prêtent une grande attention à leur manière de s'habiller. Les défilés masculins qui viennent de se terminer à Milan donnent le ton : classique.

« CETTE élégance de toujours qui dure tous les jours ». Les collections milanaises du prêt-à-porter masculin pour l'hiver 1988-1989 semblent répondre presque sans faille à ce seul et unique dictat, extrait du communiqué de presse de Valentino. L'invention, s'il y a lieu d'en parler, est dans la structure du tissu, les mariages chromatiques, et quelquefois dans les proportions.

La quintessence de cet esprit chez Valentino Couture dans un des palais du vieux Milan s'est exprimée sur le thème d'un « Hommage à Coccia ». Grandes écharpes nouées autour du cou, manteaux droits aux poches appliquées, vestes légèrement cintrées, souvent croisées, revers amples se fermant bas. Le tout parfaitement coupé dans de magnifiques matières aux couleurs de l'automne.

Deux grands retours, le manteau et le gilet. Le manteau (dont la vente avait chuté de 50 % en dix ans) revient sous sa forme la plus classique, droit aux revers larges, à la James Dean, laine riche, poches appliquées, souvent avec un col en fourrure ou en velours, longueur variable du genou à la cheville. Il y en a aussi en cuir, d'inspiration militaire, comme chez Gianni Versace, pareil à celui qu'il avait pour le Dionysos de Béart. Le gilet, tricoté en laine et porté dans le par-



« Hommage à Coccia », collection automne-hiver 88/89, Valentino Couture.

adon, donne une allure « après-guerre » (Armani, Krizia). En dalm, il contraste avec la veste en tweed (Maurizio Baldessarini).

Gianni Versace dans sa collection flamboyante marie des gilets en brocart rouge et or à des vestes en velours. Les blousons sont en satin écarlate marbré, les

bagages en croco à grosses écailles, les pulls portent les couleurs des toiles de l'école d'Amsterdam.

Ce qu'Armani réunit le mieux, c'est la désinvolture distinguée. Parant d'une épaisseur assez marquée, la ligne devient fluide. La collection gagne en souplesse. C'est d'ailleurs la grande ter-

dance du vêtement italien de l'hiver prochain, du gentleman fermier à la cape en flanelle et du pantalon de golf (Enrico Coveri au clochard de l'un imaginaire par Romeo Gigli).

Après des années de « déstructurés » on revisite la garde-robe début de siècle. Et même, porté par un élan romantique Byblos, propose de larges cravates-foulards attachées par des boutons importants, des gilets à motifs victoriens, dignes de Doran Gray, tandis que Jean-François Charles pour Piero Paschetti pendant un défilé pleure d'humour recrée le bon vieux costume tergal à trois boutons. Avec sa très belle collection, Claude Montana pour Mario Valentino revient au pantalon large. Les vestes aux épaules amples marquent les hanches et sont fermées par des fermoirs à glissière.

Suivant le même désir de confort et de décontraction, la maille et le mouliné retourné se retrouvent partout. La maille soulève l'indolence, cachemire, alpaga, est portée à même la peau. Coles roulées et pull-overs fins sous une veste à taille couplée (Gian Misso Venturi, Milla Schön) font pendre aux gros pull-overs à motifs africains de Missoni.

Pendant ce temps, Moschino s'employait de nouveau à faire « autrement » et décidait que montrer des vêtements est, après tout, complètement inutile. Ses invités ont donc eu droit à une pizza servie par des garçons habillés Moschino. Il nous a semblé apercevoir une veste d'inspiration futuriste et une autre en paillettes dorées.

LUMI RUSNAC.

La mode et le surréalisme à New-York

La raison bousculée

Les « sols » de Dubuffet Joies de terre

هكذا من الامم

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

LUCIAN FREUD. Galerie contemporaine. Jusqu'au 24 janvier.

LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN. Ancien des cultes. Jusqu'au 5 mars.

RUBERT TONKA, ÉDITEUR D'ARCHITECTURE. Centre d'information du CCI. Jusqu'au 1^{er} février.

JOSEF SUZUKI, PRAGUE. Galerie de Forum. Du 20 janvier au 13 mars.

ZORAN MUSIC. L'ŒUVRE SUR PAPIER. Du 20 janvier au 20 mars.

Musées

ZURBARAN. Grand Palais. Galerie nationale. Entrée : place Clemenceau (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 11 avril.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRICH LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-07-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

EXPOSITIONS-DESIGNERS (1913). Le Théâtre des Champs-Élysées. Espace Design. Desains inédits. Dessins photographiés. Costumes d'Émile-Jacques Raimond pour "Les Femmes d'Alger" de Matisse et "Le Pigeon" de Picasso. Jusqu'au 25 janvier. Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 12 F ; le dimanche 11 F.

MODERNISME. Art brésilien du XX^e siècle. Jusqu'au 14 février.

DONALD JUDD. 1960-1987. ARC. Jusqu'au 7 février. L'IMAGERIE DE MICHEL Tournier. Jusqu'au 14 février. NEMOUNOÏ. Musée des enfants. Jusqu'au 24 janvier. Musée d'art moderne. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; mercredi jusqu'à 20 h 30.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES. 1963-1986. Pavillon de Flore (entrée provisoire sur la rue des Tuileries, face au Pont-Royal). Jusqu'au 25 avril. CHEFS-

D'ŒUVRE DE LA COLLECTION SAINT-MORIS.

Cabinet des dessins. Jusqu'au 15 février. LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MIRIMONDI. Jusqu'au 23 avril. Musée de Louvre (42-60-59-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche).

JOUVEY, DULLIN, BATTY, PITTOFF. Le Carrel. Bibliothèque nationale. Galerie Mazarin. 58, rue de Richelieu. Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

LE CHANT DU MONDE. DE JEAN LUTICA. Musée de Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le mardi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; Samedi : 16 F. Du 20 janvier au 24 février.

QUATRE SIÈCLES DE CHANCE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti. Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 février.

LE PALAIS-ROYAL. Musée Carnavalet. 23, rue de Sévigné (42-75-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 18 avril.

POUR UN PAYSAN. Une journée au Parc de Fontainebleau avec les peintres de Barbizon. Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-60-08-21). Du 25 janvier au 23 mai.

ANDRÉ KERTESZ. Photographie. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Jusqu'au 25 février.

SPLENDEUR ET MAJESTÉ. Caves de la Bibliothèque nationale. Musée de l'Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (44-34-25-25). Sauf lundi, de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 mars.

JEAN-BAPTISTE DEBRET. Un peintre philosophe au XVIII^e siècle. Musée de la Ville de Paris, 12, rue Serpente (45-56-00-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

DONATION DUREN. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (43-24-07-02). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30.

ILSE BING-PARIS 1931-1952. Jusqu'au 31 janvier ; musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-75-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40.

LE JOUET DE BOIS. De tous les temps, de tous les pays. Jusqu'au 14 février ; EMMANUEL COLLIN. Histoire de meubles. Jusqu'au 31 janvier ; LA TABLE D'UN ROI. L'œuvre de la XVIII^e siècle à la cour de Louis XV. Jusqu'au 31 janvier ; ARNE JACOBSEN. Architecture et design depuis 1902-1971. Jusqu'au 31 janvier. Sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

Musée des Arts décoratifs.

107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES SOULÈS DE ROGER VIVIER. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

DESSINS DE BODIN. Musée Rodin. Hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 14 mars.

CITÉ-CINÉ. Grand Hall de la Ville. 211, avenue Jean-Jaures (42-69-30-00). Mardi, vendredi, samedi, de 10 h à 22 h ; mercredi, jeudi, dimanche, de 10 h à 19 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 28 février.

UNE AVENTURE ARCHITECTURALE. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux (40-05-73-72). Jusqu'au 15 mars.

ARCHÉOLOGIE DU LIVRE MÉDIÉVAL. Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully (42-77-44-21). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 janvier.

L'ART DE LA BELLE ÉPOQUE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Conservatoire national des arts et métiers. Bibliothèque, 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Tous les jours de 13 h à 19 h ; le samedi de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nombres acoustiques. Québec, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahabaz-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

LE JARDIN DES PORCELAINES. Musée de la Ville de Paris, 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Tous les jours de 13 h à 19 h ; le samedi de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

ANCIEN PÉROU : VIE, pensée et mort. Jusqu'au 29 février ; SOUVENIRS TRADITIONNELS DES ENFANTS DU MONDE. Hôtel de la Ville. Jusqu'au 29 février. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

LE MAROC DE DELACROIX. Musée Delacroix, 6, rue de Valenciennes (45-52-30-34). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 février.

L'AVENTURE HUMAINE. Musée d'histoire naturelle (47-07-26-65). Jardin des Plantes, 18, rue de Buffon. Jusqu'au 25 janvier.

JEAN FELTER. Musée de la marine. Palais de Chaillot. Place de Trocadéro (45-53-31-70). Sauf le mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES ARTS DÉCORATIFS. Musée de la Ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

Galerie

LE DIVIN RAMBOU. Exposition de peintures à thème religieux. Galerie Grand-Lévy, 17, rue de Basse (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

PAYSAGES, PAYSAGES. Galerie Jacques-Pollet, 8, rue Popincourt (47-00-37-71). Jusqu'au 13 février.

MÉMOIRE DE LA BEAUTÉ. PABURE ET TOILETTE, DE L'ÉGYPTÉ PRÉHISTORIQUE AUX MÉROVINGIENS. A la Reine Margot, 7, quai de Conti (42-36-62-00). Jusqu'au 25 février.

SAMUEL BICKETT ; BEAM VAN VELDE. Galerie Leblond, 13 et 14, rue de Tolbiac. Jusqu'au 20 février.

JASPER-CHÉVERNY. Œuvres récentes. Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 6 février.

JEAN-PAUL CORNET ; STEPHEN HAMMES O'REILLY. Galerie Michel Vidal, 56, rue du P-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 20 février.

J. GONZALES ; D. SMITH ; R. STANKIEWICZ ; J. TINGUELY. Galerie Zabré, 57, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 26 février.

CALDER ; CHAGALL ; DELVAUX ; GIACOMETTI ; MAGNITTE ; MIRO ; MOORE ; PICASSO. Galerie Lacourbière-Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-03-30). Jusqu'au 20 février.

GIANNI ANELLI. Galerie Liliane et Michel Durand-Dassier, 3, rue des Harpistes (42-77-63-60). Jusqu'au 30 janvier.

ARMAN. Galerie Boursberg, 1, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 18 février.

BAQUAT. Galerie Boursberg, 3, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 18 février.

BOYLE FAMILY. Galerie Leblond, 14, rue de Tolbiac. Jusqu'au 20 février.

BOZZOLINI. Galerie Boffa, 28, bis boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Du 23 janvier au 27 février.

THERREY CAUWET. Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (42-71-63-65). Jusqu'au 26 février.

CICERO DIAS. Peintures de 1960-1965. Galerie Denise-René, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 18 janvier.

MARTIN DESLÈS. Galerie Cézanne-Robin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-57). Jusqu'au 16 février.

JOE DOWNING. 40 ans de peinture. Galerie Jacques, 85, rue Rambuteau (42-00-51-25). Jusqu'au 27 février.

DUBUFFET. Sols et terrains. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00) ; Galerie Boudin Leblond, 24, rue de Valenciennes (42-77-39-10). Jusqu'au 5 mars.

AURÉ ELLEQUET. Peintures d'été. Collages. Galerie de l'Imaginaire, 9, rue Dante (43-25-18-60). Jusqu'au 31 janvier.

ESCARO 87. Galerie d'art satirique Martin Moisan, 5, rue de la Bouque (42-77-46-65). Jusqu'au 28 février.

ISA GEZZEN. Galerie Ghislaine Haussmann, 5 bis, rue des Harpistes. Jusqu'au 10 février.

PATRICK GORDA. Galerie Daniel Tournier, 1, rue Boursberg (42-72-14-10). Jusqu'au 10 février.

KAREN HANSEN. Galerie Lavigne-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 20 février.

LAPOUCHÈRE. Galerie Nani Stern, 25, avenue de Tourville (47-05-08-46). Jusqu'au 30 janvier.

ALAIN LAMBLLOTTE. Galerie Lucien Durand, 19, rue Valenciennes (42-34-25-35). Jusqu'au 14 février.

LAURA LAMBLLOTTE. Galerie Boursberg, 11, rue des Bains-Maillot (43-77-19-61). Jusqu'au 13 février.

JEAN LEBROS. Peintures, 88, boulevard de Courcelles (47-63-03-05). Jusqu'au 5 février.

ALLAN MC COLLUM. Galerie Yves Lambert, 3, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 10 février.

JÉRÔME MESNAGER. Galerie Loft, 3, bis rue des Bains-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au 20 février.

PIERRE MERCIER. Galerie Lange-Solomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 13 février.

MICHEL PAYSANT. Galerie Monnay, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 30 janvier.

A.R. PENE. Galerie Leblond, 13, rue de Tolbiac. Jusqu'au 20 février.

PICASSO. Série complète de 347 gravures. Galerie Margite, 18, avenue Maignan (42-44-60-57). Jusqu'au 15 février.

WILLY BONIS. Compositeur de la photographie. Carré du Bel-Air, 56, rue de la Fontaine-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 10 février.

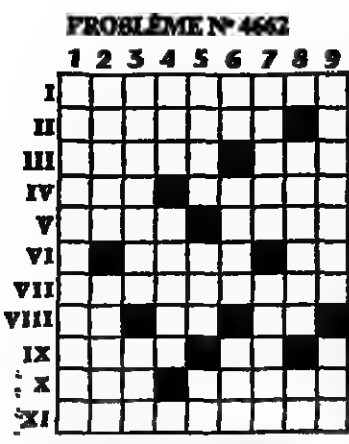
GERARD SCHNEIDER. Galerie Heyn-Michel Schmitt, 56, rue de l'Université (42-52-58-00). Jusqu'au 20 février.

IRMGARD SGC. Galerie Darthez-Speyer, 6, rue J. Calais (43-54-78-41). Jusqu'au 27 février.

PIOTR STANKIEWICZ. Galerie du Fleuve-Pavé, 3, quai Montebello (43-54-38-79). Jusqu'au 23 janvier.

GRAHAM SUTHERLAND. Galerie Parice Triguano, 4, bis rue des Bains-A

Mots croisés



PROBLÈME N° 4662

1. Collection de perles. — II. Bien des choses leur sont insupportables. — III. Donne de l'air ou bien incite à en changer. Moment où ont lieu de multiples renvois. — IV. Tiré du sommeil. Est à l'origine de liaisons qui ne durent guère. — V. Qui ne forme pas, malgré tout, une classe à part. Contribue à faire la lumière. — VI. Est utile pour ceux qui occupent le devant de la scène. Tombé sous le sens. — VII. Comptent souvent pour du beurre. — VIII. Pour se moquer. — IX. De quoi accomplir un devoir. Déclenche des recherches. — X. Est malin comme un singe. Pas facile à monter ou bien difficile à démonter. — XI. Camarades de collège.

VERTICALEMENT

1. Une femme qui a l'esprit d'observation. — 2. Agente voyage. Du solide ou du liquide. — 3. Plateau tout en grès. Repousse une attaque. — 4. Un qui n'a plus rien à perdre. Prête à confusion. — 5. Saint-Martin et Saint-Paul. Pousse maintes gens à surveiller leur conduite. Part du gâteau. — 6. Personnel. La preuve existe encore qu'il y a mené la vie de château. Il en faut beaucoup plus d'un pour faire une couronne. — 7. Ouvre la route à la déroute. Susceptible de contraindre celui qui veut aller droit au but. — 8. Sont idéales pour s'entraîner. Ville « ouverte ». — 9. Tels que l'on peut craindre un manque d'action. Provoquent une certaine agitation.

Solution du problème n° 4661

Horizontalement

1. Poléon. — II. Imitateur. — III. Epistémote. — IV. R. L. Ed. — V. Rumen. Tri. — VI. Eau. Océan. — VII. Rature. — VIII. Irène. Cu. — IX. Toreros. — X. Soud. Rine. — XI. Usinages.

Verticalement

1. Pierreries. — 2. Empaumer. Eu. — 3. L. Mulet. — 4. Ode. Inouï. — 5. Tas. Nouer. — 6. Ode. Créera. — 7. Née. Tes. Reg. — 8. Ustra. Chna. — 9. Or. Dineuse.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 20 janvier :

DES DÉCRETS

• N° 88-56 du 19 janvier 1988 modifiant le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 modifié sur les sociétés commerciales et relatif à certaines actions en responsabilité contre les dirigeants sociaux exercées par les actionnaires.

• N° 88-59 du 18 janvier 1988 portant application des articles L. 162-8 et L. 162-9 du code de la santé publique et relatif aux établissements publics d'hospitalisation tenus de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse.

• N° 88-61 du 18 janvier 1988 pris pour l'application de l'article L. 355-23 du code de la santé publique concernant le dépistage de façon anonyme et gratuite du virus de l'immunodéficience humaine.

UN ARRÊTÉ

• Du 19 janvier 1988 fixant les modalités de la privatisation de la société Matra.

UNE DÉCISION

• N° 88-3 du 6 janvier 1988 de la CNCL autorisant l'exploitation d'un réseau câblé distribuant des services de radiodiffusion sonore et de télévision sur le territoire de la ville de Neuilly-sur-Seine.

UN AVIS

• Relatif à un arrêté du 18 janvier 1988 fixant la liste des candidats reçus au concours national de praticiens hospitaliers 1987.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi (sauf dimanche-férié). Signification des symboles : **R** : Radio ; **T** : Télévision ; **C** : Cinéma ; **D** : Documentaire ; **N** : Ne pas manquer ; **M** : Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 20 janvier

TF 1

20.45 Variétés : Soirée satirique. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. 22.40 Magazine : *Shiroon*. De Denis Chagny, présenté par Marie Bosché. Un août, un rêve : deux Alsaciens sur une île du Pacifique. A la conquête du pôle sud : le capitaine Scott en 1910. Dédé Zaire : Renaud Lavergne et les 5 000 km du fleuve Zaire. Alerte rouge pour Georges et Charles, pilotes de Canadair. 23.50 Les Nobél de la Une. En direct de la Cité des sciences et des industries de La Villette. Débat sur le thème « Science et technologie ». Avec Jacques Daoust. 0.00 Journal. 0.15 La Source. 0.20 Magazine : *Pauline* sur le 16 (rediff.).

A 2

20.30 Magazine : *La marche du siècle*. De Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Bertrand. L'école n'est pas faite à l'usage. Quel métier ? Participez à un débat des parents, des instituteurs, des professeurs, des psychologues et des écrivains. 22.05 Documentaire : *Parlez-moi d'histoire*. Émission de Jean d'Ormesson. Avec François Girard. Catherine de Médicis : La reine noire. 23.00 Informations : 24 heures sur le 2. 23.30 Basket. Orchestre-Barcelone (Coupe d'Europe).

FR 3

20.00 Opéra : *Le Voyage à Reims*. En direct de Vienne. Opéra en un acte de Rossini, interprété par l'Orchestre et

L'Opéra de Vienne

AVEC AUSTROPAUL

en présence d'EVE RUGGIERI

POUR UNE

"Fête Enchantée Exceptionnelle"

Orchestre dirigé par N. HARNONCOURT

Au départ de PARIS du 15 au 17 AVRIL 1988

inscriptions : Votre Agent de Voyages ou AUSTROPAUL 4, 42 96 09 04

3, rue du Roule - 75001 PARIS

les chœurs de l'Opéra de Vienne sous la direction de Claudio Abbado. Avec Cecilia Gasdia, Lucia Valentini-Terrani, Lella Caberlot, Montserrat Caballé, Ruggero Raimondi, Renata Scotto, présidente d'Amnesty International. 23.00 Journal.

Jeudi 21 janvier

TF 1

17.50 Flash d'informations. 18.00 Série : *Mammoth*. 19.00 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.30 Jeu : *La rose de la fortune*. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Questions à propos. Émission d'Alain Dumas. Avec Anne Sicard et Jean-Marie Colombini. Invité : François Léotard, en direct de son domicile de Fréjus. 21.15 Série : *Black Hunter*. Inspecteur choc. L'héritage. 22.55 Les Nobél de la Une. Débat sur le thème « Les droits de l'homme ». Avec Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, et Francis Sciuto, président d'Amnesty International. 23.00 Magazine : *Rapide*. Invités : Ry Cooder, Fabulous Thunderbirds, Omar et the Howlers, Def Jam. Reportages : la mode country en France, les Indiens à Paris, le rodéo en France ; *Cinéma* : interview de Kevin Peter Hall ; *Clips* : Linda Ronstadt ; *Ensay* : Les Harris, Hooty & the Blowfish. 23.30 Journal. 0.00 La Source. 0.05 Variétés : *Pauline* sur le 16 (rediff.).

A 2

17.50 Variétés : *Un DB de plus*. De Didier Barbelivien. Avec Francis Cabrel, C. Jérémy, Buzi, Dennis Twiss, Kamille. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : *Mis sorciers*. *Les sorciers*. 18.45 Jeu : *Des chiffres et des lettres*. D'Armand Jammot, présenté par Patrick Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : *Maguy*. La comtesse aux pieds noirs. 20.00 Journal. 20.25 INC. Les lève-lève. 20.30 Cinéma : *Un si joli village* = Film français d'Étienne Perier (1978). Avec Victor Lanoux, Jean Carme, Valérie Maistre, Michel Robin. 22.25 Magazine : *Édition spéciale*. D'Alain Winder, présenté par Bernard Rapp. Sur le thème « La vie est belle, l'homme et l'animal domestique ». 23.30 Informations : 24 heures sur le 2. 0.05 Entrez sans frapper.

FR 3

17.50 Flash d'informations. 17.55 Feuilleton : *Stella folle*. Et d'un, et de deux, et de trois. 17.30 Jeu : *Ascenseur pour l'aventure*. 17.35 Dossiers animés : *L'océan bleu*. Le mystérieux visiteur. 18.00 Série : *Trappes*. Quinzio, de François Laboute. Avec Macha Guezou, Eric Brion, Jacques Charby. 18.30 Feuilleton : *Arden, roi des Celtes*. 1^{er} épisode : Le prisonnier. 19.00 Le 20-20 d'informations. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 Dossiers animés : *La chasse*. Présenté par Fabrice. 20.25 INC. 20.30 Cinéma : *Le retour de l'inspecteur Harry* = Film américain de Clint Eastwood (1983). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Pat Hingle, Bradford Dillman. 22.35 Journal. 23.00 Magazine : *Océaniques*. Une autre vie, ou chronique de quelques Indiens Wayana ; *Mimi-Silo*, pièce de chat. 23.55 Rallye de Monte-Carlo. Arrivée.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : *Kanishka* = Film français de Didier Grousset (1986). Avec Richard Bohringer, Michel Galabru, Dani-

23.20 Rallye de Monte-Carlo. 23.30 Musique, variété. Hommage à la harpiste Lily Leskine décédée le 4 janvier.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : *Brasserie Lilly* = Film américain de Clint Eastwood (1979). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Geoffrey Lewis, Scatman Crothers. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : *Explorers* = Film américain de Joe Dante (1985). Avec Elias Kariakos, River Phoenix, Jason Presson, Dick Miller. 0.40 Cinéma : *Rein* = Film allemand de Margarethe von Trotta (1985). Avec Barbara Sukowa, Daniel Olbrychski, Otto Sander, Adelheid Arndt (v.o.).

LA 5

20.30 Série : *Joe Dancer*. Le trou noir. De Raza Raddi, avec Robert Blake, Joseph Williams. 22.10 Spécial Paris-Alger-Dakar. 22.40 Série : *La loi de Los Angeles*. 23.30 Série : *Matthew Star* (rediff.). 0.20 Série : *Autour du monde*. L'île de Thomas More (rediff.). 1.00 Série : *Shakti*, film indien. Mais base sur Hazzard (rediff.). 1.50 Variétés : *Chabrier* (rediff.). 2.35 Spécial Paris-Alger-Dakar (rediff.).

M 6

20.30 Série : *Falcon Crest*. Le dernier rim. 21.00 Magazine : *Libre et change*. Émission de Michel Polac. Sur le thème pay et pol. Avec Alain Duhamel, Jean-François Kahn, Dominique Janet. 23.00 Feuilleton : *Les passions de Céline* (10^e épisode). 23.25 Journal et météo. 23.40 Magazine : *Club 4*. De Pierre Bonello. 0.25 Feuilleton : *L'âge heureux* (3^e partie). 0.40 Cinéma : *Le grand silence*. 1.25 Magazine : *Beaufort des clips*. 1.55 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Hail sur scène. 21.20 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Concert des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magiques. Les maritimes (3^e partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coulo*.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct du Staatsoper de Vienne) : le Voyage à Reims, opéra comique de Rossini, par l'Orchestre du Staatsoper de Vienne, dir. Claudio Abbado ; sol. Cecilia Gasdia, Lucia Valentini-Terrani, Lella Caberlot, Montserrat Caballé, Franco Loperado, Chris Merritt, Ferruccio Parisotto, Samuel Ramey, Ruggero Raimondi. (concert retransmis en simultané sur FR 3). 23.07 Jazz club. En direct du Sunset.

alique Lavant, Rion Liebman. 15.40 Cinéma : *Abolition* = Film anglais de Julien Temple (1985). Avec Eddi O'Connell, Patsy Kensit, David Bowie, James Fox, Ray Davies. 17.30 Cadres ciné. Deux les malins : *Alvin et les Chipmunks*. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dossiers animés. 18.25 Dossiers animés : *Le pif*. 18.35 Top 50. 18.55 Starlight. Présenté par Alexandre Kazar. Invités : Alain Bashung, Gaston Lendtre, Valérie Maitre. 19.20 Magazine : *Nulle part ailleurs*. Présenté par Philippe Gildes et Les Nuls. Invité : José Artur. 20.30 Cinéma : *Quelques paroles de la messe* = Film américain de Jeanne Moreau (1980). Avec Christopher Reeve, Jane Seymour, Christopher Plummer, Terence Wright. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : *Le Châlienne* = Film américain de Henry Hathaway (1971). Avec Richard Burton, John Colicos, Clinton Greyn, Danielle de Metz. 22.40 Cinéma : *Une étrange affaire* = Film américain de William Wyler (1944). Avec Dudley Moore, Eddie Murphy, Kate Capshaw. 1.20 Cinéma : *Pokerpoint II* = Film américain de Brian Gibson (1986). Avec Joseph Williams, Craig T. Nelson, Heather O'Rourke, Oliver Robins.

LA 5

20.00 Journal. 20.30 Face à France. Émission animée par Guillaume Durand. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. 22.15 Spécial Paris-Alger-Dakar. 22.35 Série : *Captaine Paris*. La fin de Logan. 23.30 Série : *Matigres*. (rediff.). 1.15 Série : *grande nuit*. *Miranda* (rediff.). 2.25 Série : *La chapelle des miracles*. Images vivantes (rediff.). 3.00 Spécial Paris-Alger-Dakar (rediff.).

M 6

15.15 Série : *La petite maison dans la prairie*. 19.00 Série : *Cher Océan*. 19.30 Série : *Mus et Ben*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Les têtes brûlées*. Les loups dans la bergerie. 20.50 Têtière : Tout qu'il y aura des hommes (3^e partie). 22.30 Magazine : *M 6 aime le cinéma*. Le macabre à Hollywood (suite) : interview de Jacques Durosé. 23.00 Journal et météo. 23.15 Météo. 23.40 C. 6. 0.00 Série : *La ligne de démarcation*. Claude (rediff.). 0.30 Feuilleton : *Nam le berger*. 3^e épisode (rediff.). 1.35 Musique : *Soudure* des clips. 1.55 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique : *La condition de Platon*, de Madeleine Luyt. 21.30 Profils perdus. François Chatelet. 22.40 Nuits magiques. Les maritimes (3^e partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coulo*.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : *Symphonie n° 4* en la majeur, op. 91, de Mendelssohn ; *Concerto pour piano et orchestre n° 24* en ut mineur, K. 451, de Mozart ; *Symphonie n° 3* en la majeur, op. 90, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Karl Murr. Sol : Alexis Weissenberg, piano. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Météo.

Sports

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Triste bivouac

MOUDJERIA

de notre envoyé spécial

Dans ce Paris-Dakar si agité, il arrive qu'il ne se passe rien ou presque. Ce fut le cas mardi 19 janvier, jour de l'entrée du rallye en Mauritanie. La seule nouvelle importante, la mort du policier motocycliste Jean-Claude Hager après sa chute dans l'étape Tombouctou-Ramakin, est venue de Paris, comme une douche froide sur un bivouac commémoré tôt l'après-midi, dans un reg inondé de soleil.

Mardi, une balise de détresse a été déclenchée à environ 300 kilomètres de Tombouctou. Les organisateurs pensent que ce pourrait être celle de l'équipage espagnol Jorge Juste-Horacio Sainz (Range Rover), dont ils étaient sans nouvelles depuis samedi. Un avion de recherches a été dépêché dans cette zone.

L'étape du jour, assez courte (530 kilomètres, dont 282 km de spéciale), n'a connu aucun rebondissement. Elle confirme, pour les motos, la supériorité des Italiens Pico (sur Yamaha), et Orloff (sur Honda). Et l'écurie Peugeot, comme si elle voulait se venger de l'effort de la mise hors-course suspendue en attendant l'arbitrage de la FISA (Fédération internationale de la sport automobile) — de la voiture n° 206 conduite par Ari Vatanen, s'est octroyé quatre des cinq premières places de la spéciale Kayes-Kiffa. C'est presque de la provocation. Quant à Ari Vatanen, toujours aussi sûr, il regrette les incidents de Bamako, mais estime que « personnellement, dans [son] équipe, n'en a été affecté » et considère que c'est finalement « une victoire morale pour elle ». Même en cas de disqualification, le champion finlandais reste sûr de sa supériorité.

Les seules contestations apparues ce jour tranquille émanent des suivants qui voyagent en avion. Une journée d'attente à Tessalit, une autre à Niamey, un interminable ravitaillement en carburant à Gao, un autre à Kadi, à l'entrée en Mauritanie : la coupe est pleine pour les pilotes, les mécaniciens d'assistance et surtout les journalistes et photographes étrangers qui ont payé chacun plusieurs millions de centimes pour assister aux arrivées, de après pluie. Or, régulièrement depuis une semaine, ils arrivent comme les carabiniers d'Offenberg, lorsque les champions sont déjà au bivouac en train de se faire doctorer par leurs soignants.

Ils ne savaient pas que filmer l'aventure, sur le Paris-Dakar, consistait souvent à déplacer son bardo sur un terrain d'aviation posé, en attendant le bon vouloir des douaniers, de la police ou des pompistes, ou parfois même de

l'argent que les responsables de Dakar — la société qui assure les avions pour Thierry Sabine Organisation — oublient de donner aux pilotes pour régler les notes. Cette grogne, amplifiée par la fatigue de l'interminable-marathon, prend souvent le pas sur les péripaties d'une course qui bien peu, finalement, ont le privilège de voir.

ROGER CANE.

CLASSEMENTS DE LA SPÉCIALE

KAYES-KIFFA (282 km)

Motos. — 1. Pico (Yamaha), 3 h 37 min 29 s ; 2. Pico (Yamaha), à 1 min 29 s ; 3. Lally (Honda), à 5 min 29 s ; 4. Orloff (Yamaha), à 6 min 9 s ; 5. Orloff (Honda), à 15 min 39 s.

Autos. — 1. Peugeot-Ford (Peugeot 405), 2 h 35 min 35 s de pénalité ; 2. Vatanen-Berglund (Peugeot 405), à 11 min 25 s ; 3. Kankkonen-Pihonen (Peugeot 205), à 15 min 33 s ; 4. Fournier-Matras (Mitsubishi), à 17 min 26 s ; 5. Ambrosio-Gasparino (Peugeot 205), à 17 min 48 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

Motos. — 1. Orloff (Honda), 74 h 37 min 29 s ; 2. Pico (Yamaha), à 1 h 10 min 45 s ; 3. Lally (Honda), à 4 h 25 min 26 s.

Autos. — 1. Kankkonen-Pihonen (Peugeot 205), 41 h 50 min 3 s de pénalité ; 2. Vatanen-Berglund (Peugeot 405), à 2 h 7 min 54 s ; 3. Stenlund-Magne (Mitsubishi), à 2 h 49 min 41 s.

EN BREF

• **AUTOMOBILE** : Rallye de Monte-Carlo. — Après la sortie de route de son équipier Yves Loubet, le mardi 19 janvier, dans la quatrième épreuve spéciale, Bruno Saby (Lancia Delta HF) possédait 10 min 26 sec d'avance sur l'Italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta HF) à l'issue de la troisième étape. La Française Jean-Pierre Ballet (Peugeot 205 GTI) était troisième à 20 min 23 sec.

• **BASKET-BALL** : Coupe d'Europe. — Limoges, déjà qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, s'est imposé, le mardi 19 janvier, à Belgrade (102-93). En quart de finale, de la Coupe Korac, le Racing Club de France-Paris a gagné à Manchester (98-92) mais est éliminé.

• **SKI** : Coupe du monde. — L'italien Alberto Tomba a remporté, le mardi 19 janvier, la saison de la Coupe de Suisse (Suisse) comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Septième victorie de la saison pour le carabinier de Bolzano, qui devance les Autrichiens Günther Mader et Helmut Mayer. Second temps de la deuxième manche, la Française Christiane Galdet se classe à la septième place.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 JANVIER

• La réaction à l'accident de la rue de la Harpe. 11 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe (Arts et Métiers).

• De l'éclatisme au japonisme dans les arts décoratifs. 13 heures, Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, entrée des groupes (Approche de l'art).

• L'histoire mouvementée de l'école de beaux-arts. 14 heures, 14, rue de la Harpe (Mouvements littéraires).

• Le Musée Rodin dans l'Hôtel Biron. 14 h 30, 77, rue de Varenne (Mouvements littéraires).

• Art et civilisation d'Égypte au Louvre. 15 heures, face à l'Église Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris-pastime).

• Hôtels et églises de l'île Saint-Louis. 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

• Le vieux faubourg Saint-Antoine au dix-septième siècle. 14 h 30, métro Faubourg-Saint-Antoine (Gilles Bouteau).

• Le quartier Bonne-Nouvelle, évocation de la cour des miracles. 14 h 30, 21, boulevard Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).

• Hôtels prestigieux de l'île Saint-Louis. 14 h 30, métro Pont-Marie (Filmmakers).

• L'hôtel de Bourlemont. 15 heures, 58, rue d'Haussmann (Isabelle Haullier).

• Le jardin des porcelaines. 15 heures, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Heute Beaux et découvertes).

• L'enclos de Paris rive-gauche au douzième siècle. 15 h 15, 130, boulevard Saint-Germain (Simone Barbier).

• Cinquantenaire du Musée de l'Homme : le Pérou de la préhistoire à nos jours. 15 h 20, Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (L'art pour tous).

CONFÉRENCES

Eglise Saint-Martin, 78, rue Saint-Martin, 12 h 30 : « La loi est-elle pé-

nalisée ? », par André Frossard, de l'Académie française, entrée libre (Paroisse Saint-Martin).

18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et 18 heures : « Les fonctionnaires de Vatanen », par Alain Gérard (Maison du Nord-Pas-de-Calais).

Théâtre des Arts-Hébertot, rue Lavoisier, 15 heures ou 18 h 30 : « Ramen II », par Caroline Gaudier.

11, rue Jacques Bingen, 15 heures : « Giorno » (Simone Saint-Giron).

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Berthelin, Nazareth, Gallée » (Odette Boucher).

184, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : « Amazonie, présentation du film indien », édité par Marc Bravier (Société de géographie).

Châtillon, 2, rue Lavoisier, 19 heures : « La femme au temps des pharaons », par Christiane Desroches-Noblecourt (Médiathèque Max-Pol Fouchet).

18, rue de Vienne, 20 h 30 : « L'œuvre de la société française et le système éducatif », par Jacques Escoffier (Centre Veronique).

33, rue Erlanger, 20 h 45 : « La géographie suivante », avec Juliette Mènes et Jacqueline Costa-Lascoux (Études et recherches d'Autant).

L'association Solidam organise, le dimanche 24 janvier, de 13 heures à 18 heures, à la Mutualité, à Paris, un après-midi d'information et de spectacle sur la guerre d'Algérie. Cette manifestation, qui réunira devant le public des historiens et d'anciens militaires liés à la lutte anticoloniale, apportera des témoignages et des réflexions sur les huit années de guerre.

(*) Solidarité et amitié entre les peuples français et algériens, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris.

• Art et folie. — Dans le cadre de la présentation de la revue *Chimères* se tient jusqu'au 7 février, au Centre Georges-Pompidou, une exposition d'œuvres réalisées en grande partie par des malades psychiques à la clinique de La Borde — un des principaux centres de psychothérapie institutionnelle en France. La Revue parlie consacrera également plusieurs soirées à cette manifestation : le 21 janvier, de 18 heures à 20 heures, Félix Guattari présentera

des films, bandes son et vidéos ; le 25 janvier, à 18 heures, « Art et folie », présentée par Jean Oury, avec Ugo Amati, Roger Genta, François Tosquelles ; à 21 heures, « La revue *Chimères* », présentée par Félix Guattari, avec Gilles Deleuze, Gérard Fromangot, Barbara Glöckner, Henri Joffe, Marta Jean-Claude Rieck, Darélie Shvachon et Isabelle Stengers ; le 28 janvier, à 21 heures, intervention de Henri Melkiney et Jean Oury.

évolution

NSTT

EPREUVES
INSCRIPTIONS
RETRAIT DES
EVOLUTION
DU NOMBRE
DE CANDIDATS

ISC

L'évolution tranquille des classes préparatoires.

Apparaissent les couloirs du lycée Louis-le-Grand de la rue de l'Épée-Henri-IV, où se pressent l'élite des «taupes» et des «khâgnes», des «bio maths sup» ou des «prépas HEC», le monde feutré, délectable, immuable et motivé des étudiants, véritable incubateur de temples de la sélection et du bachotage à temps plein, dans ces pépinières pour forts en thème, les meilleurs ont toujours l'œil fixé sur la porte d'entrée, l'entrée d'un monde technique ou sur le porche mystérieux de l'école de la rue d'Ulm. Quant aux «cancres» de ces centres d'excellence, ils sont le plus souvent assurés, de décrocher un concours moins exigeant, pour poursuivre leur éducation en cursus universitaire de qualité. A raison de plus de trente heures de cours par semaine, d'autant de travail personnel et d'une dose intensive de «colles» et de «devoirs», le contraindre serait étonnant.

Dans l'ordonne des formations universitaires, les classes préparatoires continuent donc d'apparaître comme des îlots protégés, à l'abri des tempêtes qui ont secoué l'enseignement supérieur depuis une vingtaine d'années. Les chiffres le confirment : les effectifs, entre 1970 et 1985, les effectifs, toujours en milliers de personnes, ont augmenté de 10,5 pour cent, passant de 100 à 110,5. Les effectifs de la première année de cycle (DEUG, instituts universitaires de technologie, sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires) ont plus que doublé, passant de 20 à 42,5. Les effectifs de la deuxième année de cycle ont augmenté moyennement de 6,6 % par an, passant de 100 à 133,5. Le nombre d'étudiants au niveau bac + 1 et bac + 2 masque d'énormes disparités (voir graphique) : les STS ont véritablement explosé, multipliant leur effectif de près de cinq fois, les IUT ont progressé de 70 %, les universités ont augmenté de 10 %, les premières classes universitaires ont vu leur effectif augmen-

menter de 75%, soit 5% par an en moyenne.

Les «prépas» se sont étoffées, certes, mais beaucoup plus modérément : de 3 % par an en moyenne. Bien à l'abri dans le cocon des lycées, elles ont accompagné le gonflement général des effectifs étudiants, mais en prenant soin de protéger la qualité de leur recrutement afin de répondre au plus près à la demande des écoles prestigieuses ou exigeantes auxquelles elles préparent.

S'il n'a pas subi de révolution, loin de là, le monde des « prépas » n'est pourtant pas à l'écart des mutations. La dernière rentrée en apporte la meilleure preuve : une rentrée en fanfare, puisque les effectifs des premières années de classes préparatoires...

Après des années de stagnation, les classes préparatoires aux grandes écoles sont en pleine expansion. Leur nombre augmente et leurs filières se diversifient. Mais ce succès comporte des risques.

toires ont brusquement enregistré une croissance inhabituelle. Alors qu'ils progressaient, bon an mal an, de 1 à 5 % depuis une dizaine d'années, ils ont fait un bond spectaculaire avec une augmentation de plus de 10 % pour les seules prépas publiques. 740 élèves supplémentaires en maths sup, 870 en prépa HEC, 300 en hypokhâgne, ces chiffres peuvent paraître dérisoires

un regard des flux annuels de bacheliers. Il se sont donc d'être négligeables dans le monde très sélectif des prépas. Et ils résultent d'une politique très volontaire du ministère de l'éducation : celui-ci n'a pas hésité à créer cette année soixante classes supplémentaires. Pour les seules classes de première, il a créé dix-sept des plus recherchées des prépas scientifiques, il a ouvert vingt-quatre nouvelles classes, soit autant que pendant les dix années précédentes. Cet effort amplifie une évolution amorcée depuis deux ans, puisque le nombre d'élèves avait déjà augmenté de 1985 à 1987, passant de la trentaine à la centaine. Et il devrait, selon la direction des lycées, se poursuivre à un rythme comparable pour 1988.

La pression des usagers

Après des années de relative stagnation, après une période d'incertitude au début des années 80, lorsque la gauche triomphante et égarée imagine un moment de supprimer les grandes écoles, les classes préparatoires ont donc retrouvé tout leur tonus. Elles répondent en cela à une double demande. Celle des écoles, tout d'abord, elles-mêmes invitées par les responsables économiques à former davantage d'ingénieurs et de managers pour les entreprises de demain. Sans doute, compte la soutienne à

juste titre le Centre d'études sur les mutations d'ingénieurs (CEMI), ne faut-il pas mieux uniquement en termes de flux annuels de diplômés par rapport aux besoins actuels des entreprises. Sans doute convient-il de prendre la mesure du «stock» d'ingénieurs par *fonction* et, à moyen ou à long terme, au marché soumis aux aléas des évolutions technologiques. Mais, comme le démontre l'exemple de l'électronique (*le Monde* du 26 novembre 1978), les besoins sont insaisissables du besoin d'ingénieurs et plus encore de cadres commerciaux et financiers. Ainsi, les écoles d'ingénieurs ont augmenté leurs effectifs de 500 à entre 1970 et 1985 (passant de 10 000 à 150 000). Or, les écoles de commerce triplèrent les leurs (28 600 en 1985 contre 9 400 en 1970).

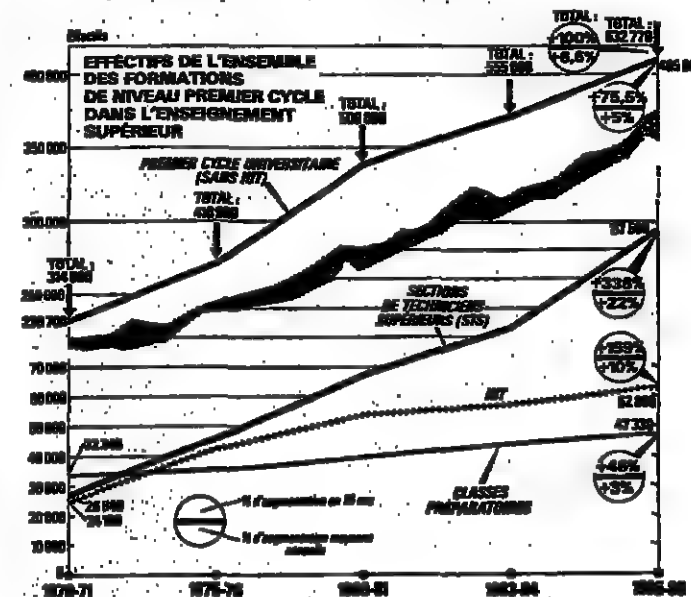
A cette demande du monde économique s'ajoute la pression des « usagers » — les jeunes et leurs familles — souvent relayés par les collectivités territoriales. Le prestige traditionnel des grandes écoles est d'autant plus sensible que les formations universitaires, en particulier en premier cycle, souffrent d'une mauvaise image de marque. Et la crise de l'emploi a encore renforcé l'attrait des classes préparatoires : la quasi-garantie des débouchés professionnels de bon niveau qu'elles assurent à la quasi-totalité de leurs élèves est évidemment devenue une carte décisive, au moins pour les prépas scientifiques et commerciales.

Il n'est donc pas surprenant de voir, comme à Lens, dans le Pas-de-Calais, l'association de parents d'élèves du lycée Condorcet, appuyée par la municipalité, se mobiliser pour obtenir l'ouverture de classes préparatoires. De même à Avignon, qui, malgré son université, ne dispose pour l'instant que d'une prépa HEC et milite pour l'ouver-

ture de classes de maths sup et de maths spé. Il n'est pas davantage surprenant, dans ce contexte, de constater que le ministère de l'éducation décentralise de plus en plus les nouvelles classes préparatoires qu'il ouvre : la création, cette année, d'une maths sup à Nîmes ou à Evreux, de prépas commerciales à Bayonne, Montluçon, Tarbes ou Toulon, aurait certainement paru utopique il y a quelques années.

Cette relance des classes préparatoires est accompagnée d'une volonté d'en diversifier les filières et d'en renouveler les programmes. Sur le second point, l'introduction de l'informatique a indéniablement été la grande affaire des dernières années. Les lycées ont constitué de nombreuses équipes de micro-ordinateurs, et les écoles scientifiques et commerciales qui avaient, depuis des années, mis l'informatique à leur programme, les prépas apparaissent un peu comme les parents pauvres. Cependant, c'est l'essor du polytechnique qui a entraîné le mouvement : en introduisant une épreuve facultative d'informatique à son concours 1986, puis énonçant que cette épreuve serait obligatoire dès le concours 1989, elle a contraint le ministère de l'Éducation et les professeurs de prépa à se pencher sur ce sujet. Les classes de math sup et math spé classiques ont constitué des équipes de matériels de très bonne qualité, les enseignants ont été formés à l'enseignement de l'informatique et les horaires de maths et de physique ont été allégés pour faire de la place à l'informatique. A l'entrée 1988, ce devrait être le tour des classes de mathématiques générales. Quant aux prépas HEC, l'introduction de l'informatique est liée à la refonte des programmes qui devront accompagner l'étalonnage sur deux ans de ces préparations.

GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 24.)



INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE

CONCOURS D'ENTRÉE I.S.C. 1988

Elèves des classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial

EPREUVES ECRITES :

INSCRIPTIONS :

RETRAIT DES DOSSIERS :

EVOLUTION

DU NOMBRE

DE CANDIDATS

16, 17 et 18 MAI 1988 (24 centres de concours)

Jusqu'au 15 MARS 1988

— soit auprès de l'établissement fréquenté par l'élève préparatoire

— soit au siège administratif de l'I.S.C. (Mme ROGIER - Service du Concours)

CONCOURS 1985 : 2 597 candidats - 195 recus

CONCOURS 1986 : 3 107 candidats - 206 recus

CONCOURS 1987 : 3.305 candidats - 212 recus

pour 1988 : 220 places offertes



Diplôme visé par l'État

Une Grande Ecole de Battants.

Institut Supérieur du Commerce

Institut Supérieur du Commerce
22 Bd du Fort de Vaux - 75017 Paris
Tél. 42 70 34 80 et 42 70 90 95

هكذا من الاعمال

L'évolution tranquille

Crise de croissance chez les gestionnaires

Les préparations aux écoles de commerce sont agitées par un double débat : la réforme des concours et le passage à deux ans.

En pleine expansion depuis une dizaine d'années, les classes préparatoires au haut enseignement commercial continuent à avoir le vent en poupe. Pour la seule année 1987, elles ont bénéficié de vingt-deux des soixante nouvelles « prépas » créées par le ministère de l'Éducation (quatorze en option générale et huit en option économique). Dans la foulée, les effectifs des « prépas HEC » publiques sont passés de 5 000 à 5 900 élèves cette année, soit une augmentation de plus de 17 %, contre 10 % dans les classes de mathématiques supérieures préparant aux grandes écoles d'ingénieurs et à peine 7 % dans les hypokhâgnes (première année de préparation aux concours littéraires des écoles normales supérieures). Encore faut-il souligner que les prépas HEC des lycées publics accueillent guère plus de 60 % des effectifs. Si l'on y ajoute ceux des établissements privés ou consulaire, ce sont en réalité près de 10 000 élèves qui préparent les concours des grandes écoles de commerce.

Des concours en pleine mutation, de fait des grandes manœuvres qui ont agité depuis quelques mois le monde des écoles de commerce (le Monde du 17 septembre et du 22 octobre 1987). En juin dernier, en effet, les deux écoles consulaires de Reims et de Rouen ont décidé de quitter le réseau des ESCAE provinciales (Écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises), afin de constituer avec l'EDHEC de Lille (privée) et l'Institut commercial de Nancy (universitaire) un groupe autonome doté, dès le concours 1988, d'une base commune d'épreuves écrites, « Écriture ». Leur objectif affiché était d'apparaître comme des écoles de niveau intermédiaire entre les « quatre grandes » (HEC, ESSEC, Écoles supérieures de commerce de Paris et de Lyon) et le réseau des ESCAE.

Rattraper les scientifiques

Piquées au vif, ces dernières ont réagi. L'été dernier, en mettant au point une réforme de leur concours commun, qui va être appliquée dès cette année. Pour éviter l'éclatement de leur réseau, les ESCAE ont décidé d'assouplir et de diversifier leurs règles d'admission. À côté des filières économiques et technologiques qui restent inchangées, l'option générale présentera désormais deux filières distinctes : le concours G, avec des épreuves de mathématiques de haut niveau, et le concours G', moins ambitieux en maths, mais avec des épreuves renforcées de langues et de synthèse de texte. Les écoles seront libres de fixer chaque année le nombre de places qu'elles offriront dans l'une ou l'autre de ces options.

Pour les uns, cette réforme n'est en réalité qu'une manière habile d'enterrer les différences de niveau entre écoles, les mathématiques demeurant le critère essentiel de sélection. Pour les autres, elle offre enfin l'occasion de diversifier le profil des candidats et d'ouvrir davantage les portes des écoles aux littéraires (1). Le nombre de places mises au concours de cette année, dans chacune des seize ESCAE,

tout à fait prématuré, voire inexact, de déduire de cette répartition des places des conclusions sur le niveau des écoles. Tout va dépendre du comportement des candidats au moment de l'inscription et du choix définitif en cas de succès. Il est cependant évident qu'un certain nombre d'écoles ont délibérément utilisé le nombre des places en G comme un argument commercial. Tel directeur s'explique sans ambages : « Face à la concurrence, on a bécoté. Il n'était pas question de prendre des risques cette année. Chacun, en tout cas, attend, non

rielle. Un premier rapport remis au printemps dernier a démontré cet effet. Ce qui justifiait une telle réforme : le passage à deux ans permettrait de réduire le baccalagat et les taux de redoublement très importants. Il permettrait également d'approfondir la formation des prépas commerciales et de les mettre sur le même plan que les prépas scientifiques ou littéraires. Il placerait enfin les grandes écoles de commerce dans une situation comparable à celle de leurs homologues étrangères, qui voient sortir leurs élèves au niveau bac + 5.

Un rapport complémentaire, établi au mois d'octobre dernier, analyse concrètement les scénarios et les scénarios souhaitables pour la mise en œuvre de la réforme. Il en ressort notamment que le passage en deux ans implique la création de cinquante-quatre à soixante et onze nouvelles classes préparatoires, selon les scénarios retenus. Ce rapport juge, d'autre part, préférable d'envisager une transition vers ce nouveau système établie sur deux ans plutôt que sur trois ans, comme certains le suggèrent. Il souligne enfin que « les moyens à mettre en œuvre ne sont pas négligeables, mais ne sont pas non plus exceptionnels, dans le contexte général du développement des classes préparatoires » au cours des dernières années.

Tout semble donc plaider en faveur d'une réforme jugée souhaitable par la plupart des écoles de commerce. « La situation est déjà perturbée par la mise en place des nouveaux concours. Autant régler dans la foulée la réforme des classes préparatoires pour sortir au plus vite de cette période de turbulences », commente un directeur de province. Pour quelques semaines encore, la réponse appartient à M. René Monory.

G. C.

(1) Les bacheliers scientifiques (C et D) représentent près de 75 % des élèves de « prépa HEC ».

Un artisanat de luxe

Les heures tours de Notre-Dame valent à l'Institut de préparation aux études supérieures (IPESUP). Ouvert en 1974 dans l'île de la Cité, cet établissement prépare notamment aux concours HEC et à l'examen d'entrée à Sciences-Po. Son taux de réussite est remarquable : en 1987, l'IPESUP possédait avec 76,3 % d'admis la première classe préparatoire HEC de France, et avec 57 % d'admis, la première classe préparatoire Sciences-Po. Ce qui fait dire à l'un de ses responsables : « La moitié des élèves de Sciences-Po sont passés par ici ».

L'IPESUP a été créé par deux anciens élèves de l'école normale supérieure, MM. Gérard Languier et Patrick Noël, qui ont su s'engouffrer dans un créneau quelque peu négligé par l'enseignement public, notamment pour Sciences-Po. L'admission à ces établissements suppose, en effet, une solide préparation, compte tenu de la nature spécifique des épreuves, très différentes de celles du secondaire, et du faible pourcentage de repus.

Quel est donc le secret de l'IPESUP ? Tout d'abord une progression régulière, et méthode des épreuves. Le succès n'a pas tourné la tête à la direction de l'Institut, qui place haut le barre pour les postulants. Examen et entretien pour HEC. Minimum 12 de

Environ 360 élèves.

IPESUP forme, sélectionne, bichonne, porte ses élèves. De nombreux examens blancs, avec correction détaillée, permettent à chacun de suivre l'évolution de ses progrès. Des « galops » groupés sur deux jours, comme à Sciences-Po, sont prévus. L'élève doit alors atteindre une certaine moyenne, sinon il risque de

ne pas achever son année à l'IPESUP.

Aujourd'hui, le nombre d'élèves est d'environ 350. Le coût de la scolarité est de 25 000 F pour HEC et de 18 000 F pour Sciences-Po. Pour les parents dont l'imposition fiscale est inférieure à 30 000 F, l'IPESUP propose une bourse pour réduire les frais d'étude. Des « stages intensifs » de durée variable sont également organisés à Noël, Pâques et en septembre pour des élèves qui ne fréquentent pas l'Institut. Trois mille étudiants les ont suivis en 1987.

« Au début, c'est dur, on a le tête sous l'eau », confie Sébastien, qui veut entrer à Sciences-Po. Mais chacun est dans le bain, alors on s'en sort. Tous ensemble, insouciantement à l'IPESUP, les étudiants font corps. Face à l'adversité des concours ? Parce que tous ont conscience qu'ils vivent « une année cruciale ». ? Toujours est-il qu'on est « soudé », affirme Valérie. Le travail avant tout. « Ici on a tout pour réussir. Même les fautes ont été corrigées par les professeurs », déclare un élève. Rien n'échappe à l'œil vigilant des responsables. Le travail de l'IPESUP est un artisanat de luxe. Les étudiants reconnaissent que c'est difficile, mais ne s'en plaignent pas. « On l'a voulu », assure Sébastien.

JEAN PERRIN.

LE COMMERCE INTERNATIONAL



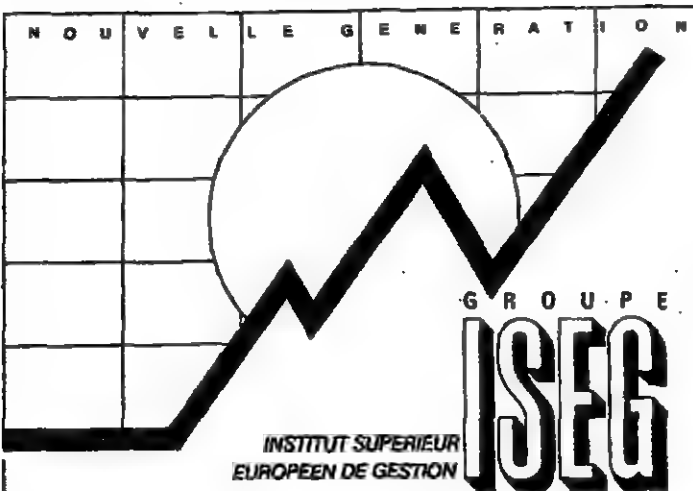
Accès sur concours après une préparation HEC.

Formation sur 3 ans.

Date limite d'inscription : 31 Mars 1988.

ISCID : INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL DE DUNKERQUE
Quai de la Citadelle - 59140 DUNKERQUE
Tél : 28 68 29 37.

Renseignements Minut : 28 66 58 60

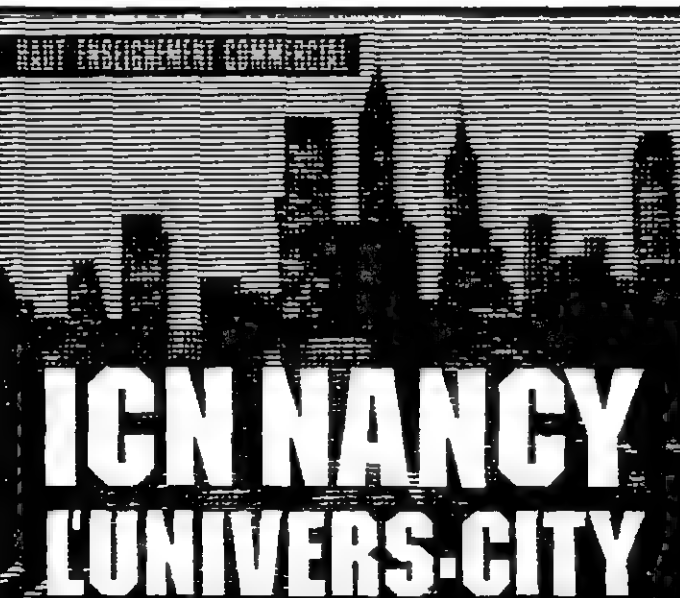
CYCLE GEAI
EUROPE
MBA

EUROPE USA, 3 ANS
Management européen et méthodes américaines
Diplôme des chambres de commerce étranger.
TOEFL, GMAT, titre ISEG grade 4.
4ème année MBA aux États-Unis
Admission: sur concours Bac + 1
Adm. 2ème année: BTS, DUT, 1er cycle univ.

CYCLE GEF
CPECF
DECS

GESTION FINANCE INTERNATIONALES, 4 ANS
Forme consultants, experts comptables...
CPECF, DECS, dipl. d'État Titre ISEG grade 4.
(Réussite: CPECF: 50 à 70%, DECS 42 à 60%)
UV ISEG spécialisées entreprises
Admission: Bac + dossier, entretien, examen
Admission 3ème année: BTS CG, DUT GEA.

Groupe ISEG Enseignement supérieur technique privé
PARIS 2, 4, rue d'Hauteville 75010 PARIS Tél. 42 48 81 40
BORDEAUX 23, rue des Augustins 33000 BORDEAUX Tél. 56 82 33 02
TOULOUSE 14, rue Claire Paulhac 31000 TOULOUSE Tél. 61 62 35 37
Développement régional en 1988: LILLE, RENNES, STRASBOURG
Renseignements: Tél. 42 48 81 40 (ISEG Paris)



Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : l'ICN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : l'ICN. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2^e année) doivent présenter le concours national de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance, Expertise Comptable (14 UV/16 grâce à la MSTCF !), Systèmes d'Information et Organisation.

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

THE BUSINESS SCHOOL WITHIN THE UNIVERSITY ICN

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____

ICN - 4, rue de la Revivelle - Case 01, n° 2 - 54035 NANCY CEDEX - Tél. 83.35.22.52
* dans 30 villes. Banque d'épreuves communes en 1988 avec 3 autres écoles.

Répartition par filière des places
mises au concours des ESCAE en 1988

	Filière G	Filière G'	Filière économique	Filière technologique	TOTAL
Amiens	24	21	24	1	70
Bordeaux	65	35	24	1	130
Brest	28	34	24	4	82
Clermont-Ferrand	40	36	22	3	101
Dijon	50	26	23	1	100
Grenoble	46	25	18	2	91
Le Havre	34	34	30	2	96
Lille	49	50	42	4	145
Marseille	56	50	32	2	140
Montpellier	25	26	22	2	75
Nantes	72	27	34	2	135
Nice	43	18	17	2	80
Paris	30	48	11	3	92
Poitiers	15	35	9	1	60
Toulouse	70	45	24	2	141
Tours	50	25	24	1	100
Total	689	535	384	34	1 642

isth Institut privé des Sciences et Technologies Humaines depuis 1974

NOUVEAU PROGRAMME 1988

SCIENCES-PO

- Formation de haut niveau en sciences humaines
- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes

ENTRÉE EN AP

- Année complète OCTOBRE à JUIN
- Séances semestrielles - JANV-ÉV. à JUIN
- Séance intensive JUILLET-AOÛT

Tél. : 42.24.10.72
45.85.59.35

SAINT-MICHEL DE PICPUS

47, Bd de Picpus 75012 Paris
Tél. : 43 43 97 65

CLASSES PRÉPARATOIRES HEC

Voie économique
Voie générale

et CLASSE PRÉPARATOIRE AU CONCOURS D'ENTRÉE À SCIENCES-PO

INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE

"PREPA" SCIENCES PO

→ Une vraie classe préparatoire, un enseignement méthodique et efficace. Préparation annuelle, parallèle et d'été. Établissement privé. Inscription sur dossier et entretien.

45, rue du Faubourg-Montmartre
75009 PARIS
Métro Richelieu-Drouot
Tél. : 47.70.83.12 - 47.70.02.49

L'ANGLAIS DES CONCOURS ET DES EXAMENS : UNE AFFAIRE DE SPECIALISTES.

- Écrit et oral pour BAC, HEC, SCIENCES-PO, POLYTECHNIQUE, DEUG, LICENCE CAPES.
- OXFORD : stages intensifs et individualisés en cours particuliers.
- BRISTOL : stages semi-individualisés par petits groupes.
- LONDRES : stages d'oral intensifs par petits groupes.

LA RÉFÉRENCE POUR L'EXCELLENCE EN ANGLAIS
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
reconnue par la British Council

22, rue Théophraste Renaudot 75001 Paris
Tél. : (1) 45 33 13 02

des classes préparatoires

Les « khâgnes » lorgnent sur Sciences-Po

Les préparations littéraires n'avaient jusqu'à présent qu'un débouché, particulièrement limité : les Ecoles normales supérieures. Certaines tentent de s'orienter vers les Instituts d'études politiques.

DEPUIS 1983, certains lycées proposent à leurs élèves d'hypokhâgne des cours de préparation aux Instituts d'études politiques (IEP), et notamment à celui de Paris, le plus coté. Inscrits en première année de classes préparatoires littéraires, ces étudiants trouvent ainsi des débouchés nouveaux, au prix d'un effort supplémentaire. Ce « mariage », qui rencontre un succès croissant chez les familles et les professeurs, convient aussi aux IEP, qui voient là une solution à leur problème de recrutement.

Contrairement aux classes scientifiques ou commerciales qui préparent à des écoles variées, les « prépas » littéraires mènent théoriquement aux seuls concours des Ecoles normales supérieures (ENS) littéraires. Or celles-ci, très sélectives, n'absorbent qu'une faible partie des candidats. Dans certains lycées, le nombre des élèves qui parviennent à intégrer l'Ecole normale après deux années de labeur intensif, atteint même les 10 %. Ailleurs, il peut se passer plusieurs années sans qu'aucun candidat ne figure au rang des heureux élus : souvent conçues par les lycéens comme une simple phase de formation intellectuelle, ces classes sont parfois détournées de leur vocation première.

Pour utiliser les ressources de ces préparations littéraires, tout en diversifiant leurs débouchés, le ministère de l'Éducation nationale a donc décidé d'y créer des cours de préparation aux IEP. « Nous avons constaté que les élèves refusés à l'ENS présentaient souvent Sciences-Po », explique M. Jean-François Cuisinier, sous-directeur des enseignements et diplômes au ministère. Il était normal que le service public contribue à élargir des préparations appropriées. Dans certains lycées, les élèves d'hypokhâgne peuvent ainsi suivre

quatre heures de cours supplémentaires répartis entre le français, la philosophie, les langues vivantes, l'histoire et la géographie.

Ces enseignements, dispensés par les professeurs des classes préparatoires, sont adaptés à la nature des épreuves d'entrée dans les IEP. Toutefois, la spécificité de l'hypokhâgne doit être préservée. « Il s'agit seulement d'une formation complémentaire », souligne M. Cuisinier. Nous refusons de créer des classes spécifiques pour Sciences-Po.

Des réussites artificielles

Sept cent quatre-vingts élèves, sur les trois mille huit cents que comptent les hypokhâgnes, ont choisi cette option qui semble donner d'assez bons résultats : selon le ministère, 40 % d'entre eux réussissent l'examen d'entrée à Sciences-Po de Paris, contre seulement 20 % de l'ensemble des candidats. Un nombre grandissant d'établissements souhaitent mettre en place ces options, qui ont attiré à la rentrée 1987 plus de trois cents nouveaux élèves : une vraie manne pour certains lycées qui peinent à remplir leurs classes d'hypokhâgne.

Cette formation présente aussi des avantages pour les IEP, et tout particulièrement celui de Paris, qui cherche à normaliser son recrutement. Les candidats aux examens de Sciences-Po se dirigent en effet massivement vers des centres de formation privés, dont l'Institut déplore la position dominante. Une étude, réalisée auprès des élèves de première année par l'association étudiante Sciences-Po-Impulsion 92, montre que les quatre cinquièmes d'entre eux ont effectué au moins un an d'études entre leur bac et Sciences-Po, et que plus des trois quarts ont suivi une préparation privée, annuelle ou estivale.

Un véritable réseau de classes préparatoires privées s'est donc mis en place pour entraîner les candidats à un examen dont la difficulté va croissant. La moitié des jeunes qui réussissent l'examen d'entrée sont passés par l'IEPUP, qui est le plus performant de ces centres. L'affluence vers cet établissement est telle qu'il a instauré depuis quelques années... un examen d'entrée à la préparation de l'examen !

Les responsables de Sciences-Po regrettent que ce type de préparation impose une sélection par l'argent. Contrairement aux « prépas » publiques - qui sont gratuites - les établissements privés coûtent au moins 4 000 F pour un mois et demi de cours d'été, et autour de 20 000 F pour une formation annuelle. « De plus, explique un membre de l'administration des IEP, ces centres proposent un bachotage intensif, qui conduit souvent à des réussites artificielles. Certains élèves, que l'on surnomme à Sciences-Po les « vœux aux hormones », déversent leurs connaissances le jour de l'examen et se montrent incapables de faire leurs

preuves par la suite. Enfin, les établissements privés sont accusés de « caricaturer » Sciences-Po, en inculquant à leurs élèves des formes de raisonnement excessivement rigides.

C'est pourquoi les responsables de l'Institut se déclarent favorables à la multiplication des options Sciences-Po dans les classes d'hypokhâgne. Pour leur part, les dirigeants des centres de formation privés affichent un scepticisme inquiet : « L'état d'esprit des classes d'hypokhâgne et celui de Sciences-Po sont trop divergents pour pouvoir cohabiter », affirme l'un d'entre eux. Les enseignants d'hypokhâgne ne partagent pas toujours ce point de vue : « Il n'y a pas de contradiction », souligne un professeur du lycée parisien Claude-Monet, puisque les modalités d'accès à Sciences-Po viennent d'être réformées (le Monde du 24 octobre 1987). Les candidats qui se présentent un an après leur baccalauréat passent maintenant des épreuves tout à fait adaptées à ce qu'ils ont pu apprendre avec nous.

Dans d'autres lycées, cependant, l'option est victime de son succès : lorsque la moitié des élèves préparant intensivement l'entrée dans les IEP, des pressions sont parfois exercées pour que les cours d'histoire ou de philosophie du cursus général soient réorientés dans le sens d'une plus grande conformité aux exigences des IEP. Certains enseignants soulignent même que leurs classes préparent, de façon identique, aux ENS et à Sciences-Po. Toutefois, cette position n'est pas majoritaire, et les responsables de Sciences-Po ne souhaitent pas enfermer leurs candidats dans des « ghettos » menaçés par le bachotage.

RAPHAËLE REROLLE

Des « superprofs » pour l'élite

« **Q**U'EST-CE qui fait la valeur des classes préparatoires ? La qualité des enseignants », tout d'abord. M. Laurent Schwartz a indéniablement raison de le souligner (1). Au-delà des qualités et de la motivation d'élèves triés sur le volet, au-delà d'un rythme de travail intense, au-delà d'exigences stimulantes de concours difficiles, les « profs de prépa » jouent un rôle décisif dans la réussite du système. Fondus dans la grisaille des lycées, loin de l'université et des laboratoires les plus renommés, ces enseignants sont pourtant méconnus, sauf de leurs élèves.

Comment expliquer, tout d'abord, que ces quelques centaines d'agréés (neuf cents en maths, huit cents en physique, environ cinq cents en lettres, auxquels viennent s'ajouter philosophes, historiens et professeurs de langues), souvent passés par une école normale supérieure, par la recherche, un doctorat et l'université, troquent des carrières peut-être plus prestigieuses pour seiser ou dix-sept heures hebdomadaires, des « collés » à la chaîne et des paquets de copies impressionnantes ? Pour Claude Deschamps, professeur de maths à Louis-le-Grand, la réponse est sans détour : « J'ai passé cinq ans à la fac comme assistant, puis maître-assistant et chargé de cours. Je m'y suis, très vite, senti mal à l'aise. A l'université, on est chercheur avant d'être enseignant, alors que j'étais plus enseignant que chercheur. Dans le supérieur, on a souvent l'impression de patiner dans le vide. En prépa, devant des élèves constamment curieux et motivés, j'ai redécouvert le plaisir d'enseigner. »

La traditionnelle différence entre classes préparatoires et universités affleure constamment, sur le mode même de la rivalité, du moins de la comparaison, dès que les profs de prépa précisent leur motivation. Comme le dit un professeur de khâgne parisien : « Dans les matières principales, nous sommes attachés à une classe et à une seule. Très loin de l'anonymat des amphithéâtres universitaires. Nous faisons tout, pendant une année entière, pour les préparer à affronter le concours dans les meilleures conditions. Nous sommes maîtres à bord : on tient toute la chaîne, on est responsable de tout le processus de formation. C'est contraignant, mais aussi très motivant. »

En outre, précise M. Amalberti, professeur de maths dans une prépa HEC en Avoignon : « Nous sommes confrontés au défi permanent des résultats aux concours. Le système d'évaluation est immédiat : si ça ne

De meilleurs élèves, de meilleurs salaires, un travail plus stimulant... Malgré des contraintes considérables, les « prépas » attirent, de plus en plus, les meilleurs professeurs.

marque pas à la fin de l'année, c'est de notre faute. » M. Chauva, enseignant en maths spé à Jeanson-de-Sailly, va plus loin : « Au moment des résultats des concours, c'est un peu l'angoisse. Mais cette auto-évaluation présente des avantages évidents. Elle supprime l'essentiel des problèmes psychologiques entre élèves et profs. Ce n'est plus l'enseignant qui détermine le véritable pouvoir de contrôle, c'est le concours. Et, plus ou moins discrètement, bien des enseignants de prépa critiquent la façon des responsables qui caractérisent trop souvent à leurs yeux, le monde universitaire.

Des candidats de plus en plus nombreux

Le tableau n'est sans doute pas sans contrepartie. La charge de travail très lourde, le cadre contraignant et rigide des concours, l'équilibre difficile à réaliser entre la culture scientifique essentielle et le bachotage nécessaire, le renoncement à la recherche active (« Mais combien d'universitaires en font vraiment ?... » interroge perfidement un enseignant de maths spé) sont autant de pesanteurs que personne ne nie. Les candidats sont pourtant de plus en plus nombreux à vouloir enseigner en classes préparatoires.

« Pour un normalien brillant, qui a fait quelques années de recherche, les perspectives de carrière universitaire sont souvent déprimantes : horizon bouché, carrière très lente sauf exception, et nécessité de jouer la porte-serviette et les correcteurs de copies des professeurs... Tout cela est très dissuasif », souligne un jeune enseignant parisien. « Malheureusement, précise M. Osvet, inspecteur général de mathématiques, s'il y a autant de candidatures (trois cent trente candidatures pour quatre-vingt places en maths cette année), c'est parce qu'il n'y a pas de débouchés dans le supérieur. » Le statut des professeurs de classes préparatoires présente des avantages matériels qui sont loin d'être indifférents. Choisis par l'inspection générale de leur discipline, nommés par arrêté ministériel, échappant au mouvement général des enseignants du secondaire et à l'autorité

hiérarchique de leur proviseur, les enseignants de prépa apparaissent comme des « superprofs ».

Ils bénéficient d'un régime de rémunération complexe, mais avantageux. Leur salaire de base ne couvre qu'une partie de leurs heures de cours hebdomadaires : dix heures pour un prof de maths, en « taupe », par exemple. Le reste de leur service (jusqu'à dix heures par semaine, selon les disciplines et les classes) leur est réglé sous forme d'heures supplémentaires au taux moyen de 15 000 F par heure et par an. A quoi viennent s'ajouter les collés. Et, dans le cas des titulaires de « chaires supérieures » (une bonne part des professeurs de matières principales des classes supérieures), l'accès aux écoles supérieures (A) de la fonction publique, soit le même niveau hiérarchique qu'un professeur d'université de seconde classe. Au total, un enseignant de prépa double bien souvent son salaire d'agréé, ce qui, dans le monde de l'éducation nationale, est franchement attractif.

Critères scientifiques et pédagogiques

Toutes ces raisons expliquent que bien des jeunes agrégés postulent, de plus en plus tôt, pour enseigner en classes préparatoires. Le lycée Louis-le-Grand vient ainsi de recruter deux mathématiciens de vingt-cinq et vingt-six ans pour des classes de maths sup ! Particulièrement sensible dans les disciplines scientifiques, ce rajout de personnel modifie progressivement le profil des profs de prépa.

En mathématiques, ceux-ci sont d'ailleurs recrutés depuis quelques années sur une liste d'aptitude établie par une commission mixte formée de membres de l'inspection générale et de l'enseignement supérieur qui fonde leur choix sur des critères scientifiques autant que pédagogiques. Sans doute, khâgne ou maths spé sont encore proposées, à mi-carrière, à des agrégés du secondaire, particulièrement compétents et expérimentés, mais de plus en plus fréquemment on entre directement en prépa après Normale sup, quelques années de recherche et un bref passage au CNRS ou dans le supérieur. Avec le risque de routine, voire de sclérose, que repré-

sente la perspective de passer trente à trente-cinq ans dans une classe préparatoire.

Un risque que n'écarter pas M. Claude Deschamps, président de l'Union des professeurs de prépa. C'est pourquoi il s'efforce d'obtenir que ceux-ci puissent bénéficier d'années sabbatiques ou de possibilités de mobilité dans différents organismes, comme les grandes écoles. Des avantages qui, s'ils étaient accordés, contribueraient à associer encore davantage le prestige des professeurs de prépa.

G. C.

(1) Dans Pour servir l'Université, 1983, Seuil.

isth Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1954

NOUVEAU PROGRAMME 1988

SCIENCES-PO

2^e Année

- Enseignements (intégrés)
- JANVIER à JUIN

Taux de réussite confirmés

HEC-ESCP 2^e Année

- Enseignements individuels
- Enseignements séquentiels écrits et oraux
- JANVIER à MAI
- Stages intensifs 30 à 5 semaines en JUILLET/AOÛT

TÉL. : 42.24.10.72
45.85.59.35

COURS PASCAL

COLE PASCAL

21, rue Longue, 69001 LYON
78-26-12-07

158, cours Fauriel
42023 SAINT-ETIENNE
Tél. : 77.42.01.23

Mines de St Etienne

La rencontre des talents

Journée "Porte ouverte"

Le 23 janvier 1988
de 13 h à 18 h

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement libre d'enseignement supérieur
8, rue de Loto - 75116 Paris
Tél. 45.53.60.00

ISG

La clef de la réussite

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1988 : 12, 13, 14 septembre
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1988.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 30-38-38-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

SCIENCES-PO BORDEAUX

Spécial prépa
Accès direct en 2^e année

Contactez Jean-Marie PERET
directeur des études
IEP, BP 101, 33405 TALENCE CEDEX
Tél. 56-80-60-57

POURQUOI UNE PRÉPA ?

Une grande école en sortant du bac : c'est possible à Sciences-Po Grenoble

Tél. 76-82-60-00

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Classes préparatoires aux Grandes Ecoles
MATHÉMATIQUES SPÉCIALES, SUP INFO
ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES
ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE
(option générale, option économique)
COURS SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS EN PHARMACIE
PRÉPARATION À L'ENTRÉE DE L'INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

SECTIONS classique, moderne, économique, informatique
De la troisième aux terminales A, B, C, D.

COURS DE VACANCES

Créée en 1816, l'École des mines de Saint-Étienne est une vieille dame dont le prestige n'a cessé de croître.

La vocation de l'école est de former des ingénieurs généralistes de haut niveau. Les jeunes ingénieurs sortants trouvent facilement des postes importants dans l'industrie et les sociétés de service, où ils exerceront rapidement des fonctions de responsabilité.

Résolument ouverte sur l'extérieur, la formation sur trois ans comprend plus de vingt-quatre semaines de stages en entreprises (en France et à l'étranger). Il faut de plus noter la possibilité d'effectuer une des trois années de formation dans des universités telles que Bedford (G-B), Berlin (RFA), McGill (Canada), Minneapolis (USA).

Enfin, l'école dispense des formations complémentaires d'un an pour ingénieurs du type « double compétence » (section spéciale d'études informatiques et Année spéciale Automatisation des procédés).

L'école, c'est aussi une recherche de haut niveau reconnue nationalement et internationalement dans de nombreux domaines de pointe (informatique - intelligence artificielle - matériaux de pointe - biotechnologie...).

هكذا من الاول

Chasse gardée des garçons

LES théorèmes et les axiomes seraient-ils devenus des lieux communs pour les jeunes filles ? Alors qu'elles sont bien représentées dans les classes littéraires et commerciales, les femmes se taillent trop souvent la part de la « sous-culture » des « prépas » scientifiques. Le vieux préjugé à la vie dure : les sciences, comme autrefois la guerre, restent la chasse gardée des hommes.

En 1987, les premières années de classes préparatoires scientifiques comptaient 12 762 élèves dont seulement 2 940 filles, et celles des classes techniques 3 512 inscrits dont 377 filles. Encore ce chiffre est-il relevé, pour les scientifiques, par l'option biologie, qui recrute près de la moitié de ses élèves chez les lycéennes. Ailleurs, les sœurs aînées font souvent figure d'oiseaux rares, même lorsqu'elles sont bien accueillies. Au lycée parisien Chaplat par exemple, la classe de mathématiques est peuplée de quarante-huit garçons pour seulement deux filles.

Ces pionnières font en général très bonne figure parmi leurs congénères masculins : motivées, assidues, brillantes, leurs professeurs ne tarissent pas d'éloges sur leur compte. Pour avoir choisi des formations aussi peu féminisées, celles-ci sont particulièrement tenaces et douées. Comme le montre une enquête réalisée par les chercheurs du laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Alen-Provence sur l'enseignement technique industriel, les jeunes femmes qui choisissent des métiers « masculins » ont souvent des trajectoires particulières. Très poussées par leurs parents, elles estiment notamment qu'il faut faire « comme les hommes » pour s'en sortir et refusent les métiers traditionnellement féminins. D'autres soulignent l'importance du facteur culturel.

Malgré cela, certains continuent de penser que les femmes seraient moins attirées par l'abstraction que les hommes, et plus rebutées par le manque d'ouverture au monde des scientifiques. Dans nombre de familles, les filles d'ingénieurs ou de cadres refusent le métier d'ingénieur et se font pour les femmes à Paris, les parents tiennent à ce qu'elles gagnent leur vie plus vite que les garçons, en particulier dans les sections techniques, comme

l'explique M^{me} Josiane Serre, directrice de l'Ecole normale supérieure de Sévres.

Des obstacles peuvent aussi exister dans certains lycées, où les proviseurs estiment que la place des jeunes filles n'est pas dans les ateliers ou parmi les traités de mathématiques. « Est-ce vraiment une bonne chose pour elles de passer leurs journées à travailler sur des machines ? », demande la responsable d'un lycée parisien, où cohabitent des « prépas » scientifiques et techniques. Les jeunes filles elles-mêmes montrent souvent peu d'enthousiasme à fréquenter des classes presque exclusivement masculines, au grand regret des enseignants, qui affirment souvent que leur présence améliore l'ambiance. « Dans mon lycée, se souvient en souriant une ancienne élève de maths sup, il n'y avait même pas de glace dans les toilettes. » Enfin, les lycéennes peuvent être influencées par l'image médiatique de la femme « idéale », celle des magazines et de la publicité, qui n'est pas une mathématicienne ou une technicienne, mais plutôt une diva du business.

Soigner leur réputation

De nombreux responsables d'établissements regrettent cette situation, et confirment qu'au sortir des écoles d'ingénieurs les femmes s'insèrent aussi bien dans la vie professionnelle que les garçons. Pour certaines d'entre elles, les bourses de la vocation scientifique et technique, créées en 1985 par M^{me} Yvette Roudy et distribuées à des lycéennes particulièrement motivées, peuvent constituer un encouragement. Mais cette aide, attribuée à cinquante jeunes filles en 1987, demeure insuffisante et ne change pas le problème d'image qui affecte les femmes ingénieurs. Pour remédier à cela, M^{me} Serre suggère que des conférences dans les lycées, ou plutôt d'elles à la télévision. Et M. Paul Delbeuve, proviseur du lycée parisien Louis-le-Grand, estime que le personnage de chercheuse ou celui de femme ingénieur pourraient être introduits dans certaines fictions. Il s'agit en somme pour les femmes de sciences de soigner leur réputation.

RAPHAËLE RÉROLLE.

L'évolution tranquille des classes préparatoires

(Suite de la page 21.)

La diversification des filières a connu des fortunes plus diverses. L'ouverture des classes préparatoires aux bacheliers du technique est engagée depuis une dizaine d'années. Créées en 1977 par Lionel Stoléru, alors chargé de la revalorisation du travail manuel, les maths sup et maths spé TA et TB (ouvertes aux bacheliers F) et TC (ouvertes aux bacheliers G qui préparent au deux ans les concours des écoles de commerce) sont encore mal reconnues et peu attractives : à la rentrée 1987, malgré l'augmentation sensible du nombre de classes depuis deux ans, elles ne comptent encore qu'un millier d'élèves sur les 20 000 de l'ensemble des premières années de prépas scientifiques.

Selon l'expression de M. Ovaert, inspecteur général de l'enseignement supérieur, qui suit auprès de la direction des lycées la politique en matière de prépas, « ces classes continuent à pâtir de la concurrence des classes techniques des lycées », les sections de techniciens supérieurs (STS), beaucoup plus nombreuses, plus proches et plus sécurisantes pour les élèves. L'ouverture expérimentale, l'an dernier, de quelques classes de maths sup technologiques réservées aux titulaires d'un BTS est d'ailleurs révélatrice. Il s'agit d'offrir à ces diplômés de l'enseignement technique court des passerelles pour accéder, en un an, des compléments de formation générale, afin de pouvoir entrer (sur titre pour l'instant) dans des écoles d'ingénieurs.

Une innovation plus récente — l'option économique des prépas HEC créée en 1981 — confirme, en revanche, son succès. De 9 classes ouvertes en 1981, on est passé à 33 aujourd'hui, et cette option rassemble 20 % des effectifs des prépas commerciales publiques. Quant aux classes de préparation aux études comptables supérieures créées à la rentrée 1986 par le ministère de l'Éducation, elles se développent rapidement. En deux ans, 26 ont été ouvertes dans les lycées techniques ; elles accueillent un millier d'élèves, titulaires d'un BTS de comptabilité ou d'un DUT de gestion des entreprises pour la plupart, en deux ans au DECS (diplôme d'études comptables supérieures).

Les deux points noirs pour les prépas scientifiques sont indéniablement les « bio maths sup », qui préparent principalement aux écoles d'agronomie, et les classes préparatoires aux écoles vétérinaires. Dans les prépas « bio », la stagnation des effectifs depuis le

début des années 80 démontre malheureusement, comme on le dit au ministère, que le système est « suréquipé ». Le taux d'évaporation des élèves à la fin de la première année et le taux d'échec au concours confirment cette évaluation. La situation est d'autant plus inquiétante que si les écoles d'agronomie ne parviennent pas (sauf dans le secteur de l'agro-alimentaire) à augmenter les débouchés pour leurs élèves, de nombreuses écoles d'ingénieurs généralistes, à commencer par Polytechnique, ont introduit avec succès la biologie dans leur programme.

Quant aux écoles vétérinaires, elles réduisent régulièrement, et de manière très dissuasive, les effectifs de leurs promotions. Devant la concurrence de plus en plus vive de jeunes vétérinaires européens (belges, allemands ou hollandais) qui s'installent en France depuis trois ou quatre ans, beaucoup s'accrochent à reconnaître que notre formation de vétérinaires est mal adaptée. Mais aucun des projets de réforme envisagés au cours des dernières années n'a, jusqu'à présent, vu le jour.

Le poids de Polytechnique

Restent les classes préparatoires littéraires, qui manquent manifestement de débouchés. Le réseau des khâgnes du groupe S — sciences sociales — n'a permis, pour l'instant, qu'une modeste ouverture (à peine deux cents élèves). Le passage éventuel à deux ans des prépas commerciales et la volonté des meilleures écoles de gestion de diversifier leur recrutement pourraient, à terme, améliorer sensiblement leurs perspectives, tout comme la relance inévitable, d'ici une dizaine d'années, du recrutement des professeurs certifiés et agrégés. Enfin, le développement, en hypokhâgne, des options de préparation à Sciences-Po constitue, en première année, une ouverture intéressante, mais encore insuffisante (voir page 23).

Augmentation des effectifs, assouplissement des filières et des

débouchés, introduction de l'informatique : les choses bougent dans les prépas. Mais cette mutation se heurte à un double obstacle. Tout d'abord, le rôle prédominant du bac C dans la sélection en amont et le recrutement des élèves de classes préparatoires. Les bacheliers C restent, en effet, le vivier privilégié des grandes écoles : 58 % des élèves de prépas en étaient issus en 1987 contre 61 % en 1978, et la proportion dépasse 93 % pour les maths sup de types M et P. Or ce réservoir est limité : en vingt-cinq ans, entre 1960 et 1986, le nombre de bacheliers C a doublé, passant de 17 000 à 34 700, alors que le nombre total des bacheliers a été multiplié par huit.

L'autre obstacle est moins facile à cerner, mais il est tout aussi présent et explique le trouble sensible chez bien des enseignants de classes préparatoires quand on évoque avec eux l'avenir du système. Autrefois, expliquent notamment les scientifiques, les choses étaient claires : il y avait un nombre de prépas limité, pour des débouchés sans doute peu nombreux mais dans des écoles bien reconnues et dont les concours étaient peu ou prou alignés sur celui de Polytechnique. Le système était fort élitiste, certes, mais homogène et cohérent. Aujourd'hui, c'est tout autre : les programmes sont plus nombreux, de niveau plus variable, dans des filières diversifiées. Pour M. Claude Deschamps, professeur à Louis-le-Grand et président de l'Union des professeurs de spéciale, le bûche est simple : « Vous avez un quart des élèves qui s'en sortent bien, une moitié qui ramène comme ils peuvent et un quart qui coule. Ceux-là seraient beaucoup plus à l'aise dans des écoles dont l'enseignement serait mieux cadré et qui accepteraient de se démarquer de Polytechnique. Mais ce n'est un sujet tabou ! »

M. Daniel Grimm, directeur des études à l'Ecole centrale et responsable du suivi des classes préparatoires à la conférence des grandes écoles, va dans le même sens : « Pour nous, les prépas sont une référence essentielle, et il ne faut pas qu'elles deviennent moins

utiles. Mais elles n'ont pas le monopole. Les écoles reconnaissent de plus en plus volontiers que certains jeunes ont choisi une filière de formation universitaire plus en phase avec leur personnalité. L'exemple des écoles d'ingénieurs est symptomatique : si les prépas (classiques ou intégrées aux écoles) restent largement majoritaires, le flux des admissions « parallèles » pour les étudiants titulaires du DEUG, d'un DUT, d'un BTS ou d'une maîtrise représente désormais le quart des jeunes ingénieurs présents dans les écoles. Une telle évolution, impensable il y a vingt ans, ne peut qu'inciter les classes préparatoires à de nouvelles adaptations.

GÉRARD COURTOIS.

Les pionniers de Diderot

AVEC leur BTS en poche, Gil, Olivier, Pierre et Nicolas ont décidé, comme les trente-deux autres élèves de leur classe, de devenir ingénieurs. Une aventure qui commence au lycée technique Diderot à Paris. Cet établissement vient, en effet, d'ouvrir une classe « math spé TS » qui permet aux jeunes techniciens de « viser plus haut ». Une expérience originale commencée en 1988 à Lille et à Versailles pour commencer au lycée technique Diderot à Paris. Cet établissement vient, en effet, d'ouvrir une classe « math spé TS » qui permet aux jeunes techniciens de « viser plus haut ». Une expérience originale commencée en 1988 à Lille et à Versailles pour commencer au lycée technique Diderot à Paris. Cet établissement vient, en effet, d'ouvrir une classe « math spé TS » qui permet aux jeunes techniciens de « viser plus haut ». Une expérience originale commencée en 1988 à Lille et à Versailles pour commencer au lycée technique Diderot à Paris.

L'ouverture de cette classe « math spé TS » comporte, cependant, une restriction de taille : à la fin de l'année scolaire, les élèves pourront se voir offrir une place dans les écoles d'ingénieurs sur dossier (ou après un concours ?). Actuellement, nul n'est capable de répondre à cette question. En 1987, les étudiants de Lille et de Versailles ont pu accéder à certains établissements sur dossier. Mais ces écoles proposaient un nombre de places supérieur à celui des postulants. Aucun concours n'a encore été créé pour les élèves ayant suivi cette formation. Ce flux académique les inquiète un peu. D'autant plus, disent-ils, que les grandes écoles ne nous connaissent pas encore. Mais ils gardent le moral. « Nous avons déjà un BTS », assure Pierre. Ce qui nous ne possédons pas en théorie, comme les « math spé », nous le rattrapons avec la pratique. Et, selon un de leurs professeurs, les jeunes ainsi formés « sont très valables sur le marché du travail ».

L'ANGLAIS POUR TOUS Pour moins de 250 F vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec LES COURS DE LA BBC Deux sessions et un livre avec explications en français Documentation gratuite ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M) 8, rue de Berni, 75008 Paris Tél. (1) 45-68-60-05

REVEILEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992 ! Depuis l'été 1991 à un entraînement à la conversation avec des enseignants anglais expérimentés. Stages « langues » (anglais) avec supports pédagogiques vidéo et vidéo. Sur la même principe, 3 autres langues. RENSEIGNEZ-VOUS vite ! Mary ROLLIN N°VERT 05.19.66.00 Centre de Formation aux Langues 12 rue Lissola (Champs-Élysées) 75008 PARIS

LES NOUVEAUX DOMAT

DOMAT POLITIQUE

Politique comparée - les démocraties : États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, R.F.A. Yves MENY - 538 pages - 160 F TTC.

DOMAT DROIT PUBLIC

Droit constitutionnel et institutions politiques Jean GICQUEL - 870 pages - 220 F TTC.

Droit administratif général, tome I (organisation, actes, justice, police, responsabilité) - 3^e éd. René CHAPUS - 998 pages - 195 F TTC.

Droit administratif général, tome II (fonction publique, domaine, travaux publics, expropriation) 2^e éd. René CHAPUS - 624 pages - 155 F TTC.

DOMAT DROIT PUBLIC - DROIT PRIVÉ

Droit de l'urbanisme et de la construction J.-B. AUBY, H. PERINET-MARQUET - 583 pages - 190 F TTC.

DOMAT DROIT PRIVÉ

Droit civil - Les obligations A. BENABENT - 347 pages - 138 F TTC.

Droit international privé, 3^e éd. Pierre MAYER - 653 pages - 162 F TTC.

DOMAT ÉCONOMIE

Éléments de microéconomie - Théorie et applications Pierre PICARD - 530 pages - 180 F TTC.

MONTCHRESTIEN

26, rue Vercingétorix, 75014 Paris Tél. : 43.35.01.67

1 CONCOURS 3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES
L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1988 plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (licence, IEP...)
Limite d'âge 25 ans

ARMÉE DE TERRE - D.C.C.A.T.
37, boulevard de Port-Royal
75008 PARIS ARMÉES
Tél. : (16) 43.36.83.27

MARINE - D.C.C.M.
2, rue Royale - 75008 PARIS
Postes : 21221 et 21398
Tél. : 16 (1) 42.60.33.30

AIR - D.C.C.A.
26, boulevard Victor
75006 PARIS ARMÉES
Tél. : 16 (1) 46.52.64.54

Enseignement supérieur privé et formation continue

ISTV
Institut supérieur de la télévision et de la vidéo

Former des professionnels d'un type nouveau au carrefour de la création et du marché

SESSIONS DE 6 MOIS : Février-Juillet / Octobre-Mars
Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions
ISTV : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Tél. : (1) 45-86-89-21

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Directeur commercial

400/450.000 F

Electronique grand public - Le succès de cette entreprise sur le marché français est à l'image de la qualité de ses produits et de l'esprit de performance qui règne dans ses équipes. Son expansion (137 % de croissance sur 4 ans) et ses objectifs de développement l'amenent à rechercher un directeur commercial de haut niveau. Manager et homme de terrain, il assurera les actions commerciales opérationnelles auprès de la force de vente et du réseau de distribution. Animateur de la stratégie commerciale et marketing qu'il aura définie avec la direction générale et les services techniques, il sera parfaitement en mesure d'anticiper les tendances du marché et de la distribution. Membre du conseil de direction, il participera à la stratégie globale de l'entreprise. Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de l'électronique grand public, âgé d'un minimum 35 ans, ayant occupé pendant quelques années un poste de management des ventes. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, comprenant un incitatif aux résultats de l'entreprise, ne sera pas inférieure à 400.000 francs. Le poste est basé à Paris. Envoyer à Syntex LOTS en précisant la référence A/D2916M. (PA Michel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL, EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Capucines - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.40.31.00

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LE MONDE DIRIGEANTS

l'opportunité offerte aux entreprises
d'accélérer les recrutements
de leurs dirigeants.

Pour tous renseignements contactez :

LE MONDE PUBLICITÉ, département Communication-Emploi.

Tél. : 45-55-91-82.

Le Monde INTERNATIONAL

ISNAR

International service for national agricultural research

ISNAR is a member of the consultative group on international agricultural research. Its principal work is assisting governments of developing countries to strengthen their agricultural research. It collaborates with governments in the areas of research policy, organization, and management. It has active advisory service, research, and training programs.

Applications are invited for the following research officer positions:

RESEARCH PLANNING SPECIALIST HUMAN RESOURCES MANAGEMENT SPECIALIST MONITORING AND EVALUATION SPECIALIST

All positions involve approximately equal proportions of advisory service, research, and training activities.

The successful candidate will have an advanced degree, preferably a doctorate, in economics, agricultural economics, management, or a related discipline. A relevant publication record is desirable. He/She will have a proven ability to work with research or development leaders in developing countries, as well as a proven ability for teamwork. Excellent written and spoken English and fluency in French are required, and an additional knowledge of Spanish would be an asset.

These positions will be based in The Hague, Netherlands, with frequent travel required. Salary and benefits will be comparable with other international organizations. The level of appointment will depend on qualifications and relevant experience. A detailed job description for each position will be sent to applicants.

Please send a letter of application with a copy of your curriculum vitae and names and addresses of three referees to:

DIRECTOR GENERAL INTERNATIONAL SERVICE FOR NATIONAL AGRICULTURAL RESEARCH
P.O. BOX 73375, 2500 AJ THE HAGUE, NETHERLANDS

Applications will be accepted until February 15, 1988, or until the position is filled.

BIAO AFRIBANK

la BIAO: Cameroun
la BIAO: Centrafrique
la BIC: Comores
la BIC: Congo
la BIAO: Côte d'Ivoire
la BIPG: Gabon
la BIAO: Guinée
la BIAO: Mali
la BIAO: Sénégal

Recrutement par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants :

CAMEROUNAIS - CENTRAFRICAIS
COMORIENS - CONGOLAIS - IVOIRIENS
GABONAIS - GUINEENS - MALIENS
SÉNÉGALAIS

jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans.

Ce concours s'adresse :

- 1) aux diplômés de l'enseignement supérieur. Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :
 - diplôme de licence en sciences économiques (gestion),
 - diplôme d'un Institut supérieur de gestion,
 - diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable,
 - diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire,
 - diplôme d'un Institut d'administration des entreprises,
 - diplôme d'études comptables supérieures,
 - diplôme d'études supérieures de banque,
 - diplôme d'un Institut supérieur des statistiques,
 - diplôme du centre d'études financières et bancaires.

ou d'un diplôme équivalent (écoles supérieures spécialisées telles écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

2) aux titulaires du baccalauréat

Les étudiants qui préparent actuellement des diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1987-1988.

Les dossiers devront être retirés au Département Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe :

BIAO - 9, Avenue de Messine - 75008 - PARIS

Jusqu'au 05 Février 1988

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services.

Le Vendredi 19 Février 1988, Dernier Délai

Délégué Pédagogique Export

Au premier rang de l'édition scolaire en France, HACHETTE EDUCATION réalise une part importante de son activité sur les marchés étrangers. Son département HACHETTE EDITIONS ET DIFFUSION FRANCO-PHONES, éditeur des ouvrages d'enseignement du français pour tous les pays, des livres scolaires pour l'Afrique noire francophone, et diffuse le fonds scolaire HACHETTE auprès des établissements français du monde entier. Le Délégué Pédagogique Export est chargé de promouvoir et de vendre ces produits sur tous les continents, auprès des enseignants, des responsables de l'éducation et des libraires. Cette fonction requiert la disponibilité nécessaire à des déplacements nombreux et lointains (6 mois par an environ).

Diplôme d'une Ecole de Commerce ou de l'Université, vous avez une première expérience professionnelle dans le livre scolaire de préférence et vous vous exprimez couramment en anglais et en espagnol.

Ecrivez-nous sous la réf. 87023/M au GROUPE LIVRE HACHETTE, Recrutement Cadres, 79, bd Saint-Germain, 75006 PARIS.



L'enthousiasme ça se communique.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.



L'Office européen
des brevets à Munich
recherche un

JURISTE DE HAUT NIVEAU

(réf. 01 1-2/2)

pour assurer la fonction
de membre de la chambre de recours juridique.

Les candidats doivent être titulaires au minimum d'une licence en droit et avoir une bonne expérience professionnelle dans le domaine de la propriété industrielle et plus particulièrement des brevets. Excellente connaissance du français et compréhension de l'allemand et de l'anglais.

Le traitement de base, exonéré d'impôt national, sera compris (suivant l'expérience) entre 8 570 et 11 565 DM par mois, auquel peuvent s'ajouter des indemnités (par ex. d'expatriation) et des allocations familiales.

Les candidatures sur formulaire que l'on peut se procurer auprès de l'Office devront parvenir le 29 février 1988 au plus tard à l'Office européen des brevets, service du personnel, Erhardstr. 27, D-8000 Munich 2 (R.F.A.). Tél. Munich 2399-4316.

LECTEURS CHARGÉS DE MISSION

pour l'action linguistique et culturelle en Italie.

Le bureau linguistique de l'Ambassade de France en Italie recrute pour l'année universitaire 1988/1989 quatre professeurs agréés ou certifiés de préférence en lettres classiques, lettres modernes, grammaire ou italien, ayant une solide formation en didactique du FLE, dépourvus d'obligations militaires, pour les postes de BOLOGNE, PARLERME, PISE et TURIN.

- Contrat de trois ans renouvelable une seule fois.
- Traitement mensuel brut : de 3 300 000 à 3 700 000 liras, plus allocations familiales.

Adresser, avant le 29 février 1988, un c.v. détaillé avec une photo et photocopies des pièces justificatives à :

BUREAU LINGUISTIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE
VIA DI MONTORO, 4 - 00186 ROME.

حکومت اسلامی

Le Monde

EMPLOI

Une enquête sur la rentabilité sociale

Le facteur humain est encore mal utilisé

Ce n'est pas une surprise pour personne. Les entreprises accordent aujourd'hui davantage d'importance au facteur humain. Elles lui reconnaissent même un rôle essentiel dans les performances obtenues et disent s'en préoccuper pour améliorer leur compétitivité.

En revanche, et la surprise vient de là, les mêmes entreprises mettent rarement leurs actes en harmonie avec leurs convictions. Elles sont nombreuses à évaluer, au mieux, d'intégrer la dimension sociale dans leurs décisions et, ce qui est plus préoccupant, dans leur plan stratégique. Au moment de faire des investissements ou de développer un produit, elles ne se soucient pas toujours de la formation des hommes et à peine moins de leurs motivations.

« Des changements culturels »

En réalisant en commun une enquête sur ce thème, le cabinet Peat Marwick consultants et l'association Développement et emploi ne croyaient pas mettre en lumière de tels résultats avec les réponses de 267 entreprises sur les 600 interrogées (1), représentant tous les secteurs d'activité. Dans la logique de précédentes études, ils espéraient avoir la confirmation de la place désormais déterminante qu'occupe la fonction personnel, et pensaient bien révé-

ler « la perception grandissante, chez les dirigeants, de la contribution du domaine social dans la compétitivité économique ».

En fait, la « rentabilité sociale » prend des allures ambiguës, voire contradictoires. Si 67 % des chefs d'entreprise et des directeurs du personnel estiment que la contribution des salariés est plus déterminante que les moyens financiers ou matériels, ou si 52 % la considèrent comme aussi importante, seuls 25 % prévoient un « volet » emploi-ressources humaines quand ils préparent un dossier d'investissement et 11 %, pas plus, décident de l'accompagner d'un plan de formation. D'ailleurs, on observe qu'il n'y a guère que 14 % d'entre eux pour disposer d'un instrument de mesure, afin de connaître la rentabilité des dépenses sociales, et que 69 % ne s'en préoccupent pas. Au passage, il apparaît aussi que les directeurs généraux se fixent sur la maîtrise des coûts, alors que les directeurs financiers « privilégient la mise en œuvre de changements culturels » pour atteindre leurs objectifs, et ce bien avant les directeurs des ressources humaines. « La fonction financière paraît (...) très centrée sur la dimension humaine », soulignent à ce propos les auteurs de l'enquête.

Ainsi, deux attitudes peuvent cohabiter. D'un côté, les dirigeants vont retenir des actions

prioritaires pour améliorer le poids du facteur humain. Ils insistent alors sur le développement des compétences (92 %), la politique de communication (86 %), les changements d'organisation (79 %), la réduction des coûts et la qualité (67 %). De l'autre, ils vont juger accessoire la mise en place d'un contrôle de la gestion sociale, indispensable dans 17 % des cas. La polyvalence sera à peine citée et les attentes des salariés ignorées.

Un domaine encore à défricher

À l'inverse, on sait bien ce que l'on recherche pour la réussite de l'entreprise. Moins que la conséquence sur les prix, évoquée à 24 %, les responsables interrogés attribuent à la gestion des ressources humaines un effet sur les délais ou le pouvoir d'agir sur la capacité de réaction à la demande du marché (à 68 % pour les deux). Sur tout, ils lui demandent de contribuer à l'amélioration de la qualité (88 %), devenue le critère absolu de la compétitivité. L'incidence du social serait plus qualitative que quantitative. Il accroîtrait la valeur ajoutée, sans pour autant développer la productivité, qui ne serait plus l'objectif déterminant, se risquent à imaginer les auteurs.

Conscients de la prépondérance du social dans le résultat économique, les dirigeants ne sont pas non

plus en mesure d'appuyer cette opinion sur des données financières. Les ressources humaines semblent utilisées « comme des moyens secondaires, ajustables aux données matérielles (...) des choix de gestion », peut-on également remarquer. Sensibles à son rôle, les dirigeants « ne l'incorporent que partiellement dans les décisions concrètes ». Un décalage existe qui doit nuire à l'efficacité.

Pourtant, la rentabilité sociale, tout le monde en est conscient, offre de larges perspectives et devrait permettre de nouveaux progrès, si elle était assurée. Le domaine est encore à défricher. Les deux discours ne peuvent continuer à s'ignorer, et il faudra bien de la cohérence. « Si les dirigeants connaissent les gains de productivité et les performances qui résultent des investissements sociaux que nous faisons, ils s'empresseront de faire comme nous », aurait répondu un des présidents de l'une des sociétés qui ont participé à l'enquête. Une petite avant-garde s'est engagée dans cette voie et y entraîne sûrement les autres.

ALAIN LEBEAUE.

(1) La rentabilité sociale, enquête 1987, Peat Marwick, stratégies et ressources humaines, voir Fiat, Codex 16 9204, Paris. Le Défense. Développement et Emploi, 49-50, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

Quinze jours d'emploi dans le Monde

● Une progression continue de l'emploi féminin. — Selon une enquête de l'UNEDIC, le nombre de femmes au travail est régulièrement en progression. Un paradoxe alors que le niveau de chômage des femmes reste supérieur à celui des hommes (le Monde du 12 janvier).

● Les capacités en droit ont de la ressource. — Les universités considèrent souvent les capacités en droit comme la cinquième roue du carrosse. Mais en fait la capacité en droit demeure une voie privilégiée de promotion sociale (le Monde « Campus » du 14 janvier).

● L'emploi baisse aussi dans la fonction publique. — Selon le rapport annuel de la fonction publique, l'Etat employait au 1^{er} janvier 1987 2 551 812 fonctionnaires, dont 307 516 militaires. Si l'on observe l'évolution des emplois budgétaires, il y a eu en 1987 19 100 suppressions nettes (le Monde du 14 janvier).

● Priorité à la formation dans les régions. — Pour la préparation des contrats de plan, les régions placent la formation au premier plan de leurs priorités (le Monde du 14 janvier).

● Difficultés autour de la rémunération des stagiaires en formation. — Les modalités d'application des principes arrêtés lors des négociations sur l'assurance-chômage pour la rémunération des stagiaires se heurtent à des difficultés. A l'issue d'une réunion avec M. Philippe Séguin, ministre des

affaires sociales, les présidents de conseils régionaux ont obtenu la réunion d'un groupe de travail qui sera chargé, d'ici au 15 février, de définir une convention type entre les régions et les ASSEDIC (le Monde du 16 janvier).

● Les effets du krach sur l'emploi aux Etats-Unis. — Conséquence directe du krach boursier, l'industrie de la finance aux Etats-Unis risque de perdre plus de soixante-dix mille emplois aux Etats-Unis (le Monde affaires du 16 janvier).

● Une reconversion réussie aux Etats-Unis. — En 1975, la ville de Lowell, ancien bastion du textile dans le Massachusetts, était sinistrée. Grâce à l'action volontariste d'une poignée d'individus, on y pratique aujourd'hui le plein emploi (le Monde affaires du 16 janvier).

● Les tabellés de l'emploi aux Etats-Unis. — La coupe du marché du travail s'accroît entre les salariés à haut revenu et les travailleurs à faible rémunération (le Monde de l'économie du 19 janvier).

● Réflexions sur le chômage. — Les deux figures du chômage à travers les revues (le Monde de l'économie du 19 janvier).

● Un million de petits boulots. — Selon une étude de l'INSEE, publiée dans Economie et statistiques, plus d'un million de personnes occupent des petits boulots (le Monde du 19 janvier).

Profession : ingénieur

ETRE ou ne pas être ingénieur : telle est la très sérieuse question que se pose régulièrement depuis 1988, par le biais d'une enquête socio-économique (la neuvième en date), la Fédération des associations et sociétés françaises d'ingénieurs diplômés (FASFD) (1).

Première constatation : en un peu plus d'un quart de siècle, le nombre d'ingénieurs diplômés a quadruplé. « On en compte aujourd'hui 320 000 », explique Jean Lebel, son président, issu des rangs de Harvard et de Supélec, où il enseignait, ainsi qu'à l'Institut d'administration des entreprises et à l'Ecole supérieure d'aéronautique et de l'espace. La raison de cette croissance, liée aux besoins de l'industrie, tient également, parallèlement à l'ouverture de nouvelles filières, à l'augmentation du nombre des écoles habilitées — 123 en 1964, 170 en 1986, — de l'Ecole des mines à Polytechnique ou au Centre national des arts et métiers, datant du dix-huitième siècle, en passant par les petites dernières, souvent spécialisées : l'Institut national des sciences appliquées de Rouen, le département du génie civil industriel d'Orsay, l'Institut universitaire des systèmes thermiques industriels de Marseille, l'Institut de recherche et d'enseignement supérieur aux techniques de l'électronique de Nantes, l'Ecole supérieure en sciences informatiques et l'université de Nice. L'ère des promotions maison semble bien révolue ! Enchaînement logique, le flux annuel des diplômés tous azimuts s'accroît en conséquence : 11 000 en 1978, 14 000 en 1986.

Chômage connaît peu

L'avenir se présente-t-il sous les meilleurs auspices ? « La BTP, la mécanique, et l'enseignement emploient chacun environ 6 % des effectifs », répond Jean Lebel. Mais les secteurs les plus porteurs aujourd'hui sont, d'une part, le matériel électrique et électronique, d'autre part, les bureaux d'études et les sociétés de services, qui se partagent 30 % des

ingénieurs. Ce sont d'ailleurs aussi les secteurs d'avenir : notre civilisation a besoin de services et de matières grises.

Une chose est sûre : s'il est une profession relativement épargnée par le fléau du chômage, c'est bien celle d'ingénieur. Bien que les restructurations d'entreprises semblent entraîner une hausse de demandeurs d'emploi, les taux restent pour l'instant des plus raisonnables. D'après l'enquête, seuls 2 % des ingénieurs sont sans emploi. La durée de recherche d'un nouvel emploi est inférieure à trois mois dans 82 % des cas, à six mois dans 86 % des cas. Il n'est pas rare que les jeunes issus des corps les plus prestigieux se voient offrir, avant même la fin de leurs études, quatre ou cinq propositions. Sans compter que, dans les sphères des « VIP » (cabinets ministériels ou grandes entreprises nationales), les ingénieurs restent les coudes-facés aux inspecteurs des finances, conseillers d'Etat et autres membres de la Cour des comptes : par esprit de « camaraderie », ou de « corporatisme », selon les mauvaises langues. Revers de la médaille : 36 % de la classe d'âge cinquante-cinq-sobante-quatre ans se retrouvent — en retraite ou en préretraite — proportion en hausse régulière — gré ou malgré de force. Niveaux de salaires et nouvelles technologies obligent.

Pour autant, il ne faut pas en déduire que les ingénieurs « dans la force de l'âge » ont un profil de forceurs. 14 % d'entre eux appartiennent à la fonction publique, le quart au secteur nationalisé, 54 % au secteur privé et seulement 5 % à des entreprises personnelles ou familiales. Les émules de Tapie viennent d'autres horizons. « Les anciens élèves des écoles de commerce font mieux que nous dans le domaine de la création d'entreprises », reconnaît le président de la FASFD. Les ingénieurs sont prudents et apprécient la sécurité. Ils prennent les risques calculés. La preuve : la plupart des ingénieurs créateurs de leur propre entreprise en conservent le contrôle dix ans après. D'après nos études, il s'avère qu'ils recherchent davantage l'équilibre travail-famille.

Travailler cinquante à soixante heures par semaine leur suffit. Ils savent bien que s'occuper d'une entreprise requiert plutôt de soixante à quatre-vingts heures, week-ends compris. Et c'est pour passer dans une tranche de revenus supérieurs et payer plus d'impôts, le jour où ils ne veulent pas le cherdelle.

Il faut bien reconnaître que leurs salaires ne sont pas négligeables. Si les statistiques disponibles sur l'ensemble de la population salariée montrent qu'en général la rémunération augmente en fonction de la taille de l'entreprise, il n'en va pas de même chez les ingénieurs diplômés, où les disparités de revenus tiennent davantage à des critères d'âge et, bien entendu, de position hiérarchique.

En région parisienne, où se concentrent la moitié des ingénieurs, si un débutant gagne en moyenne 152 000 F brut par an, dix-trente-cinq ans il passe à 279 000 F, à quarante-cinq ans 389 000 F, et à soixante ans 463 000 F. A l'âge identique, un PDG touche 358 000 F, 491 000 F et 640 000 F, alors qu'un « simple » directeur se contente de 327 000 F, 428 000 F et 488 000 F, dépassant lui-même un chef de service qui n'empêche que 260 000 F, 325 000 F et 369 000 F.

A travail égal, salaire égal ? Pas vraiment. Les rémunérations des femmes sont inférieures d'environ 8 % à celles de leurs homologues masculins. Il y a encore vingt ans, une telle comparaison n'aurait pas même été possible, leurs effectifs étant quasi inexistants. Aujourd'hui, sur les 320 000 ingénieurs, 7 % appartiennent au sexe féminin. Il ne faut pas se plaindre : aux Etats-Unis, ce chiffre n'atteint pas 4 %.

CÉCILE CLÉMENT.

(1) Neuvième enquête socio-économique sur la situation des ingénieurs diplômés : FASFD, Maison de l'ingénieur, 19, rue Blanche, 75009 Paris. Tél. : 46-78-58-77.

Enquête lancée en janvier 1987 par l'intermédiaire de 72 associations membres de la FASFD : 157 000 questionnaires envoyés avec un taux de réponses de 20 %.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTERNET D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations : Subscriptions 177-2018 Antwerp Tél. : 03/252.07.58 - Belgique

PUBLICATION JUDICIAIRE

Déclaration d'absence
cabinet de M^{re} Versini, avocat, 93, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS
M^{re} Renée Raymond BROCC, épouse FRAMOTTON, a déposé au Tribunal de grande instance de Paris une requête afin de faire déclarer l'absence de M^{re} MONTCHAMP, née Jeanine BROCC le 18 septembre 1932 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) disparue depuis 1956 de son dernier domicile connu à Montreuil.

MAROC

Interrompez l'hiver et partez au soleil

de 1690^F à 5180^F

Départs Paris et Lyon.

Séjours hôtels, clubs, à la carte MARRAKECH ou AGADIR.

Circuits, séjours combinés.

REPUBLIQUE TOURS

22, rue Grégoire 83002 Lyon Tél. : 78 37 72 38 et dans votre agence de voyages.

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

DU 16 AU 23 JANVIER

LA SEMAINE DU GANT

GANT de conduite en agneau cousu main 240F

GANT agneau doublé soie 300F

GANT pécaré cousu main 420F

GANT agneau doublé laine 330F

MADÉLIOS. POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

هكذا من الامم

Economie

SOMMAIRE

■ Se voulant rassurant, M. De Benedetti annonce que la participation de la Cerus dans le capital de la Société générale de Belgique devrait rester en deçà de 25% (lire ci-dessous).
■ Réunion de la grande commission franco-soviétique. A l'ordre du jour : le rééquilibrage des

échanges commerciaux entre les deux pays et le financement des projets de joint venture (lire page 29).
■ En Suède, la grève des cadres et techniciens qui maîtrisent notamment les circuits informatiques paralyse l'industrie (lire page 29).

■ Une étape de plus dans la restructuration du marché de l'hygiène en Europe : Boussac-Saint Frères a conclu un accord avec la société suédoise Mölnlycke, pour lui céder la totalité du groupe Peaudouce (lire ci-dessous).

L'OPA de M. De Benedetti sur la Générale de Belgique

Les Belges en émoi

BRUXELLES
de notre correspondant

S'il est encore trop tôt pour désigner avec certitude le vainqueur de la partie de bras de fer qui oppose depuis le début de la semaine M. Carlo De Benedetti aux responsables de la Société générale de Belgique, il est clair que, à l'issue de la journée de mardi, l'homme d'affaires italien mène largement aux points. Pour preuve : c'est en véritable « patron » de la Générale qu'il s'est adressé en fin d'après-midi à la presse. Dans la matinée, en effet, deux décisions importantes étaient intervenues qui peseront lourd dans la balance.

A 10 heures, on apprendait que le tribunal de commerce de Bruxelles, sur plainte du groupe Dumenil-Leblé - les alliés français de M. Carlo De Benedetti - déclarait illégale l'augmentation de capital décidée par la Générale, car elle était intervenue après l'annonce de l'OPA de M. Carlo De Benedetti, ce qui est en contradiction avec la législation belge (le Monde du 20 janvier). Tombait ainsi une des pièces essentielles du dispositif imaginé par la Générale pour contrer l'action de l'homme d'affaires italien. Fort de cette assurance, il rencontra ensuite M. Mark Eyskens, le ministre belge des finances, qui avait déclaré la veille que l'OPA était irrégulière.

Une heure plus tard, nouvelle surprise : tout sourire, M. Carlo De Benedetti annonçait que l'entente s'était parfaitement passée et qu'il avait accepté, à la demande du ministre, de « rétroceder, une fois l'OPA achevée, une partie des titres acquis à des groupes belges qui seraient éventuellement disposés à l'accompagner en tant qu'actionnaires de référence dans son projet ».

En clair, cela signifie que M. Carlo De Benedetti, soucieux de ne pas trop heurter de front la sensibilité belge, acceptera de ne pas dépasser 25 % des parts de la Générale. « Mon projet, déclarait-il dans l'après-midi, est de créer le premier holding européen. J'ai estimé que, dans ce but, la Société générale, par la taille de ses entreprises, sa localisation, ses investissements, sa réputation, était le meilleur choix. » D. a. en outre, déclaré qu'il souhaitait garder un président belge à la Société générale, tout en se réservant le droit de choisir un administrateur délégué.

Que va-t-il maintenant se passer ? Pendant que l'OPA, dont M. Carlo De Benedetti a nié qu'il en avait fixé le plafond à 15 % (en plus des 18,6 % des parts qu'il possède déjà avec Dumenil-Leblé). Les dirigeants de la Générale vont contre-attaquer. Le conseil de direction de la holding belge a décidé, mercredi

20 janvier, une action en appel de la décision du tribunal de Bruxelles, intervenant, dit-on, et interdisant à la SCB d'augmenter son capital. Ils cherchent aussi à se constituer un noyau dur face à M. De Benedetti. « Nous avons déclaré notre augmentation de capital avant l'annonce de l'OPA », certifient les responsables de la rue Royale.

La chute d'un géant

L'affaire n'est donc pas terminée, et les rumeurs qu'elle provoque en Belgique sont loin d'être calmées. Tout le monde ne parle plus que de cela : oubliées, les déceptions des négociations en vue de former un nouveau gouvernement ! Oubliés, l'émotif causé par le scandale des déchets nucléaires ! Oubliés, même, l'ouverture du procès des « tisseurs » du Brabant wallon. « La Générale qui tombe... c'est aussi important pour l'histoire de la Belgique que... le jour de la création du pays », ironisait un étudiant.

Assister ainsi à la chute d'un géant, ce n'est pas rien », déclarait un avocat bruxellois, qui ajoutait en substance : la Générale était un tel symbole que la manière dont elle a « fait avorter » n'est, malgré tout, pas très encourageante. En fait, c'est surtout la façon dont les choses se sont passées qui ont choqué les Belges. Comme si la « vieille dame » s'était fait dérober son collier de perles par un jeune

Mariage franco-belge dans les transports maritimes

Le groupe maritime français UNITRAMP, formé sous forme de GIE (groupe d'intérêt économique) entre la Compagnie nationale de navigation (CNN) et la Compagnie générale maritime (CGM), s'élargit et accueille un nouveau partenaire. Il s'agit de la société belge EXMAR NV, un groupe maritime très diversifié. UNITRAMP exploite une flotte d'une vingtaine de navires de taille moyenne (25 000 à 50 000 tonnes) spécialisés dans le transport des marchandises en vrac (minerais, céréales, engrais, etc.), non seulement pour la CNN et la CGM mais aussi pour le compte d'un armement de Bilbao, d'une compagnie marocaine et d'une compagnie de l'île Maurice.

Le groupe belge EXMAR, pour sa part, exploite une flotte d'une cinquantaine de navires, mais, jusqu'à ce jour, il n'avait pas de cargos du type de ceux d'UNITRAMP. Il s'agit, pour lui, d'explorer un nouveau créneau commercial.

En cédant Peaudouce aux Suédois

Boussac renonce aux couches et vise le luxe

L'Europe des couches-culottes prend forme. La vente annoncée mardi 19 janvier par la Financière Agache de sa filiale Peaudouce à la firme suédoise Mölnlycke, filiale du groupe SCA (Svenska Cellulosa), pour 1,960 milliard de francs, représente une étape importante dans la restructuration du marché de l'hygiène autour d'un tout petit nombre de multinationales. La vente, en août 1987, de 50 % de la filiale Kayserberg au groupe Beghin-Say (marques Lotus) et à l'américain James River, pour 1,5 milliard de francs, allait dans le même sens.

Pour M. Bernard Arnault, président de la Financière Agache et PDG de Boussac-Saint Frères, le désinvestissement de Peaudouce (2,6 milliards de chiffre d'affaires, trois mille personnes, douze usines) est parfaitement logique. « Nous voyions mal, nous a-t-il expliqué, comment Peaudouce, par ailleurs très performante, pouvait rester

indépendante face aux grands groupes mondiaux. Il fallait continuer à se développer sans cesse, prendre pied dans des pays où nous étions absents comme le Japon, ce qui exigeait des investissements quasiment impossibles à envisager. » Par ailleurs, M. Arnault reconnaît que l'activité Peaudouce était la seule de son groupe à passer par les circuits de grande consommation, un métier bien spécifique, il était difficile de mener de front une stratégie textile (Boussac), une stratégie luxe (Dior) et le développement de produits grand public.

Peaudouce amène au géant Mölnlycke (7,4 milliards de chiffre d'affaires et huit mille sept cents personnes) de très bonnes positions en Europe du Sud et sur le marché des couches-culottes : une bonne complémentarité avec le groupe suédois fort en Europe du Nord et sur les marchés de l'hygiène féminine. En France, Peaudouce est la première marque d'hygiène des bébés avec plus d'un quart du marché des couches, devant Colgate-Palmolive (Celine, Tendre, 17 % du marché), Procter and Gamble (Pampers, 18 % du marché) et Lotus (12 %). La société dispose également d'une forte présence sur le créneau de l'hygiène féminine où elle dépasse 16 % de part de marché. Leader en Grèce, où elle possède deux usines, Peaudouce est bien placée au Royaume-Uni, un pays particulièrement intéressant, en dépit de 15 % en volume par an, et en Espagne, où le taux de pénétration des couches-culottes n'est encore que de 44 %.

La stabilité stagne en Europe

Ce sont ces perspectives de développement qui justifient aux yeux des dirigeants de Svenska Cellulosa l'investissement dans la firme française. SCA en effet, qui dégagera pour 1987 des bénéfices de l'ordre de 2,21 milliards de couronnes (1,95 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 16 milliards de couronnes (14,9 milliards de francs), désire aller vers des secteurs plus rentables et en croissance plus rapide que ses points forts traditionnels liés à l'industrie forestière. Mölnlycke, grâce à Peaudouce, va multiplier par six son chiffre d'affaires en France, par deux ses activités au Royaume-Uni et pénétrera sur le marché grec, où il n'était pas présent. Cet élargissement d'activité permettra au groupe de mieux rentabiliser ses efforts de recherche, un facteur-clé sur ce marché où de nouveaux produits apparaissent sans cesse.

Pour le groupe de M. Arnault, ce désinvestissement permettra de gonfler les capacités d'investissement

homme ambitieux. Sans oublier, malgré tout, qu'au-delà de l'opération financière, la Générale n'a pas toujours agi avec une rigueur et une moralité exceptionnelles. « Sinon elle ne posséderait pas le tiers de la Belgique », insinuaient les architectes législateurs.

De nombreux employés de sociétés contrôlées par la Générale, et notamment les plus fragiles d'entre elles, se demandent maintenant quelle attitude M. Carlo De Benedetti pourrait avoir à leur égard.

Beaucoup de Belges, enfin, propriétaires d'actions de la Société générale, estiment que ces événements ont permis à leurs titres de faire un bon considérable, ce qui n'est pas chose courante en ces temps de déprime boursière, et considèrent avec intérêt les projets de M. Carlo De Benedetti de créer avec la Générale le premier holding européen.

Pour leur part, les très nombreux Italiens vivant ici, comme d'ailleurs les milliers de fonctionnaires des Communautés européennes, ont été, eux, choqués par les titres bien pensés de certains journaux belges, comme celui de la Libre Belgique, le journal conservateur catholique : « La Générale sous la botte italienne... » Fortissimo ma non troppo... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

BILLET

La privatisation de Matra Un test coûteux

Le petit épargnant français a bien du mérite. Depuis le krach boursier du 19 octobre, gouvernement et autorités boursières ne cessent de lui répéter qu'il ne faut surtout pas vendre dans un marché en baisse. « Tant que vous n'avez pas vendu, vous n'avez rien perdu », commentent-ils aujourd'hui en comprenant que l'argument ne s'applique pas à l'Etat, actionnaire parmi d'autres ?

En vendant aujourd'hui ses actions Matra, l'Etat fait sciemment une moins-value sur son portefeuille. En 1982, les négociations entre le gouvernement et les actionnaires de Matra, soutenus par le Conseil constitutionnel et le tribunal de commerce de Paris, avaient fixé à 1 800 francs la valeur de l'action, pour l'acquisition de 50,97 % du capital par l'Etat. Six ans plus tard, l'Etat accepte de revendre ces mêmes actions sur la base de 1 320 francs - le prix de 110 francs pour une correspondance en fait à la division par deux du titre initial pour faciliter la mise en vente. Soit une moins-value de près de 30 %. L'affaire paraît encore plus déficitaire si l'on se souvient des cours les plus hauts atteints par le titre Matra à 2 880 francs fin avril 1987.

La valeur symbolique que M. Balladur attache à la reprise de son programme de privatisation, les promesses faites à M. Lagarde, le PDG du groupe, et le souci de conforter par des prises de participation les accords de coopération industrielle établis par la firme française avec des partenaires étrangers justifient-ils un tel sacrifice ?

La décision du ministre d'Etat, et tout spécialement le prix choisi, est d'ailleurs porteuse d'un autre problème. A 110 F l'action, M. Balladur n'a qu'un franc de marge de manœuvre par rapport à la valeur minimale fixée par la commission de privatisation (2 milliards de francs, soit 109 F par action). Que se passerait-il si M. Balladur devait accorder un nouvel avantage dans l'opération Matra, à l'image de ce qu'il a fait pour Suez, pour permettre une première cotation de Matra privatisée dans un courtier boursier qui ne cesse de s'inscrire à la baisse ? Décider, par exemple, d'un paiement différé pour Matra comme pour Suez se révélerait alors impossible, tout avantage (rabais, décalé de paiement) devant, de par la loi de privatisation, être pris en compte dans le prix fixé.

En tout état de cause, le « test Matra », pour juger de la poursuite des privatisations, n'aure que peu de valeur, l'opération étant limitée à 410 millions de francs et bien orchestrée.

CLAIRE BLANDIN.

EQUIPEMENTS

Le RPR de Franche-Comté rechigne à la construction du canal Rhône-Rhin

BESANCON
de notre correspondant

Alors que les opposants à la mise au grand gabarit du canal du Rhône au Rhin multiplient leurs manifestations depuis la visite de M. Chirac en Franche-Comté, le 21 décembre dernier, une partie des élus régionaux s'interrogent sur la portée économique de l'ouvrage comparée au montant de la participation qui pourrait être demandée à la région.

Celle-ci, qui devrait dans un premier temps prendre à sa charge 2,5 % (soit 30 millions de francs) du coût de la première tranche de travaux de la liaison fluviale Rhône-Rhin à grand gabarit, a différé cet engagement initial. Le crédit de 5 millions de francs inscrit au projet de budget pour 1988 dont le conseil régional a débattu les 18 et 19 janvier a été retiré à la suite d'un incident opposant le groupe RPR au président Edgar Faure.

Ce dernier, après avoir d'abord fait rejeter une proposition socialiste visant à reporter l'examen du dossier, s'est en effet brusquement rallié à cette solution, irrité par les restrictions des élus RPR, lesquels refusent notamment de considérer que « la réalisation de la première tranche constitue le point de passage par lequel le caractère de l'irréversibilité de l'achèvement de la liai-

son Rhône-Rhin sera définitivement affirmée ».

Pour le groupe RPR, il s'agit en quelque sorte de faire écho aux propos tenus par le premier ministre à Besançon lors de sa rencontre avec les conseillers généraux du Doubs le 21 décembre. M. Chirac avait déclaré : « Pour l'instant, il n'est pas question d'aller au-delà des décisions qui ont déjà été prises » et il aurait ajouté : « Pour vous faire une confidence, je vous dirais que tous les experts sont contre la liaison ».

En fait, tout laisse à penser que le « chaînon manquant » de la liaison fluviale à grand gabarit entre le Nord-Méditerranée pourrait en définitive ne pas être mis en place autrement qu'à ses deux extrémités : tronçon Chalons-sur-Saône-Tavaux (Jura) et dérivation de Mâcon d'une part, Bief-de-Niffer-Mulhouse d'autre part, qui relèvent de la décision prise le 30 juillet 1987 par le gouvernement.

CLAUDE FABER.

TRANSPORTS

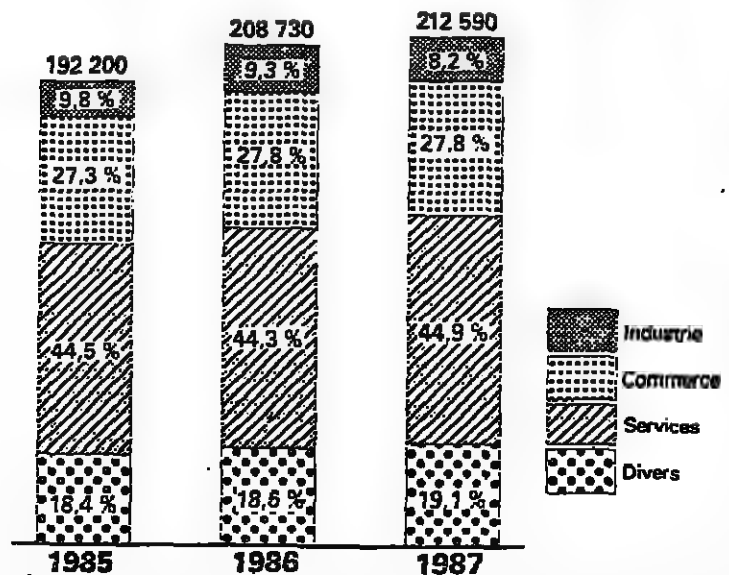
La compagnie scandinave SAS commande vingt-quatre Boeing-767

C'est, en définitive, l'américain Boeing qui a remporté le match qui l'opposait à Airbus et à McDonnell Douglas pour le renouvellement de la flotte long-courrier de la compagnie scandinave SAS. Celle-ci a décidé d'acheter vingt-quatre bi-réacteurs 767 de Boeing pour un montant de 1,8 milliard de dollars (10 milliards de francs).

SAS avait signé, en 1986, une lettre d'intention pour l'achat de onze tri-réacteurs MD-11 de McDonnell Douglas, puis l'avait annulée après avoir reçu de propositions intéressantes d'Airbus, qui offrait son quad-réacteur A-340. Le transporteur scandinave avait même, un temps, lié l'achat d'éventuels avions américains à l'obtention de nouvelles lignes vers les Etats-Unis.

Le troisième larron, Boeing, a gagné parce que, dit-on de source officielle, le 767 est disponible plus tôt que les appareils de ses deux concurrents. Les livraisons commenceraient en 1989. En fait, les deux modèles du 767, le 300 et le 200, achetés par SAS seront à long rayon d'action (plus de 11 000 kilomètres) et pourront atteindre l'Amérique du Sud sans escale. Leur petite capacité (200 sièges et 150 sièges) est mieux adaptée à l'étréte du marché scandinave. SAS continuera à utiliser des DC-10 sur les lignes les plus fréquentées.

Le regain de création d'entreprises s'est confirmé en 1987



De plus en plus d'entreprises sont créées chaque année en France. Si on ajoute les reprises aux créations nettes, on atteint le nombre de 540 700 en 1987, soit 17 % de plus qu'en 1984-1985. Ce développement a un impact sur l'emploi : 2,2 millions de personnes travaillaient en 1987 dans des entreprises créées ou reprises depuis moins de sept ans dont 680 000 dans les services, 633 000 dans l'industrie. A cet égard, on relève que les créations d'entreprises industrielles décroissent en pourcentage, les services et le commerce croissent. Mais il conviendrait d'atténuer cette appréciation : les chiffres « industrie » de l'INSEE ne prenant pas en compte les entreprises de télécommunications ni celles de services à caractère industriel.

Le 31
LES TOURS
LE

Économie

ÉTRANGER

Réunion de la grande commission

Les relations économiques entre la France et l'URSS sont plus équilibrées, mais restent modestes

Le ministre français du Commerce extérieur, M. Michel Noir, s'apprête à retrouver son homologue soviétique Boris Aristov. C'est Konstantin Katouchev qu'il devait découvrir, le mercredi 20 janvier à Moscou. Quatre jours avant l'ouverture de la traditionnelle « grande commission » franco-soviétique, l'agence Tass annonçait un nouvel épisode de la « perestroïka » (restructuration), mise à l'honneur par Mikhaïl Gorbatchev.

Décidé à réduire le nombre des fonctionnaires, le présidium du Soviet suprême a décidé de fusionner le ministère du Commerce extérieur, fief de M. Aristov, avec le comité d'État pour les relations économiques extérieures, dirigé par M. Katouchev, pour en faire un seul et même organisme : le ministère pour les relations économiques extérieures, dont la responsabilité est confiée à M. Katouchev.

Ce changement de dernière minute pourrait être le principal élément de nouveauté d'une grande commission appelée, comme les vingt et une précédentes, à se dérouler selon un rite immuable pour célébrer des relations commerciales mieux équilibrées, mais à un niveau modeste.

Après un premier entrecroisement avec son hôte, M. Katouchev donnera, comme le veut la tradition, le coup d'envoi d'une session qui verra s'entrecroiser dans l'ordre le plus strict les questions économiques et commerciales, puis scientifiques et techniques, l'agriculture, l'énergie atomique, la coopération, la télévision couleur et l'activité de la chambre de Commerce franco-soviétique. Une lourde machinerie quelque peu dépourvue, à l'image de la « perestroïka ». Le nombre des groupes sectoriels appelés à dresser le bilan des relations bilatérales a été réduit. Le groupe de travail dirigé par l'ancien ambassadeur de France à Moscou, Henri Froment-Meurice, pour assurer conseils et liaison entre les autorités soviétiques et les sociétés françaises tendues par l'expérience de « joint-ventures » apportera, en outre, un petit vent de renouveau à cette « grand-messe » annuelle.

Trois autres accords semblent en bonne voie avec Pechiney, Eclatex et Loral. Mais avant que les quel-

que vingt-sept projets répertoriés voient tous le jour, la question des transferts de capitaux et du règlement des litiges devra trouver une solution. Les participants au groupe ne manquent pas d'étudier, dans cette optique, les dernières propositions soviétiques visant à la « protection des investissements étrangers » en URSS.

Un bon baromètre

Les discussions sur les échanges commerciaux raquent, en revanche, de garder un profil bas. Non que les débats s'annoncent tendus. Considéré comme un bon baromètre des relations entre Paris et Moscou, la « grande commission » devrait refléter la détente intervenue depuis le règlement des contentieux sur les conditions des crédits français annoncés lors de la visite du premier ministre, M. Jacques Chirac, en mai 1987.

Mais avec l'URSS aussi, la période d'or des grands contrats se révoque. Quelques projets semblent près d'aboutir, allant de l'installation de traitement de désulfuration du gaz dans le cadre de Teguz 2 pour quelque 600 millions de francs, à la production de catalyseurs hydrocrackings pour 500 millions de francs. Mais la politique de modernisation de l'économie suivie par l'équipe Gorbatchev l'ambie à économiser ses devises alors que la restructuration des organismes d'achat soviétiques ne va pas sans leur poser quelques problèmes d'adaptation.

An total, les deux parties pourront se déclarer satisfaites de voir leurs échanges mieux équilibrés : le déficit français a été ramené de 7,6 milliards de francs durant les onze premiers mois de 1986 à 3,9 milliards un an plus tard. Les raisons de cette amélioration ne sont pourtant guère encourageantes : une hausse de 4 % des exportations françaises et une baisse de 20 % des exportations soviétiques reflétant la chute des prix de l'énergie et la baisse en volume des ventes de gaz.

Pour M. Noir, qui n'a cessé de plaider en faveur d'un réajustement « vers le haut » du commerce bilatéral, cette évolution ne saurait être jugée satisfaisante. D'autant qu'en dépit d'un réel progrès — sa part du marché soviétique est repassée de 7,1 % durant le premier semestre 1987 à 9,4 % un an plus tard — la France se situe encore derrière l'Allemagne fédérale, premier partenaire occidental de l'URSS avec 20 %, l'Italie (11 %) ou le Japon (10 %).

FRANÇOISE CROUGNEAU

Les marchés financiers toujours pessimistes

Nouveau record de l'excédent commercial japonais avec les Etats-Unis

La fragilité d'une politique concertée de stabilisation du dollar a de nouveau été illustrée par la nervosité des marchés financiers à la suite de la publication, le mardi 19 janvier, des résultats trop brillants du commerce extérieur japonais en 1987.

Soulagé, il y a quelques jours, de voir la balance commerciale américaine s'améliorer en novembre, les cambistes ont marqué par un effacement passager du billet vert leur préoccupation face à la résistance des exportateurs japonais sur le marché américain. Une simple bouffée d'optimisme ? Le mercredi 20 janvier, le dollar était toujours faible. Il terminait à Tokyo à 128,78 yens après avoir ouvert en baisse à 128,65 yens. Sur les marchés européens, après un démarrage plutôt calme, le dollar amorçait une forte baisse, perdant 2 pennes à Francfort à 1,6635 DM et 6 centimes à Paris à 5,6145 F.

Les résultats commerciaux du Japon en 1987 illustrent malgré tout que le processus de réorption des déséquilibres entre les déficits américains et les excédents allemands et japonais continuera d'être lent. Les tendances de fond sont bonnes. L'institut de recherche Nomura souligne dans ses dernières « perspectives » que les exportations continueront de baisser, en volume, de 1,5 % en 1988, alors que les importations progresseront de 9,4 %. Mais ce retournement ne se traduira guère dans les chiffres. Libéré en dollar, le solde positif du commerce extérieur japonais pourrait s'améliorer de quelque 4 milliards de dollars seulement, tant la flambée du yen par rapport à la devise améri-

caine masque les réalités économiques fondamentales.

Or ce sont ces statistiques en valeur qui retiennent l'attention des marchés financiers. On peut le deviner, on ne peut l'ignorer. Les indications apportées par le ministère nippon des finances ne pouvaient, dans ces conditions, que décevoir. La totalité de l'excédent du Japon a représenté 79,8 milliards de dollars en 1987, une modeste dégradation sur les 82,7 milliards enregistrés en 1986.

Avec les Etats-Unis, les chiffres sont encore moins encourageants : un solde positif de 52,1 milliards de dollars, battant le record de 1986, 51,5 milliards de dollars. Politique étonnante pour le gouvernement de M. Takashita, ce résultat pousse certains à souligner que le Japon a accru ses importations de produits européens ou asiatiques, mais n'a guère fait d'effort à l'égard des Etats-Unis.

Une analyse un peu rapide. Les Japonais ont, en fait, été victimes de leurs propres manœuvres. Pour dégonfler leurs excédents envers les Américains, ils avaient fortement accru leurs importations d'or en 1986. Sur cette base artificielle, le solde 1987 fait pâle figure et nombre d'Américains risquent d'oublier que les achats nippons de produits « made in USA » ont progressé de 8,2 % en 1987, pour se voir que la progression de 25,7 % des importations de produits européens.

Persuadés que les statistiques viendront à leur secours et malgré tout ravi de pouvoir annoncer la première baisse de leur excédent commercial depuis 1982, les autorités japonaises jouent pour le moment la sérénité.

Grève des cadres et techniciens de l'industrie suédoise

Les employeurs envisagent un lock-out

L'impasse semblait totale, le mercredi 20 janvier, entre le syndicat des cadres et techniciens de l'industrie (SIF) qui a lancé, lundi dernier, un mot d'ordre de grève, et la fédération des ateliers mécaniques.

Le SIF, même s'il semble moins hostile aujourd'hui à l'idée d'une médiation, s'en tient à ses revendications : une hausse de 6 % des salaires, alors que les employeurs refusent d'aller au-delà de leurs propositions, 0,90 %, qui, compte tenu des primes, pourrait aboutir à une revalorisation de 4 %.

STOCKHOLM de notre correspondante

Le syndicat veut briser la volonté, de plus en plus affirmée, du patronat à décider unilatéralement la hausse des salaires et sa répartition au sein des entreprises. Il souhaite revenir aux négociations salariales traditionnelles célébrées comme une des caractéristiques de l'âge d'or du modèle suédois, mais, apparemment, il a agi avec un peu de précipitation.

Cela s'est traduit par une grève dont personne, en fait, ne voulait, qui est certes suivie, mais sans grand enthousiasme, et davantage subie comme un « mal nécessaire ».

Cette épreuve de force, la plus grave du secteur privé, se traduit par une paralysie quasi générale de l'industrie d'exportation, fortement informatisée, donc dépendante des techniciens.

Toutes les grandes sociétés sont touchées : Volvo la première, qui a

dû arrêter ses chaînes de montage de voitures dans les heures qui ont suivi l'annonce de la grève des quelque sept mille huit cents membres du SIF ; mais aussi Ericsson, Alfa-Laval, SAAB, Electrolux, Tetra Pak, SKF et autres Husqvarna, sans oublier ASEA, qui n'avait pas besoin de cela après sa fusion, toute fraîche, avec Brown-Boveri. Toutes ces grandes entreprises, où les ordinateurs jouent un rôle déterminant, sont aujourd'hui beaucoup plus vulnérables qu'il y a dix ans.

Mais cette grève a également des conséquences dans d'autres secteurs de production. C'est ainsi que la direction de Volvo, à Göteborg, a annoncé à six mille salariés de la sidérurgie qu'ils étaient en chômage technique. Une mise à pied qu'elle sera d'ailleurs contrainte de leur payer entièrement. Même décision pour deux mille personnes chez SAAB et deux mille chez ASEA.

Pour sa part, la Fédération des ateliers mécaniques devait, le 20 janvier, décider si elle devait durcir le mouvement et imposer un lock-out.

Mais le SIF, extrêmement docile depuis toujours, dispose aujourd'hui des caisses les mieux garnies de Suède, avec environ 2,5 milliards de couronnes. De quoi lui permettre de faire durer le conflit jusqu'en juin avec cent mille grévistes.

Pour l'industrie, la grève coûte 500 millions de couronnes par jour. L'épreuve de force est engagée. En attendant, les répondus automatiques des entreprises paralysées indiquent, faute de personnel, que les standards ne peuvent transmettre les communications...

FRANÇOISE NIETO.

SOCIAL

Réduction d'effectifs à la Sécurité sociale

L'assurance-maladie au régime

L'assurance-maladie se met au régime en limitant ses dépenses de gestion administrative, notamment en réduisant ses effectifs de salariés. En 1988, l'ensemble de ces dépenses ne devrait augmenter que de 0,41 % (y compris une revalorisation des salaires de 1 %), ce qui correspond en francs constants à une baisse de 2 % sur l'année.

« L'objectif, dit-on à la Caisse nationale d'assurance-maladie, est de maintenir les coûts de gestion au plus près possible de leur niveau actuel, même si c'est la modulation de la consommation médicale qui sera toujours source des plus fortes économies, puisque les prestations représentent plus de 94 % des dépenses ».

Déjà, la charge de gestion administrative a un peu diminué, puisqu'elle est passée de 1980 à 1986 de 6,10 % à 5,76 % des cotisations. Mais aujourd'hui on souhaite réduire les charges de personnel, qui représentent 85 % du total : l'infomatization du traitement des feuilles de maladie, maintenant pratiquement achevée, a permis, estime-t-on, un gain de productivité de l'ordre de 20 % dans la « liquidation » des dossiers, entraînant un « sur-effectif » de l'ordre de 8 000 personnes.

Cette rigueur s'est manifestée lors de l'établissement des budgets. Pour la première fois, la Caisse nationale d'assurance-maladie a fixé elle-même ses normes au lieu de discuter du montant et de la répartition des dépenses avec les pouvoirs publics. Le conseil d'administration de la CNAM, le 29 septembre dernier, a demandé aux caisses primaires de réduire de 0,50 % leurs dépenses de personnel, en finançant elles-mêmes les promotions et les majorations dues à l'ancienneté (le fameux « GVT » de la fonction publique).

Les « points » récupérés (chaque poste correspond à un nombre de « points » donné) représentent l'équivalent de 950 emplois sur les 75 000 des caisses primaires. Ce gain a été obtenu en ne remplaçant pas les départs à la retraite ou les quelques départs volontaires, mais aussi par la réorganisation des services, beaucoup de caisses ayant du personnel à temps partiel ou des remplaçants (en cas d'absences).

A cela s'ajoute l'effet des départs anticipés en vertu de la convention signée en juin 1987 : 3 554 personnes se sont montrées intéressées (1), soit plus de 35 % de l'effectif concerné, plus de la moitié provenant de la branche maladie, un

quart environ des allocations familiales, le reste se partageant entre la branche vieillesse et le recouvrement.

Dans les caisses primaires, 466 personnes ont déjà pris leur retraite anticipée en 1987, et un millier devraient suivre leur exemple au premier semestre 1988. Les emplois libérés sont restitués à la caisse nationale : 6 % seulement des partants pourront être remplacés, avec l'autorisation expresse de la CNAM. Par mutations dans « boursas des emplois » mise en place à cet effet (2) et par quelques recrutements extérieurs (informaticiens, contrôleurs d'accidents du travail, par exemple).

La région parisienne, où les « sur-effectifs » sont les plus nombreux à fournir un effort particulièrement important : 80 % des emplois économisés à l'occasion de la préparation du budget et un bon tiers des départs anticipés en proviennent (alors que ces caisses emploient un peu plus du quart des salariés de la branche).

Un agent pour 500 bénéficiaires

Même s'il n'est pas, pour l'instant, prévu de recourir aux dispositions permettant les départs anticipés après juillet 1988, la rigueur ne devrait pas se relâcher. L'objectif est d'attribuer les moyens aux caisses en fonction de leurs besoins. Dans les caisses d'allocations familiales, qui ont été les premières à mettre en œuvre cette réforme bud-

gétaire, on souhaite arriver progressivement à un agent pour 500 bénéficiaires de prestations. Dans la branche maladie, des critères tenant compte à la fois du nombre d'assurés et de leur consommation médicale doivent être mis au point. Progressivement, on s'efforcera de réduire les écarts de dotations entre les caisses (qui vont actuellement de 1 à 2,8). On envisage des sortes de contrats sur plusieurs années : on laisserait aux responsables des caisses primaires, en échange de la réduction des effectifs, plus de liberté dans la gestion de leurs ressources ; les excédents éventuels leur seraient laissés pour leur permettre de financer une politique propre (accueil des assurés, intéressement du personnel, etc.).

GUY HERZLICH

(1) En revanche, 239 seulement ont été intéressées par une « retraite progressive ».

(2) En 1987, il n'y a eu que 160 mutations sur l'ensemble du régime général.

ÉNERGIE

Après les révélations de « Stern »

EDF dément avoir livré des matières fissiles à un pays du tiers-monde

Le magazine ouest-allemand Stern soupçonne, dans un article à paraître le jeudi 21 janvier, l'Electricité de France d'avoir indirectement livré à un pays du tiers-monde des matières fissiles qui pourraient avoir une utilisation militaire. Stern affirme qu'EDF a signé, en 1979, un contrat avec la société Nulux, filiale luxembourgeoise du fabricant de combustibles nucléaires Nulux, qui est placé au centre d'un scandale portant sur le transport illégal de déchets nucléaires. Ce contrat, selon Stern, portait sur la livraison de plus de 3 700 tonnes d'hexafluorure d'uranium et de 3 766 tonnes d'uranium d'ici à la fin de 1993, sans que la destination finale de ces matières soit précisée, ce qui, selon ce magazine, est « hautement inhabituel ».

EDF a démenti formellement ces accusations. L'établissement français a bien dit qu'il y a quelques années avec Nulux d'un projet de contrat,

mais celui-ci n'a jamais été signé, ni bien entendu appliqué, assure-t-on à EDF. Aux termes de ce projet de contrat, Nulux achetait à l'étranger de l'uranium naturel qui était ensuite transformé en France en hexafluorure d'uranium et en uranium faiblement enrichi, par l'intermédiaire de la COGEMA, et la société luxembourgeoise bénéficiait in fine d'une garantie de reprise par EDF de ces matières.

Pour l'établissement français, l'avantage était essentiellement financier, Nulux assurant l'avance et le stockage des matières fissiles. Ce projet, assure-t-on chez EDF, a été abandonné en raison de sa trop grande complexité. Enfin, on fait remarquer que les matières faisant l'objet des discussions n'étaient pas, en tout état de cause, susceptibles d'être utilisées à des fins militaires (seuls l'uranium enrichi et le plutonium entrent dans la fabrication d'engins militaires).

Le Monde
sur minitel
LES TOURS D'HANOI
36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis JEUX

PHILIPPE POIRET
PATRICK WALLAERT
DEUX HOMMES,
UNE RÉUSSITE,
UN LIVRE...
RÉUSSIR
dans les affaires
et dans la vie
avec
bon sens.
ÉDITIONS OLIVIER ORBAN

هكذا من الالهي

Marchés financiers

Pour enrayer la chute des cours

Le quota annuel d'exportation de café est réduit de 1 million de sacs

Les accords de stabilisation des prix des denrées tropicales, dont la fonction majeure est de stabiliser les cours dans une fourchette acceptable par les producteurs et les consommateurs, sont actuellement soumis à de très fortes pressions. En dépit de deux réductions des quotas d'exportation le 8 octobre 1987 (1,5 million de sacs de 60 kilos) et le 4 janvier dernier (1 million de sacs), les cours moyens du café ont plafonné à 114,74 cents par livre, nettement en dessous du plancher de 120 cents défendu par l'accord remis en vigueur à l'automne 1987.

Le 19 janvier, l'Organisation internationale du café (OIC) a aussi décidé une troisième « coupe de quota » d'un million de sacs, ramenant à 54,5 millions de sacs la quantité exportable maximale de café au cours de la campagne 1987-1988 (octobre-septembre). L'annonce de cette décision n'a pas eu d'effet sur les places de Londres et de New-York, où les prix sont demeurés très bas. Au London Fox, une tonne de robusta valait 1207 livres la tonne, en repli de 8 livres sur ses niveaux de la veille. L'arabica se traitait outre-Atlantique à 129,16 cents la livre, contre 129,49 cents le 18 janvier. Les professionnels avaient largement anticipé depuis plusieurs jours la décision de l'OIC.

Les torréfacteurs, qui disposent encore de stocks importants, n'ont pas jugé bon de se couvrir immédiatement en perspective d'une réduction de l'offre. Quant à la spéculation, elle a compris que les risques de manquer de café étaient limités, en dépit d'une production brésilienne qui s'annonce moins importante que prévu (19,6 millions de sacs).

La situation du cacao n'est pas meilleure, malgré l'accord intervenu le 16 janvier entre producteurs et consommateurs sur la fixation d'un nouveau prix plancher de 1 485 DTS (droits de tirage spéciaux) par tonne (1), celui de 1 600 DTS s'avérant impossible à défendre. Le 19 janvier, l'Organisation internationale du cacao (ICCO) a acheté 4 000 tonnes de variétés brésiliennes et africaines (Côte d'Ivoire, Cameroun, Ghana, Togo), afin de soutenir les prix. Malgré ce « coup de pouce », les cours à Londres sont restés inertes (+ 1 livre, à 1 660 livres la tonne...). Il faudra à l'ICCO beaucoup de constances pour éponger un surplus de cacao évalué,

pour cette campagne, à 91 000 tonnes. Tant que la situation de l'offre ne sera pas assainie, les accords resteront impuissants face au marché. Confrontés à des problèmes d'endettement et de balance des paiements, les producteurs du tiers-monde n'ont cependant pas les moyens de réduire brutalement leur production.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) 1 DTS = 1,3 dollar.

Amélioration des performances d'IBM grâce au dollar

Le bénéfice net d'IBM a repassé en 1987 la barre des 5 milliards de dollars, à 5,26 milliards (contre 4,79 milliards en 1986). Par action, il s'inscrit à 8,72 dollars (contre 7,81 en 1986), un niveau inférieur à celui de 1984 — la meilleure année pour « Big Blue » — qui s'établissait à 10,77 dollars l'action. L'année 1987 aura donc été apparemment pour le numéro un mondial de l'informatique un meilleur cru que 1986, année au cours de laquelle on avait vu le bénéfice baisser de 27 % après un premier recul de 0,4 % en 1985.

Le dernier trimestre 1987 aura été particulièrement favorable au géant américain, puisque son bénéfice net affiche une hausse de 50 % par rapport aux trois derniers mois de 1986.

Au total, sur l'année 1987 le chiffre d'affaires d'IBM a progressé de près de 3 milliards de dollars, passant de 51,3 milliards en 1986 à 54,2 milliards de dollars. La firme met en avant l'effet favorable de la dépréciation du dollar pour expliquer l'amélioration de ses performances. Selon elle, ce facteur a permis une progression de 3,47 milliards de dollars environ du chiffre d'affaires et de 615 millions du bénéfice net. Sans l'effet dollar, le chiffre d'affaires et le bénéfice net de l'entreprise auraient finalement baissé l'an passé. La baisse du dollar risque en outre de gêner le groupe sur le plan industriel dans les pays autres que les États-Unis car il a choisi de produire dans les zones où il vend. Les temps sont donc plus difficiles pour le géant, qui a quitté en 1987 le « cercle magique » des dix entreprises américaines les plus admirées établi par le magazine Fortune.

Le Monde
sur minitel
PRIVATISÉES
leurs cours au jour le jour
36.15 TAPEZ LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SEGIN

Le groupe SEGIN acquiert 52 % du capital de la société ALPHA INFORMATIQUE, qui devient ALPHA 2i.

En accord avec le protocole signé en août dernier, le groupe SEGIN entre à hauteur de 52 % dans le capital d'ALPHA INFORMATIQUE, et fera l'acquisition des 48 % restant en juin 1988.

ALPHA INFORMATIQUE, qui devient ALPHA 2i, spécialisée dans le conseil et l'assistance informatiques, va réaliser pour 1987 un chiffre d'affaires de 45 MF, avec un résultat d'exploitation, avant impôts et plus-values, compris entre 6 et 6,5 MF.

Cette prise de participation s'insère parfaitement dans la stratégie du groupe SEGIN puisque ALPHA 2i exerce la majeure partie de son activité sur les mêmes marchés. Elle permet au groupe de conforter encore ses compétences en ingénierie aux côtés de SOLWARE, NETSYS et SYSTEMS LABORATORY.

Enfin, pour 1987, le groupe SEGIN confirme les résultats et objectifs de chiffre d'affaires annoncés lors de son introduction en Bourse.

CICA

(Société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique)
Groupe CFAO

Le conseil d'administration, dans sa séance du 15 janvier 1988, analysant les chiffres préliminaires de l'exercice 1987, a constaté une progression de 12 % du chiffre d'affaires consolidé, qui sera de l'ordre de 1 970 millions de francs pour l'année 1987, contre 1 763 millions de francs l'année précédente.

Les résultats consolidés dépasseront 67 millions de francs, contre 51,3 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 30 %. Ils comprennent d'importantes plus-values financières, qui compensent largement les provisions constituées par ailleurs sur le portefeuille de placement.

D'autre part, le bénéfice net de la société mère devrait s'établir à 17,3 millions de francs, contre 15,6 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil a également évoqué les projets de développement en France, où deux nouvelles concessions automobiles viennent d'être achetées, ainsi qu'au Portugal et en Espagne, où des études sont en cours.

NEW-YORK, 19 jan.

Forte baisse

La Bourse de New-York a terminé en forte baisse mardi 19. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 1 936,34, en perte de 27,52 points dans un marché calme et cependant irrégulier. Environ 154 millions d'actions ont été échangées, contre 135 millions la veille et 157,94 millions vendredi dernier. Le nombre de valeurs en hausse et en baisse était équilibré : 758, contre 744.

Dès l'ouverture, la chute du marché a été particulièrement sensible. L'annonce d'une augmentation du surplus commercial du Japon avec les États-Unis en décembre laisse pressager une augmentation du déficit américain pour ce mois. La réaction de dégoût des investisseurs a été immédiate. Et la publication selon laquelle la progression de 50 % des bénéfices d'IBM au quatrième trimestre avait été gonflée par un taux d'imposition relativement faible n'a fait qu'ajouter de l'eau au moulin.

En attendant, une reprise du marché s'est faite sentir en fin de journée, permettant à l'indice de gagner six points une heure avant la fermeture du marché. Le titre IBM a perdu 6 à 111 3/4 : CDS, 3 7/8 à 135 et Royal Dutch, 1 3/4 à 108 3/8. Tandis que Dun and Bradstreet gagnait 1 1/4 à 55 1/2 et Merck à 154.

VALEURS	Cours du 19 jan.	Cours du 20 jan.
Alcoa	43 3/8	42 7/8
Aluminum	43 1/8	42 1/2
A.T.T.	28 3/4	28 5/8
Boeing	42 3/4	42 7/8
Chrysler	31 1/4	31 1/2
Du Pont de Nemours	81 1/4	80 1/8
Eastman Kodak	51	50 1/8
Exxon	48 3/4	48 1/2
General Electric	42 3/8	42 1/8
General Motors	48 3/8	48 1/8
Goodrich	58 3/8	58 1/8
IBM	117 3/4	113 3/4
I.T.T.	41 3/4	41
Johnson & Johnson	41 1/2	40 5/8
Pfizer	51 7/8	51
Schering	29 7/8	29 1/8
Schlumberger	21 1/8	21
Union Carbide	32	31 7/8
U.S.X.	58 3/4	57 3/4
Wells Fargo	58 3/4	57 3/4
Xerox Corp.	58 3/4	57 3/4

LONDRES, 19 janvier

Affaiblissement

Le mouvement de baisse, observé à la Bourse de Londres mardi, s'est accentué durant la séance. L'indice FT des valeurs industrielles a ainsi perdu près de 1,2 %, en clôturant à 423. Le mouvement a débuté dès les premiers échanges, en réaction à l'annonce d'une augmentation de l'excédent commercial japonais envers les États-Unis, qui a ravivé les inquiétudes relatives à la tenue du dollar. Les valeurs augmentaient le jour même en fin de séance devant le repli de Wall Street à son ouverture. Le volume des transactions a diminué à 23 749, contre 29 870 lundi.

La compagnie de distribution de gaz Calor, dont les cotations furent suspendues durant une partie de la matinée, annonçait qu'elle cédait ses intérêts pétroliers dans le cadre d'un accord complexe avec le groupe néerlandais SHV. La compagnie de télévision commerciale Anglia Television progressait après l'annonce de ses résultats annuels supérieurs à l'attente boursière.

La commission d'enquête nommée par la Banque d'Angleterre, pour étudier une stratégie de défense de la Standard Chartered Bank en 1986 contre une OPA inamicale de la banque Lloyds, n'a pas découvert d'irrégularités dans le comportement de la Standard Chartered.

FAITS ET RÉSULTATS

● Total détient 87,5 % de Getty Resources. — Total Resources, filiale canadienne à 100 % du groupe Total, a fait savoir à la fin de l'exercice de son OPA lancée sur Getty Resources, elle détient 87,5 % du capital de cette société minière, spécialisée dans les métaux précieux. Pour notamment le cuivre.

● Liquidation dans la bougie. — Point à la ligne, numéro un français des bougies décoratives, dont le siège est à Pessac (Gironde), est en liquidation judiciaire. Le 12 janvier 1988, le tribunal de commerce de Bordeaux a rejeté le plan de redressement présenté par les dirigeants de la société, Mmes Monique Fieschi et Myline Galbaud. Elles avaient déposé leur bilan, le 9 janvier 1987, quelques mois après avoir été sacrées femmes d'affaires de l'année par Veilleux Clouet. Elles font appel du jugement du tribunal de commerce. Le passif de Point à la ligne s'élève à 33 millions de francs.

● Hoffmann-La Roche majeure son offre sur Sterling. — Le groupe pharmaceutique suisse Hoffmann-La Roche a augmenté de 4,3 à 4,4 milliards de dollars son offre publique d'achat sur Sterling Drug et n'a pas exclu une prolongation de sa proposition actuellement fixée au 2 février. Le conseil d'administration de Sterling Drug a non seulement indiqué que l'OPA était « nettement insuffisante », mais aussi qu'il négocierait avec des tiers en vue d'une fusion.

● Le Crédit agricole perd son « triple A ». — Standard and Poor's, l'une des principales

PARIS, 20 janvier

Accélération de la baisse

Sans raison apparente, la baisse s'est accélérée, mercredi, pendant que le moral des boursiers s'effondrait. L'indice de tendance, qui clôturait à 2 770,50, a plongé à 2 740,50, pour clôturer à 2 730,50. Les cours de l'ensemble des valeurs ont chuté sans discernement, à tel point qu'à présent le repli moyen est de 45 % par rapport aux cours les plus hauts de 1987. Plus inquiétant pour de nombreux professionnels, le recul de l'indice CAC, ce baromètre de la Bourse a « cassé » la barre des 270 points, tombant en dessous du plus bas de 1987 (270,3 le 11 décembre) et revenant au niveau de celui du 31 décembre 1985. Or, pour de nombreux spécialistes d'analyse sur graphique, la Bourse ne se stabilisera que lorsque le CAC atteindra le « seuil de résistance de 240 ».

Le flot des ventes qui arrivent dans les banques et les charges provient également de particuliers. Ces derniers ont reçu leur relevé annuel et apprécient en un seul coup d'œil l'évolution de leur portefeuille. « Ils soulignent pour certains se désengager le plus rapidement possible », commente un gérant de SICAV.

De plus, à ces données s'ajoute l'approche des opérations de liquidation du créancier boursier de janvier, qui débute mardi. La perte aura été considérable puisque elle atteindra près de 8 %.

Et pourtant, soupirent un gestionnaire, tant de valeurs sont à de tels cours d'achat à présent que je ne comprends pas pourquoi personne n'achète. A Et de se souvenir de ce vieux dicton qui revient à la mode sous les tentatives : « Il vaut mieux avoir tort avec les autres que raison tout seul ».

Les écarts à la baisse étaient alors très importants. SOGAT était même incalculable pendant un moment après l'annonce de résultats décevants. Penneroy perdait près de 13 %, suivie par Eurochem, De Dietrich, Pintex et SEF en recul de plus de 9 %. De nouveaux franchissements de seuil étaient publiés. Suez a acquis 5 % de la Sodochim, et la Société générale, 5 % de Herve.

Sur le MATIF, le contrat de mars perdait 0,05 à 98,60.

TOKYO, 20 janvier

Rassuré

Un quart d'heure après le début des échanges, l'indice Nikkei de 225 valeurs japonaises avait cédé 42,62 points mercredi 20 à Tokyo, avant de clôturer la séance du matin en baisse de 94 points. Le marché s'est repris dans l'après-midi. L'indice a finalement enregistré une faible perte de 55,03 points, à 22 843,14.

La déprime du marché dans un premier temps s'explique par la publication mardi de l'excédent commercial du Japon sur les États-Unis. C'est la première fois depuis dix ans que ce chiffre annuel enregistre une diminution. D'autre part, pour le mois de décembre, le solde positif des échanges extérieurs s'inscrit en données brutes à 8,60 milliards de dollars, contre 8,72 milliards de dollars au cours de la même période de l'an dernier.

VALEURS	Cours du 19 jan.	Cours du 20 jan.
Alfa	469	500
Bridgepoint	1 220	1 210
Enron	1 310	1 300
First Bank	1 330	1 340
Honda Motor	1 350	1 340
Marubeni Bank	2 300	2 280
Midland Hotel	540	540
Sony Corp.	4 920	4 840
Toyota Motors	1 850	1 850

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	720	714 20	Moncler	246	240
Alcatel	181 40	174 20	Mutuelle Insecurité	300	280
Amis de l'Asie	315	278	Mutuelle Insecurité	112 30	104 60
Anglo	277	278	Mutuelle Insecurité	284	273
B.C.	420	420	Mutuelle Insecurité	110	113
B. Desmarest & Assoc.	370	362	Mutuelle Insecurité	451	435
B.C.M.	620	620	Mutuelle Insecurité	187	190
B.P.	402	399	Mutuelle Insecurité	840	818
Bullfinch Technologies	875	869	Mutuelle Insecurité	172 50	172 10
Bulfinch	840	825	Mutuelle Insecurité	270	270
Cable & Wireless	825	870	Mutuelle Insecurité	125	125
Canal Plus	398	398	Mutuelle Insecurité	282 20	282 20
Canal	1000	995	Mutuelle Insecurité	185	185
C.B.M.E.	820	842	Mutuelle Insecurité	100 80	100 80
C. Equi. Ind.	280 80	280 80	Mutuelle Insecurité	823	824
C.E.L.D.	443 50	425 80	Mutuelle Insecurité	1000	1000
C.E.P.	123	130	Mutuelle Insecurité	120	120
C.E.P. Communication	800	825	Mutuelle Insecurité	118 10	118 10
C.S.I. Information	484	452	Mutuelle Insecurité	250	240
Comet Océan	375	365	Mutuelle Insecurité	386	386
CRAL	255	246	Mutuelle Insecurité	825	816
Concept	200	200	Mutuelle Insecurité	530	530
Confiance	435	425	Mutuelle Insecurité	854	830
Dafin	125	135	Mutuelle Insecurité	184	184
Danone	2780	2780	Mutuelle Insecurité	217	217
Develco	1220	1220	Mutuelle Insecurité	600	578
Durill	800	850	Mutuelle Insecurité	355 50	355 50
Durill-Oil, comment.	435	435	Mutuelle Insecurité	217	217
Edison Bullfinch	86	86	Mutuelle Insecurité	370 20	365 40
Edison Bullfinch	412	395 50	Mutuelle Insecurité	302 90	304
Elyon Insecurité	16 30	16 30			
Espal	380	385			
Espal	305	282 80			
Evangel	412	395 50			
Gay Dagnette	740	710			
L.C.C.	220 10	220 10			
RIA	153	180 10			
IGF	80	80			
IGF	100	80			
IGF	160	163			
IGF	222	220			
IGF	164	164 10			
IGF	247	240			
IGF	150	155			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 19-1-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Laforge Cop.	1100	120	167	-	-	75	-	-	-
Paribas	320	12	28,58	-	-	41	47	-	-
Pengut	920	72	124	-	-	88	123	-	-
Thomson-CSF	136	12,50	20	-	-	15,60	19,50	-	-
Elf-Aquitaine	240	17,25	29,50	-	-	28	38	-	-
Midi	1000	150	-	-	-	78	-	-	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 janv. 1988
Nombre de contrats : 43 876

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	98,65	97,45	97,05	-
Précédent	98,85	97,65	97,38	-

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,6145 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987) 18 janv. 19 janv. Valeurs françaises : 94,7 95,2 Valeurs étrangères : 105,8 104,7 C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981) Indice général : 277,8 276,5
FRANCOFORT 19 janv. 20 janv.	NEW-YORK (indice Dow Jones) 18 janv. 19 janv. Industrielles : 193,96 193,96
Dollar (en DM) : 1,683 1,663	LONDRES (indice Financial Times) 18 janv. 19 janv. Industrielles : 1 448,1 1 423 Mines d'or : 283,4 284,1 Fonds d'Etat : 88,45 88,19
TOKYO 19 janv. 20 janv.	TOKYO 18 janv. 19 janv. Industrielles : 22 895,17 22 843,14 Indice général : 1 028,46 1 025,23
Dollar (en yen) : 128,98 128,78	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (20 janv.) : 73/71 7/4	
New-York (19 janv.) : 61/54 47/51	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
S.E.U.	5,6478	5,6500	+ 20	+ 35	+ 60	+ 85
S. can.	4,3928	4,3978	- 53	- 27	- 66	- 30
Yen (100)	4,3850	4,3900	+ 121	+ 147	+ 246	+ 283
DM	3,7700	3,7725	+ 113	+ 132	+ 238	+ 264
FF (100)	16,1700	16,1500	+ 81	+ 95	+ 171	+ 193
FB (100)	16,1700	16,1500	+ 115	+ 125	+ 225	+ 245
ES	4,1400	4,1485	+ 398	+ 422	+ 591	+ 617
L (1 000)	5,9925	5,9975	- 115	- 65	- 210	- 152
E. franc.	10,8360	10,8440	- 180	- 50	- 165	- 180

TAUX DES EUROMONNAIES

SEAL.....	6 1/2	6 3/4	6 7/8	7	7 1/8	7 1/4	7 3/8
DM.....	3 1/8	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 1/2
FF (100).....	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/8
ES.....	6 1/8	6 1/4	6 5/16	6 5/8	6 5/16	6 5/8	6 7/8
FB (100).....	8 5/8	8 1/2	11 1/16	11 3/16	11 5/16	12 1/16	12 3/16
L (1000).....	9	9 3/4	9 5/8	10 1/8	10 1/2	10 3/4	11 1/8
F. franc.....	8 1/8	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 11/16	8 13/16	8 1/2
F. franc.....	7 1/8	7 3/8	8 1/4	8 3/8	8 5/8	8 7/8	8 5/8

BOURSE DU 20 JANVIER

Cours relevés
à 14 h 57

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1808	A.E. 1973	7162	1758	1758	- 0 40	104	Bullfinch	108 50	107 80	108 20	- 1 85	118	Bullfinch	108 50	107 80	108 20	- 1 85
4133	C.A.E. 200	4020	4005	4010	- 0 28	118	De Beers	112 10	111 30	111 30	+ 3 28	120	De Beers	112 10	111 30	111 30	+ 3 28
1039	S.A.P. T.P.	1020	1021	1021	+ 0 10	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1039	C.C.P. T.P.	890	880	880	- 1	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1039	C.C.P. T.P.	890	880	880	- 1	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1725	Sham-Pont T.P.	1600	1600	1600	- 0 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1725	Sham-Pont T.P.	1600	1600	1600	- 0 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1150	Thomson T.P.	1111	1111	1111	- 0 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1150	Thomson T.P.	1111	1111	1111	- 0 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
2000	Alcan	1670	1684	1684	- 2 38	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
1200	Alcan	1670	1684	1684	- 2 38	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28	120	Dominion Bank	74 70	74 70	74 70	- 0 28
235	A.L.S.A.	202	198 50	198 50	- 1 30	12											

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

19/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franch. net	VALEURS	Emission	Franch. net	VALEURS	Emission	Franch. net
Obligations																				
Exp. 8,00 % 77	127	5 843	Compt. (P)	177	177	Loiret	570	580	Touraine-Val	275	275	620 18			Financ. Région	579 54	632	Châtillon-Ste	1948 93	1320 42
8,00 % 78/79	100 08	5	Caravel	115	110 40	Lyonnais	985	885	Tour Eiffel	410	400	183 42			Financ. Région	1370 17	1370 17	Châtillon-Ste	282 47	385 13
8,00 % 79/80	102 79	4 102	Chambray (N)	978	978	Loiret	926	880	Union S.M.	486	486	369 58			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	1044 08	1033 74
12,25 % 80/80	104 26	3 289	Chambray (P)	130	128	Machine B.	85	88	U.A.P.	215	211	323 08			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	462 51	480 74
12,25 % 81/82	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 82/83	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 83/84	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 84/85	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 85/86	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 86/87	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 87/88	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 88/89	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 89/90	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 90/91	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 91/92	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
12,25 % 92/93	104 84	3 289	C.C. (P) Financ. d.	171	164 10	Magnolia Uptide	137	136	U.T.A.	200	200	480 23			Financ. Région	309 48	304 82	Châtillon	508 03	508 93
Étrangères																				
A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690	A.E.E.	720	690
Alco	287	272	Alco	287	272	Alco	287	272	Alco	287	272	Alco	287	272	Alco	287	272	Alco	287	272
Alcan	110	140	Alcan	110	140	Alcan	110	140	Alcan	110	140	Alcan	110	140	Alcan	110	140	Alcan	110	140
A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182	A.L.T.D.	180	182
Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16	Amel-G	408 83	447 16
Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38	Ames-Val	682 42	682 38
Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13	Amphib	403 13	403 13
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41	Asphalte court terme	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56	507 41
Asphalte	508 56	507 41	Asphalte	508 56																

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le long dégel des relations entre Moscou et Jérusalem. — Levée de l'état d'urgence au Nicaragua. 4-5 Le 25 ^e anniversaire de la signature de l'accord franco-allemand. 6 Avant son voyage éventuel à Moscou, le pape émet quelques souhaits.	7 MM. Chirac et Léotard exaltent le souvenir de l'action de la France outre-mer. 8 Le Conseil constitutionnel valide le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. — Controverse judiciaire à Nouméa.	10 Les fausses factures de Nancy. — La conférence des prix Nobel à Paris. 11 Le rôle des sociétés privées dans les écoutes téléphoniques. — Le bilan du SIDA. 20 SPORTS : le Rallye Paris-Alger-Dakar.	13 Dandin, de Roger Planchon. 14 Cabre Verde, de Werner Herzog : Y'a bon les Blancs, de Marco Ferreri. 15 La mode et le surréalisme à New-York. 12 COMMUNICATION : le vide juridique des radios locales.	28 L'OPA de M. De Benedetti sur la Générale de Belgique. 29 Réduction d'effectifs à la Sécurité sociale. — Nouveau record de l'excédent commercial japonais avec les États-Unis. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 et 26 Carnet 12 Météorologie 19 Mots croisés 20 Radio-télévision 20 Spectacles 16 à 19	● L'information 24 h sur 24. AFP ● La 5, le Matin, Poitiers : les médias bougent. VISU ● Gagnez un séjour d'une semaine à Evian. JEUX Actualité, Culture, Sport. 36-15 tapez LEMONDE La librairie du Monde 36-16 + LM16

Après l'offre d'American Home Products

Sanofi renonce à acquérir le groupe américain Robins

American Home Products a annoncé, le mardi 19 janvier, que le conseil d'administration de Robins a accepté son nouveau plan de reprise, le préférant à celui de l'américain Rorer et du français Sanofi. Le sixième fabricant mondial de médicaments, qui avait déposé sa candidature en même temps que Sanofi pour acheter le laboratoire américain A.H. Robins au lendemain de Noël, a majoré son offre la semaine dernière en la portant à 700 millions de dollars. Le comité regroupant des

actionnaires représentant 58 % du capital autres que la famille Robins, qui préfère la firme française, soutient cette proposition d'American Home.

Devant ce retournement, Sanofi a décidé de retirer son offre. La direction du groupe a déclaré, le mercredi 20 janvier, en fin de matinée : « Les sommes en jeu sont devenues trop importantes ». Sanofi reste, néanmoins, « toujours intéressé par le marché américain ».

Thomson a reçu 500 millions en dotation en capital sur le milliard attendu

Thomson SA a touché, il y a quelques jours, une dotation en capital de 500 millions de francs sur le milliard qu'il doit normalement recevoir de l'Etat, son actionnaire. Le groupe a finalisé le 31 décembre avec l'entreprise américaine General Electric un accord important prévoyant un rachat de l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi...) de General Electric et la cession à ce groupe des activités médicales de Thomson.

Compte tenu de la disproportion entre les deux activités concernées (le Monde du 3 janvier 1988), Thomson doit verser au groupe américain entre 600 et 700 millions de dollars (entre 3,3 et 3,8 milliards de francs).

OPA sur le troisième assureur belge

Le groupe AG pourrait acquérir 28 % du capital d'Assubel

Le groupe AG (Assurances générales), numéro deux de l'assurance en Belgique, a annoncé, mardi 19 janvier, à Bruxelles, qu'au terme de l'offre publique d'achat qu'il avait lancé sur les actions d'Assubel, au prix de 6 000 FB, 28,3 % des titres du troisième assureur belge lui ont été proposés. Parmi les porteurs qui souhaitent vendre leurs actions, on trouve la Société générale de Belgique (pour 10 %).

Compte tenu de la réglementation belge et des recommandations des autorités boursières, le groupe AG ne pourra acquérir ces titres qu'après accord du conseil d'administration d'Assubel-Vie.

E. I.

La lutte contre les myopathies Le bilan du Téléthon

Il était difficile d'évaluer, le mardi 19 janvier, la somme exacte recueillie par l'Association française contre les myopathies (AFM), à l'issue du Téléthon organisé, les 4 et 5 décembre 1987, sur Antenne 2. Un fait semble acquis : plus de 181 millions de francs sont parvenus au siège de l'AFM, soit autant que les promesses enregistrées.

Ce budget, trois fois plus important que celui espéré initialement, va permettre de développer non seulement les recherches contre la myopathie de Duchenne, qui frappe en France quelque deux mille enfants, mais aussi contre une quarantaine de maladies neuromusculaires graves (myasthénie, myotonie, atrophie neurogènes) atteignant plus de trente mille personnes. Une somme importante sera consacrée à la mucoviscidose.

● Reconduction de la grève des infirmiers-anesthésistes. — Les infirmiers-anesthésistes ont décidé, le mardi 19 janvier, de reconduire pour 24 heures la grève qu'ils observent depuis lundi dernier. « Nous voulons un statut spécifique et une rémunération digne de notre fonction », ont-ils rappelé le 19 janvier au cours d'une réunion de coordination qui avait lieu à la Bourse du travail, à Paris. Au terme de cinq ans d'étude, un infirmier-anesthésiste gagne environ 5 800 F par mois, 9 000 F en fin de carrière. On compte environ 4 600 infirmiers-anesthésistes en France.

● IRLANDE : douze Irlandais demandent l'asile politique. — Douze Irlandais ont demandé l'asile politique à l'Irlande au cours d'une escale technique d'un avion de ligne soviétique assurant la liaison Moscou-La Havane, à l'aéroport de Shannon.

Deux disparitions

L'historien de cinéma Jean Mitry

L'historien de cinéma Jean Mitry est mort le 18 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Jean-René Pierre Goetheluck Le Rouge Tiliard des Acres de Presfontaine naît à Soissons en 1906. Un tel nom étant difficile à porter, son surnom sera « le petit ». En un raccourci saisissant, sous celui de Jean Mitry, C'est Mitry qui, en 1924, anime des ciné-clubs, écrit dans des revues d'avant-garde, se passionne pour le cinéma : c'est Mitry qui, en 1928, est assistant de son ami Pierre Chenal pour un court métrage, Paris-Cinéma : c'est Mitry qui, en 1932, participe comme acteur à la folle aventure du tournage de la Nuit du carrefour, par Jean Renoir. C'est Mitry, enfin, qui, dès 1936, se trouve aux côtés de Henri Langlois et de Georges Franju pour la création de la Cinémaèque française. Par la suite, les chemins divergent.

Jean Mitry, après la guerre, s'exerce à des recherches dignes du film expérimental du temps du muet. Il veut des images cinématographiques comme équivalences des rythmes musicaux. Il tourne Pacific 231 (1949), Images pour Debussy (1951), Symphonie mécanique (1955). En 1958, il réalise un long métrage volontairement commercial, Enigme aux Folies-Bergère, comme pour prouver qu'on peut être cinéaste « du samedi soir » sans démentir. Il n'y gagnera rien.

Jean Mitry est un historien-né, qui veut préserver la mémoire du septième art, expliquer, analyser, enseigner, mettre sur fiches et en théorie, avec un bel enthousiasme. Professeur à l'IDHEC, il forme toute une génération. Son érudition fabuleuse, son débit précipité, sa manière de reconstruire les films par ses mouvements de bras, ses mains, font de lui un personnage aimé des étudiants. A partir des années 50, la vie de Jean Mitry va être tout entière consacrée à l'histoire du cinéma. Constamment soutenu par sa femme Janine, qui lui épargne les

contingences matérielles, il rassemble des documents, il voit, revêt des films. Il écrit. Des études sur des cinéastes : John Ford, S.M. Eisenstein, Tout Chaplin (une somme, publiée en 1972 et qui vient d'être rééditée, remise à jour, enrichie par les illustrations, aux éditions Atlas) ; des brochures pour la petite collection « cinéma » de l'Avant-Scène cinéma (D.W. Griffith, Thomas Ince, Max Linder, Mack Sennett, Maurice Tourneur, etc.). Comme Georges Sadoul, il tient à transmettre l'expérience vivante des années du muet, les sources de l'histoire moderne du cinéma. Au début des années 60, il publie aux éditions Jean-Pierre Delarge Esthétique et psychologie du cinéma, en deux volumes. En 1966, paraît chez le même éditeur le premier volume de son Histoire du cinéma, œuvre gigantesque, poursuivie jusqu'à sa mort, œuvre encyclopédique mais portée vers la « psychologie des formes », avec une dimension philosophique tenant compte des modes de pensée contemporains. Car Mitry, qui pouvait être, souvent, « dans la lune », savait aussi s'imprégner de l'air du temps. Après avoir enseigné quelques années à l'université de Montréal, il avait donné des cours d'esthétique et de sémiologie du film à l'université Paris-1.

Parallèlement à son Histoire du cinéma, il a bâti, en une trentaine de volumes, une Filmographie universelle, éditée par l'IDHEC de 1963 à 1972, puis reprise par les éditions des Archives nationales du film à partir de 1978. Il trouve le temps, pour se délasser, d'écrire des poèmes. Seule la maladie, qui commence par un affaiblissement de la vue, put avoir raison de ce travailleur infatigable. Il était président de l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma, fondée en 1985. Jean Mitry fut toujours hostile dans ses choix, son idéologie, ses partis pris et ne cessa jamais, lui-même, d'apprendre.

JACQUES SICLIER.

Le bassiste de jazz Al Hall

Le bassiste de jazz Al Hall est mort, lundi 18 janvier, à New-York. Il était âgé de soixante-deux ans.

Premier musicien noir à avoir joué dans l'orchestre d'une salle de théâtre à Broadway, Alfred Wesley Hall est né le 8 mars 1915 à Jacksonville (Floride). C'est à Philadelphie, où il étudie la contrebasse et le

violoncelle, qu'il reçoit une formation classique, mais comme il n'y avait pas de place, à cette époque, pour un Noir dans les orchestres symphoniques, il s'intègre aux « big bands » de jazz. Très vite, il rejoint des formations plus réduites. Celle du pianiste Teddy Wilson, d'abord. Ensuite, il accompagnera Count Basie, Erroll Garner, Billie Holiday, Dexter Gordon ou Ben Webster. Jusqu'à son hospitalisation, le mois dernier, il se produisait tous les dimanches à Greenwich-Village.

● La Dépêche du Midi absente des kiosques en Haute-Garonne. — Le quotidien régional La Dépêche du Midi (Toulouse) était absent, le mercredi 20 janvier, des kiosques en Haute-Garonne, à la suite d'un arrêt de travail des services techniques de la COMAG, société de fabrication du journal. Selon le Livre CGT, ce mouvement a été déclenché à la suite du refus de la direction d'ouvrir des négociations salariales. L'indiquant que la grève n'a affecté que les éditions de la Haute-Garonne (environ cent mille exemplaires sur deux cent quatre-vingt-dix mille). Lundi 18 janvier, une grève de l'imprimerie avait déjà empêché la sortie complète du quotidien.

Le numéro du « Monde » daté 20 janvier 1988 a été tiré à 502 698 exemplaires

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Sur le vif

Restons modestes

Vous avez vu, hier, dans le Monde, ce sondage de la SOFRES ? Quelle est la personnalité française ou étrangère qui vous a le plus marqué au cours des vingt dernières années ? Politique, sports, sciences, culture... Vous avez le choix. Ça les a laissés sans voix, cette question, ils s'étaient complétement, les mecs ; ils trouvaient pas. Cherchez bien, vous voyez personne ? Non, personne (36 %). Bon, tant pis, merci quand même. Et vous, là ? Bof... Si, le Général (16 %). Et vous ? Le pape (7 %). Et puis ? Ben... Heu... Ils se racrochaient les ménages : Mère Teresa (3 %). Et ensuite ? Alors là... Mais si, bien sûr, Coluche, où vais-je le tête. Ouais, Coluche arrive en quatrième position. Avant Lech Walesa. Et Pompidou — pourquoi lui ? — en queue de peloton. Mon Mimi ? Il est nulle part. Inconnu au bataillon.

Fabuleux, non, dans un pays bombardé d'informations, de communications en tout genre où l'Etat-spectacle joue le star-système à fond. L'opinion, ben, elle est à pas, d'opinion. Elle s'en fout. Elle a autre chose à s'occuper. Ça rend modestes, dites

donc, surtout là en période électorale. Va vraiment falloir cogner très fort pour la secouer, la massive masse qui s'effondre soir après soir devant le poste. Le journal, on l'avale, bien obligé, poussé, tiré qu'il est par la Roue de la fortune, Maguy, Bouvard, le Loto, le Tapis vert, Télérama et le film. Ce qu'on en retient ou rien !

Ah si moi, il y a un truc qui m'a fait tordre, c'est le clip de Babar. Grotesque ! Une tortue jaune et vert fonçant à toute allure vers l'Elysée, course ponctuée par des flashs explosifs : notre paysan du Danube national, bras levés, sourire extasié répondant, façon Madonna, aux hurlements de ses fans. Tout juste s'il nous a pas balancé son caleçon. C'est d'autant plus marrant que dans le bouquin — il est passionnant — de Christine Favuemy sur les Eminences grises de nos princes, il se gausse des faiseurs d'images, le gros Raymond : je suis comme je suis... C'est pas moi qui m'abaisserais à courir après les Français. Ben, tiens !

CLAUDE SARRAUTE.

RDA

Un avertissement à la dissidence

Le gouvernement est-allemand semble vouloir profiter des incidents qui se sont produits dimanche dernier 17 janvier, en marge des cérémonies officielles en hommage aux deux leaders spartakistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg pour lancer un avertissement à sa dissidence.

Plus d'une centaine de personnes avaient été interpellées alors que de petits groupes de pacifistes et de défenseurs des droits de l'homme tentaient de s'infiltrer dans la manifestation officielle avec leurs propres banderoles. Selon les milieux évangéliques, des mandats d'arrêt

ont été délivrés contre vingt-deux d'entre elles pour infraction au code pénal de la RDA qui interdit « les attroupements sur la voie publique ». Une instruction serait en cours contre cinq autres personnes. La presse ouest-allemande a, en outre, rapporté que douze dissidents avaient été expulsés vers la RFA.

Tout en affirmant que l'Eglise était aux côtés des détenus, M. Manfred Stolpe, un des dirigeants de l'Eglise évangélique à Berlin-Est, a qualifié la situation de « très compliquée », faisant état d'une « grande détermination » de la justice.

Les Internationaux de tennis d'Australie

Mats Wilander en demi-finales

Vainqueur de son compatriote Anders Jarryd (7-6, 6-2, 6-3), le Suédois Mats Wilander s'est qualifié, mercredi 20 janvier, pour la quatrième fois de sa carrière, pour les demi-finales des Internationaux de tennis d'Australie qu'il a déjà gagnés en 1983 et 1984. Son prochain adversaire sera le tenant du titre, le Suédois Stefan Edberg, qui a battu, mercredi soir, le Soviétique Chesnokov (4-6, 7-6, 6-4, 6-4).

L'autre demi-finale opposera le Tchèque Ivan Lendl, qui a éliminé mardi l'Américain Todd Witsken (6-2, 6-1, 7-6) à l'Australien Pat Cash, vainqueur du Néerlandais Michiel Schapers (6-1, 6-4, 6-2). L'Australien est le seul joueur qui ait battu deux fois le champion du monde dans les

tournois du grand chelem 1987, en finale de Wimbledon et en demi-finale des Internationaux d'Australie.

Dans les demi-finales du tournoi féminin, programmées jeudi, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui a éliminé la tenante du titre, la Néerlandaise Hans Mandlikova (6-2, 6-2), rencontrera sa compatriote Claudia Kohde-Kilsch, victorieuse de l'Australienne Anne Minter (6-2, 6-4). L'autre match mettra aux prises pour la sixième-vingt-septième fois les Américaines Martina Navratilova, qui a battu la Tchèque Hana Mandlikova (6-4, 7-6) et Chris Evert, qui a éliminé l'Allemande de l'Ouest Claudia Porwick (6-3, 6-1).

LES ANTIQUAIRES A BALTARD
22/25 Janvier
(tous les jours)
10h-12h
14h-18h
vendredi 22h
salle chauffée
NOGENT SUR MARNE
ORGANISATION PROMPTA, QUALITE, MOULIN

HOMMES FEMMES
MICOL
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29, rue Tronchet
SOLDES
jusqu'au 30 janvier.

MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...

25 900 FHT
Macintosh SE
disque dur interne 45 M.o.
30 717 FHTTC

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03

ARNYS PARIS

SOLDE

POUR ELLE, POUR LUI

COLLECTION AUTOMNE-HIVER

ARNYS 14, rue de Sèvres, 7 - Tél. 45.48.76.99